

Rendre la décroissance réelle par l'imaginaire effectif

Bruno Sylvestre

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme
Maîtrise ès art en Science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Bruno Sylvestre, Ottawa, Canada, 2025

Résumé et Abstract

Résumé

Notre interrogation porte sur la manière de rendre la décroissance réelle. Nous explorons d'abord des ouvrages récents sur la décroissance et ordonnons les diverses propositions étudiées en trois familles : économique, culturelle et matérialiste. Nous comprenons ainsi l'importance de l'imaginaire social et de la production (de biens et de services) qui repose sur le travail salarié. De là, nous développons la perspective transformatrice de l'*imaginaire effectif*, un imaginaire créateur qui agit sur les rapports sociaux organisant la production. Muni du prisme de l'imaginaire effectif, nous analysons des théories et des pratiques décroissancistes sélectionnées et concluons que le modèle coopératif est celui qui incarne le mieux la transformation requise pour rendre réelle la décroissance redéfinissant, au passage, ce que travailler signifie, on pourrait dire *coopérer*. Notre proposition consiste donc à réfléchir aux conditions permettant de rendre effectives les théories et pratiques décroissancistes, c'est-à-dire leur permettre d'avoir des effets sensibles et durables.

Mots clés : décroissance, imaginaire effectif, capitalisme, croissance économique

Abstract

Our interrogation pertains to the manner in which degrowth can be rendered real. We begin by exploring recent degrowth literature and organise the various proposals into three main families: economic, cultural, and materialist. We thus understand the importance of the social imaginary and the role of production (of goods and services), which relies on salaried labour. From this, we develop the transformative perspective of the *effective imaginary*, a creative imaginary that influences social relations of production. Using the lens of the effective imaginary, we analyse selected degrowth theories and practices and conclude that the cooperative model best embodies the transformation required to render degrowth real. At the same time, this model helps redefine the meaning of work – essentially, as *cooperation*. Our proposition, therefore, consists in reflecting on the conditions that would allow degrowth theories and practices to become effective, meaning they would produce sensible and durable effects.

Keywords: degrowth, effective imaginary, capitalism, economic growth

Remerciements

Tout d'abord, je voulais remercier ma directrice, Émilie Bernier, pour ton support indéfectible durant tout ce (long) processus de maîtrise. Dès les premiers jours, alors que j'apprenais à peine à maîtriser les codes de la discipline, jusqu'à aujourd'hui, presque trois ans plus tard, tu as su me guider avec patience et bienveillance et m'as donné la confiance nécessaire afin que je donne le meilleur de moi-même. Un merci spécial à Dalie Giroux et à Jean-Pierre Couture pour votre lecture généreuse et vos précieux commentaires en préparation de la soutenance. Merci aussi à mes trois lecteurs de dernière minute, Pierre, Andrew et Olivier, vos premières impressions sur mes idées, vos commentaires et votre rétroaction m'ont permis d'améliorer mon écriture dans le dernier droit avant le dépôt de ma thèse. De plus, je tenais à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour le support financier lors de mes études ainsi que l'École d'études politiques et l'Université d'Ottawa de m'avoir permis de mener à bien ce projet.

J'aimerais aussi témoigner de ma reconnaissance aux gens qui ont ponctué mon parcours. Je pense à Marc avec qui l'idée même d'un retour aux études a germé. À Pascale, qui a été une source d'inspiration alors qu'elle terminait son doctorat au même moment, merci aussi pour tes conseils et tes encouragements tout au long de ma maîtrise. À JF, mon ami depuis plus de 25 ans qui m'encouragea dans cette folle aventure, avant même qu'elle ne débute et comprenait mon désir de changer le monde. À mes parents, Yvon et Suzanne, qui ont aussi compris ce désir et m'ont encouragé dans cette voie, ainsi que mes beaux-parents Claudie et Daniel. Un merci aux ami-e-s et collègues ainsi qu'aux professeur-e-s de l'École d'études politiques et de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa que j'ai eu la chance de côtoyer dans les cours, séminaires, colloques, et autres événements et avec qui j'ai pu échanger des idées. Je pense aussi aux gens du Cercle de lecture de la GEME qui ont particulièrement nourri mes réflexions sur Marx et Engels et les débuts du mouvement ouvrier en Europe et des parallèles que j'ai pu établir avec la décroissance. Merci aux personnes qui se sont jointes, et continuent de se joindre, à notre nouvelle Association pour la décroissance conviviale de la vallée de l'Outaouais, dont les membres cofondateurs Andrew, Anna, Jonathan, Émilie, Éloi et Noémie qui ont alimenté ma réflexion tout au long de l'hiver 2025 pendant qu'on *organisait* notre « journée sur la décroissance » à l'École d'été citoyenne ! Enfin, je tenais à remercier les deux précieuses avec qui je partage ma vie, ma fille Maya et mon amoureuse Vicky. Vous m'avez épaulé, encouragé, et supporté, jour après jour, malgré les doutes, les découragements, la fatigue (surtout des derniers jours). J'ai pu vous faire part de mes découvertes et questionnements, vous m'avez écouté et aussi mis au défi en questionnant mes idées. Et pour toi Vicky, c'était ma troisième maîtrise (!) à laquelle tu prenais part, tu n'as jamais cessé de croire en moi et de m'encourager ! C'est même toi qui m'as donné la petite « poussée » de départ pour que je me lance « à faire quelque chose ! » MERCI !

À *Maya*, pour la suite du monde

Table des matières

Résumé et Abstract	ii
Remerciements	iii
Table des matières	v
Liste des figures	vi
Prologue.....	1
Introduction	2
Chapitre I – Les principaux courants de la décroissance.....	16
La décroissance selon une approche économique	24
La décroissance selon une approche culturelle.....	33
La décroissance selon une approche matérialiste	40
Conclusion	46
Chapitre II – L’imaginaire effectif : une perspective transformatrice pour la décroissance	48
L’imaginaire comme création	49
Les rapports de production comme site de l’effectivité.....	60
Imaginaire effectif.....	64
Entrevoir la décroissance par la perspective transformatrice de l’imaginaire effectif	65
Conclusion	70
Chapitre III – L’effectivité des théories décroissancistes	72
Le choix	72
Rendre justice	77
Révolutionner le travail.....	82
La décolonisation de l’imaginaire	86
La contre-hégémonie	90
Conclusion	93
Chapitre IV – Les pratiques décroissancistes actuelles sont-elles effectives ?	95
Le revenu de base	96
La démarche <i>low-tech</i>	104
Le modèle coopératif	109
Conclusion	115
Chapitre V – Une synthèse-proposition	117
Conclusion – Pour une décroissance effective	124
Épilogue.....	132
Bibliographie	133

Liste des figures

Figure 1 : L'axe de l'imaginaire social	66
Figure 2 : L'imaginaire social du choix	75
Figure 3 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social du choix	76
Figure 4 : L'imaginaire social de la justice	81
Figure 5 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la justice	81
Figure 6 : L'imaginaire social de la révolution du travail	84
Figure 7 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la révolution du travail	85
Figure 8 : L'imaginaire social de la décolonisation de l'imaginaire	88
Figure 9 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la décolonisation de l'imaginaire	88
Figure 10 : L'imaginaire social de la contre-hégémonie	92
Figure 11 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la contre-hégémonie	92
Figure 12 : L'imaginaire social du revenu de base	103
Figure 13 : Critères d'effectivité de la pratique du revenu de base	103
Figure 14 : L'imaginaire social de la démarche low-tech	107
Figure 15 : Critères d'effectivité de la pratique de la démarche low-tech	108
Figure 16 : L'imaginaire social du modèle coopératif.....	113
Figure 17 : Critères d'effectivité de la pratique du modèle coopératif	114

Prologue

Décembre 2001, la crise économique atteint son apogée en Argentine. Après une décennie où l'État tente de « moderniser » son économie, cette dernière s'effondre brutalement menant aux *cacerolazos* (des émeutes et une crise politique majeure) des 19 et 20 décembre. Au même moment, le 18 décembre, les patrons de l'entreprise textile Brukman de Buenos Aires promettent à leurs ouvrières de consentir à leur demande d'augmentation salariale et quittent l'usine pour aller chercher les fonds. Entre-temps, les travailleuses décident de passer la nuit à l'usine en attendant le retour de leurs patrons.

J'ai le désir, et je sens le besoin, pour vivre, d'une autre société que celle qui m'entoure.

- Cornélius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*

Introduction

« La croissance infinie dans un monde fini est impossible. » Cette phrase, nous l'avons entendue maintes fois, mais nous sommes encore là, à la répéter *ad nauseam*, attendant on ne sait quel oracle qui pourra nous sortir de l'impasse. Un paradoxe se dessine : bien qu'il s'avère que la croissance infinie soit un problème reconnu, on ne semble pas être en mesure de dévier de cette trajectoire irrésistible. En effet, paradoxe il y a. D'une part, la croissance économique – c'est-à-dire l'augmentation de la production de biens et de services économiques d'un ensemble économique pour une période donnée comparée à une autre, et mesurée en utilisant une valeur agrégée telle que le produit intérieur brut (ou PIB)¹ – est admise de façon (quasi-)universelle. De fait, depuis l'après-guerre, la croissance économique est devenue explicite et même un objectif en soi comme en témoigne l'objectif 8 de développement durable de l'ONU² ou encore la politique économique de l'OCDE³ ou même celle de certains pays, comme le Royaume-Uni qui fait de la croissance sa « mission économique centrale » avec une cible de croissance annuelle de 2,5 %⁴. Lorsqu'on regarde l'évolution historique de la taille de l'économie mondiale au cours du siècle dernier, selon

¹ Diverses sources auraient pu être citées, mais nous utilisons ici la définition du populaire site web d'éducation à la finance et à l'investissement *Investopedia* (2023) qui résume bien ce qu'implique la croissance économique.

² Voir < <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/economic-growth/> > (consulté le 26 août 2025).

³ L'Article 2 de la Convention de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) mentionne la nécessité de poursuivre la croissance économique (voir <<https://www.oecd.org/fr/about/legal/text-of-the-convention-on-the-organisation-for-economic-co-operation-and-development.html>>, consulté le 21 janvier 2025) tandis que la plus récente vision (2021) pour la prochaine décennie est toujours de promouvoir la croissance économique, bien qu'elle soit qualifiée de « soutenable » (voir <<https://www.oecd.org/fr/about/legal/trust-in-global-cooperation-the-vision-for-the-oecd-for-the-next-decade.html>>, consulté le 21 janvier 2025).

⁴ Selon le site officiel du gouvernement du Royaume-Uni (voir <<https://www.gov.uk/government/publications/the-growth-plan-2022-documents/the-growth-plan-2022-html>>, consulté le 21 janvier 2025).

l'économiste Thomas Piketty, la croissance « réelle »⁵ et *absolue*⁶ mondiale a maintenu un taux de 3 % annuellement de 1913 à 2012 en dépit des conflits majeurs – dont les deux guerres mondiales – et de diverses crises survenues au cours du dernier siècle, comme les chocs pétroliers des années 1970 ou la crise financière de 2008.

D'autre part, ce continuum de courbes ascendantes cache toutefois une vérité bien ancrée dans la réalité, soit celle de l'épuisement des ressources naturelles^{7,8,9} de notre planète, notre lieu de vie commun à tous les êtres humains et non-humains, en plus de contribuer à l'intensification¹⁰ des désastres écologiques comme l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des feux de forêt ou de l'incidence des inondations. Il y a aussi des effets dévastateurs de cette incessante marche ascendante sur les existences individuelles, tels les épuisements professionnels, comme en témoignent les critiques de l'accélération sociale (Rosa 2003; 2014). La croissance est devenue *la* solution aux problèmes sociaux, comme l'a reconnu Henry Wallich, ancien gouverneur de la Réserve

⁵ C'est-à-dire la croissance « nominale » tirée de l'indice moyen des prix à la consommation moins le taux d'inflation (Piketty 2013, p. 169).

⁶ Il est important de bien comprendre la distinction entre *absolu* et *par habitant*. Piketty, pour faire ses comparaisons historiques, utilise normalement la croissance *par habitant* (elle a été de 1,6 % par habitant de 1913 à 2012) pour annuler l'effet de la croissance de la population afin d'isoler le taux de croissance annuel « réel » de la production mondiale (l'effet attribué au dynamisme de l'économie). Autrement dit, pour apprécier le taux de croissance annuel *absolu* de l'économie mondiale (celui qui impacte effectivement les ressources et l'environnement), il faut aussi connaître le taux de croissance de la population mondiale qui a été historiquement de 1,4 % par an pour la période de 1913 à 2012. En d'autres mots, le taux de croissance annuel *absolu* de l'économie mondiale a été de 3 % (1,6 % + 1,4 %) au cours du siècle dernier. Voir (Piketty 2013, pp. 126;134;157) pour les taux et les explications.

⁷ Selon un récent rapport sur les ressources de l'ONU (le *Global Resources Outlook*) (UNEP 2024) paru le 1^{er} mars 2024, si l'on maintient la cadence actuelle (et son taux d'accélération), l'extraction et l'utilisation des ressources augmentera de plus de 60 % d'ici 2060 par rapport aux niveaux de 2020.

⁸ Selon le *Global Footprint Network*, l'humanité, dans son ensemble, consomme à l'heure actuelle environ 1,8 fois la capacité biorégénérative annuelle des ressources naturelles, une tendance qui s'accroît année après année (voir < <https://overshoot.footprintnetwork.org/newsroom/press-release-june-2025-english/> >, consulté le 12 juin 2025).

⁹ Voir aussi l'étude de Watari *et al.* (2021) qui s'interroge sur les limites physiques des gisements de divers minerais, c'est-à-dire le moment où la demande excédera la disponibilité (à noter que leurs conclusions démontrent que ces limites seront atteintes bien avant la fin du siècle en cours).

¹⁰ Voir, par exemple, l'article du World Wildlife Fund (WWF) < <https://www.worldwildlife.org/stories/is-climate-change-increasing-the-risk-of-disasters> > ou bien le sixième rapport de synthèse du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur les connaissances sur le climat < <https://www.ipcc.ch/assessment-report/ar6/> > (consultés le 13 juin 2025).

fédérale américaine¹¹, et cité par Jason Hickel (2020, p. 196), « growth is a substitute for equality of income »¹², donnant ainsi une justification à l'inaction face au réel problème de la redistribution. Dans le contexte actuel, il n'y a jamais eu autant de richesses monétaires disponibles, mais comme les riches accaparent la majeure partie des fruits de cette croissance¹³, les inégalités se creusent et des phénomènes comme l'itinérance¹⁴ ou la crise du logement¹⁵ peuvent prendre de l'ampleur. Le point commun de ces problèmes semble être notre système économique caractérisé par la croissance continue et sans fin tendant ainsi à démontrer que l'augmentation constante de l'activité économique, donc une expansion et une intensification de cette dernière, a des impacts délétères bien réels.

Cette perspective inquiétante de notre monde est partagée par un nombre grandissant de nos contemporains; on n'a qu'à penser aux mobilisations et marches pour le climat qui se multiplient, ou bien à l'engouement pour les mesures ESG¹⁶ dans le monde corporatif et financier, ou encore aux juridictions qui adoptent des bourses du carbone ou initiatives similaires ayant pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, ces initiatives, aussi bien intentionnées soient-elles, n'apportent pas de solutions pérennes, mais plutôt repoussent le problème ultime à

¹¹ Il s'agit de la Banque centrale des États-Unis, la fameuse Fed.

¹² Source originale : Henry C. Wallich, *Newsweek*, January 24, 1972.

¹³ À titre d'exemple, pour illustrer ce phénomène, Timothée Parrique cite une étude menée en France utilisant la méthode du « budget de référence » – soit le minimum pour vivre décemment. Son constat est sans appel, plutôt que de résoudre le problème, les plus riches accaparent une part disproportionnée et beaucoup plus grande de la croissance. En effet, entre 1983 et 2015, le 1 % des plus riches s'est accaparé 20 % de la croissance, tandis que le 50 % des plus pauvres n'a eu que 20 %. (Parrique 2022, p. 121)

¹⁴ Voir, par exemples, < <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2157066/visages-itinerance-mieux-repondre-besoins> > et < <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2153897/nombre-personnes-itinerantes-hebergees-augmentation-quebec> > (consultés le 12 juin 2025).

¹⁵ Voir, par exemples, < <https://www.journaldemontreal.com/2024/12/29/crise-du-logement-la-penurie-la-plus-etendue-jamais-vue-au-quebec-selon-le-frapru> > et < <https://observatoiredesinegalites.com/marche-locatif-crise-logement/> > (consultés le 12 juin 2025).

¹⁶ De l'anglais *environmental, social, and governance* (ESG) et qui exprime le désir des entreprises et organismes de s'afficher comme adoptant des mesures sociales et environnementales « acceptables » mais qui, parfois, se traduit en une *façade* d'écoblanchiment (*greenwashing*) avec, en plus, des résultats mitigés (Hartzmark et Shue 2023).

une date ultérieure, ou sont sectorielles car elles n'apportent que des solutions partielles. Par exemple, des efforts considérables sont déployés pour endiguer le réchauffement climatique mais, sans grand succès^{17,18,19,20}, tandis que l'effondrement de la biodiversité se poursuit²¹. Cela nous pousse à nous demander, comme question de recherche générale, comment opérer une transition économique, politique, sociale et écologique qui puisse être à même de mettre un terme aux crises multiples qui secouent notre monde ?

C'est exactement ce que propose la décroissance. Celle-ci nous offre d'aller au-delà des solutions habituelles (et souvent techniques) – telles que le suranné développement durable, le rêve de la géoingénierie ou encore la fable de la croissance verte –, et veut aussi résoudre les problèmes sociaux générés par l'emprise du capitalisme. La décroissance, c'est d'abord une réduction d'échelle (à un niveau soutenable) de l'empreinte matérielle d'origine anthropique sur la planète.

¹⁷ Selon les plus récents engagements présents et futurs recensés par l'ONU, on se dirige vers une hausse de la température globale moyenne annuelle entre 2,5°C et 2,9°C d'ici 2100 par rapport aux niveaux préindustriels (UNEP 2023). Cette augmentation est bien au-dessus de l'engagement de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C adopté au terme de l'Accord de Paris en 2015.

¹⁸ Il a été établi, au moment d'écrire ces lignes, que l'année 2024 a été la plus chaude enregistrée depuis les débuts de l'ère industrielle. En effet, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM) (voir < <https://wmo.int/fr/news/media-centre/lomm-confirme-que-2024-est-lannee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-avec-une-temperature-superieure> >, consulté le 12 juin 2025) et le journal *Nature* (Bevacqua et al. 2025), la température annuelle moyenne de 2024 a été de 1,55°C plus élevée que celle au début de l'ère industrielle, tandis que la NASA (voir < <https://www.nasa.gov/news-release/temperatures-rising-nasa-confirms-2024-warmest-year-on-record/> >, consulté le 12 juin 2025) situe cette moyenne à 1,47°C. Dans les deux cas, ces chiffres sont alarmants, car nous avons (presque) déjà atteint le seuil fixé par les Accords de Paris en 2015.

¹⁹ Malgré tous les efforts actuels, on ne parvient pas à contenir le réchauffement climatique, les émissions de carbone semblent plutôt corrélées avec l'évolution du PIB mondial. En effet, d'après Goodall (2009) et Percebois et Treiner (2021), le PIB mondial continue d'être corrélé, respectivement, avec les émissions de carbone selon ce premier, et la consommation d'énergie (principalement fossile) selon ces derniers.

²⁰ Selon le site web *Our World in Data*, les émissions *totales* de gaz à effet de serre – tous confondus (et pas seulement le CO₂) – augmentent de façon constante année après année, même si certains pays affichent une réduction ou même si les émissions par habitant se sont stabilisées. Voir < <https://ourworldindata.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions> > (consulté le 12 juin 2025).

²¹ Déjà en 2009, Rockström *et al.* (2009b) notaient que la limite planétaire de la biodiversité avait été dépassée, c'est-à-dire que le taux d'extinction d'espèces animales s'est drastiquement accéléré depuis les débuts de l'ère industrielle en comparaison avec d'autres périodes. En effet, Rockström et son équipe ont établi, à titre de comparaison, que les taux d'extinction selon les données géologiques (ère préindustrielle) étaient de 0,1-1 extinction par million d'espèces par année pour les mammifères marins et de 0,2-0,5 extinction pour les mammifères terrestres et, selon leurs estimations, ce taux d'extinction actuel, toutes espèces confondues, est supérieur à 100.

Autrement dit, il faut réduire la quantité de matière extraite et d'utilisation d'énergie à des niveaux qui soient soutenables, donc qui permettent à la terre de se régénérer sans priver les générations futures des ressources nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. La décroissance, au plan économique, suit les principes d'économie écologique ou stationnaire²² qui tiennent compte de la *réalité objective*, soit des limites présentes et à venir de notre monde matériel et de l'équilibre nécessaire à entretenir. Il faut faire attention, la décroissance ne se limite pas à un objectif purement économique. En effet, elle *n'est pas* un concept strictement économique, mais bien aussi une vision alternative de la société, différente de la société actuelle caractérisée par le mode de production capitaliste – une économie de croissance qui ne tient pas compte de la limite physique de notre planète –, et par le (néo)libéralisme²³. La décroissance de son côté, en plus de son volet économique, propose une vision de la société qui soit démocratique, équitable et pour le bien-être de tous et toutes. Timothée Parrique, économiste, chercheur et voix majeure du mouvement de la décroissance, la définit en ces termes : « a downscaling of production and consumption to reduce ecological footprints, planned democratically in a way that is equitable while securing wellbeing » (2025, p. 16). Il est à noter que le terme « décroissance », et le mouvement qui a suivi, a vécu plusieurs stades depuis sa première apparition dans les années 1970 sous la plume de l'écopolitologue André Gorz en parallèle des travaux du bioéconomiste Nicholas Georgescu-Roegen. Le terme a refait surface au début des années 2000 en France et s'est disséminé à travers l'Europe,

²² Par exemple, voir Kallis *et al.* (2018) ou encore Parrique (2022). Voir aussi < https://en.wikipedia.org/wiki/Ecological_economics > et < https://en.wikipedia.org/wiki/Steady-state_economy > (consultés le 13 juin 2025).

²³ Doctrine économique et politique critique de l'État-providence formulée initialement au cours des années 1940 à 1960 et prônant la réduction de la taille de l'État ainsi que le laisser-faire économique afin de laisser libre cours à la compétition des agents économiques animés par la recherche du profit. Elle constitue, selon ses défenseurs, le seul vrai moteur du développement économique. Cette idéologie associée au capitalisme promeut la dérégulation (toute barrière aux échanges) afin de limiter le rôle de l'État et ainsi de laisser une large place au marché. Définition adaptée de < <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1609> > (consulté le 23 juillet 2025).

notamment en Italie et en Espagne, puis dans le monde anglophone pour devenir un véritable mouvement que l'on connaît aujourd'hui (D'Alisa, Demaria, et Kallis 2015, pp. 1-3).

Toutefois, et c'est ici que le bât blesse, de plus en plus de gens²⁴ sont en accord que notre système économique – capitaliste et croissant – est à la source de ces divers problèmes sociaux et environnementaux, mais lorsqu'on parle de décroissance comme solution potentielle, on provoque une levée de boucliers comme réponse. En effet, on n'a qu'à penser à l'économiste Branko Milanović²⁵ qui prend des raccourcis pour réduire la décroissance à de la « pensée magique », ou au blogueur Noah Smith²⁶ et sa caricature de la décroissance où il simplifie les arguments de chercheurs comme Timothée Parrique ou Jason Hickel, ou encore à la scientifique des données Hannah Ritchie²⁷ qui, dans son livre *Not the End of the World*, réduit la décroissance à de la croissance économique négative et ne s'engage pas vraiment à comprendre en quoi consiste ce mouvement. À ce titre, on comprend pourquoi il semble qu'il soit « plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme²⁸ » et la raison pour laquelle Margareth Thatcher nous a un jour servi son « *There is no alternative* », suggérant que le capitalisme à saveur néolibérale soit la *seule* option valable selon elle, et qu'il soit impossible d'imaginer une alternative viable à notre système économique. Parrique (2022, p. 272) compare même l'imaginaire à un « muscle » qui s'est atrophié, critiquant ainsi le « manque de vision » des économistes actuels pour créer une « autre économie ».

²⁴ Par exemple, l'étude de Paulson et Büchs (2022) démontre qu'un peu plus de 60 % de la population dans 34 pays européens était favorable à la post-croissance, donc à une forme économique plus sobre et non-croissante.

²⁵ Voir < <https://glineq.blogspot.com/2017/11/the-illusion-of-degrowth-in-poor-and.html> >, < <https://brankomilanovic.substack.com/p/degrowth-solving-the-impasse-by-magical> >, ainsi que < <https://timotheeparrique.com/a-response-to-branko-milanovic-the-magic-of-degrowth/> > (consultés le 13 juin 2025).

²⁶ Voir < <https://www.noahpinion.blog/p/people-are-realizing-that-degrowth> > et < <https://www.noahpinion.blog/p/degrowth-we-cant-let-it-happen-here> > (consulté le 12 juin 2025).

²⁷ Voir < <https://www.lapresse.ca/affaires/finances-personnelles/2024-02-11/l-argent-et-le-bonheur/pourquoi-ce-n-est-pas-la-fin-du-monde.php> > (consulté le 12 juin 2025) ou encore < <https://timotheeparrique.com/a-response-to-hannah-ritchie-how-i-learned-to-stop-worrying-and-love-economic-growth/> > (consulté le 12 juin 2025).

²⁸ Selon Mark Fisher (2009, p. 2), cette phrase provient originalement de Fredric Jameson, philosophe et critique du capitalisme, et de Slavoj Žižek, philosophe.

On met le doigt ici sur l'objet qui nous intéresse, celui de l'imagination, ou plutôt du défaut de celle-ci. En effet, n'ayant pas vraiment d'alternative, nous sommes contraints nous aussi, pour notre propre survie, de prendre part à *ce système qui nous précède* dans lequel nous devons vivre et de contribuer à le perpétuer à travers notre activité quotidienne. Certain-e-s, la plupart même, n'y voient pas d'inconvénient, il permet une liberté d'action pour ceux et celles qui en ont les moyens tout en maintenant la possibilité d'une ascension sociale (souvent illusoire). Mais comme il s'agit d'un système compétitif en mouvement perpétuel, cette dynamique force tout le monde à bouger, certain-e-s vont plus vite et accumulent plus, d'autres perdent l'équilibre et sont éjecté-e-s du système. Tous et toutes ne partent pas non plus avec les mêmes chances d'y participer, des facteurs comme l'éducation ou la classe sociale influencent sur le potentiel de prendre part au système, et plusieurs en sont exclu-e-s d'office. Au-delà de l'image de cette dynamique folle se cachent des effets dévastateurs tant sur le monde naturel – comme le très médiatisé réchauffement climatique, ou l'épuisement des ressources naturelles, ou encore l'effondrement de la biodiversité – que sur notre monde proprement humain qui voit s'élargir le fossé des inégalités Nord-Sud, ou bien des inégalités dans nos propres sociétés occidentales s'incarnant par le phénomène aberrant de l'itinérance. Cette dynamique purement mathématique de croissance entraîne des conséquences destructrices bien ancrées dans la réalité. La décroissance propose une voie alternative, voyons-y de plus près.

On oppose souvent la décroissance à la croissance *économique* en la dépeignant comme une récession ou une dépression, ce qui est une tentative de détournement par les chantres du capitalisme. En effet, il ne faut pas se laisser berner par cette réduction à l'*économique*, on parle bien ici d'un *processus matériel*, c'est-à-dire que la croissance a des effets *réels* sur le monde physique. Chaque économiste sait très bien que le premier facteur de production est la *terre*, ce qui signifie

les ressources naturelles, les matières premières, l'énergie. Et c'est bien à cet aspect matériel auquel la décroissance s'attaque. Comme nous le dit Giorgos Kallis, théoricien du mouvement de la décroissance, il faut comprendre la croissance aussi bien comme un processus matériel que comme un mode de pensée hégémonique (2018, p. 85).

Les thèses décroissancistes²⁹ veulent s'attaquer aux conséquences de la croissance économique, pas seulement aux enjeux écologiques, mais aussi aux enjeux sociaux, politiques et économiques. En étudiant la décroissance, on se rend vite compte que le terme est polysémique et interprété de diverses façons par les théoricien-ne-s de cette voie alternative. En effet, elle n'est, en aucun cas, de la *dé*-croissance économique, les chercheurs-euses la posent d'abord comme une critique explicite de la croissance économique de notre système capitaliste, puis comme un processus de transition vers un modèle soutenable, une « société de la décroissance » (Schmelzer, Vetter, et Vansintjan 2022, p. 195). En effet, ces théoricien-ne-s veulent nous montrer qu'il est possible de bien vivre sans croissance. Et cette voie alternative veut à tout prix éviter le phénomène effroyable que certains nomment la « décroissance subie » – qui *n'est pas* de la décroissance –, qui s'impose à certaines franges de la société ou à des communautés entières comme c'est le cas lors de crises économiques, telle celle de 2008 aux États-Unis puis dans le reste du monde, ou bien celle en Argentine en 2001 lorsque des usines fermaient carrément leurs portes abandonnant ainsi les travailleurs-euses à leur sort. Car en fait, ce qu'on nomme *décroissance* n'est pas quelque chose qu'on subisse, mais bien un projet alternatif de société.

²⁹ Dans le présent texte, nous utilisons deux adjectifs reliés à la décroissance, « décroissanciste » et « décroissantiste ». Bien qu'ils ne figurent pas officiellement dans le dictionnaire, ils sont utilisés dans le champ d'étude. Pour notre part, nous utilisons « décroissantiste » pour qualifier des personnes et « décroissanciste » pour qualifier des choses.

En faisant une recension des diverses thèses décroissancistes, il se dégage trois grandes familles de propositions. La première est ce que nous nommons la décroissance selon une approche *économique*. Celle-ci s'adresse d'abord et avant tout à notre rationalité économique. Elle s'ancre profondément dans l'imaginaire économique actuel (et capitaliste) avec ses catégories usuelles de taxes (des richesses), (d'annulation) de dettes, de salaire (maximum), ou encore de revenu (de base). Elle désire aborder la décroissance à partir du point de vue économique, dans le sens de l'économie moderne de nos sociétés. On y liste diverses politiques à mettre en œuvre dès maintenant avec les outils existants, telles les institutions en place, sans nécessairement changer les catégories ou le vocabulaire. Parrique mentionne que ce virage se résume à faire un « choix » (évident). Il souligne que ce qui est important (et à faire) c'est l'« organisation » de la décroissance qu'il faut bien planifier. Jason Hickel nous présente un « frein d'urgence » en cinq points ainsi qu'une démocratisation générale de l'économie. S'inspirant du cadre gramscien de l'État intégral, Kallis, de son côté, nous propose un « ensemble de politiques » (publiques) comme changement « d'en haut » (dans la « société politique ») en coévolution avec des changements « par le bas » (dans la « société civile »). Ces propositions ont en commun le désir de réformer notre système politique et économique afin de rendre réelle la décroissance, soit de réduire drastiquement nos empreintes matérielles tout en le faisant de façon démocratique et équitable sans sacrifier le bien-être. Ce qui est demandé est clair, mais quelque chose bloque. Est-ce relié à nos valeurs, ou à notre culture ?

C'est ce qui nous mène à notre deuxième famille de propositions, c'est-à-dire la décroissance poursuivant une approche *culturelle*. Ici, on se questionne sur les valeurs, les normes sociales et culturelles qui sous-tendent le capitalisme et la croissance. On sort donc des catégories économiques usuelles et on parle de la société elle-même. Les propositions sont plutôt de l'ordre d'une nouvelle culture, d'un nouveau vocabulaire qui remettent en cause nos normes et nos valeurs

sociales. Pour poursuivre avec Kallis, le changement « par le bas » dans la « société civile » – pour reprendre le terme gramscien qu’il utilise – opère dans la culture. Il ne s’agit plus de simplement changer les politiques (publiques), mais bien de changer la façon dont on vit, culturellement, avec un nouveau vocabulaire et de nouvelles pratiques (alternatives). Il faut créer une contre-hégémonie pour combattre l’hégémonie actuelle de la croissance qui, elle, est vue comme naturelle et positive, comme le (bon) sens commun. Pour se sortir de cette impasse, l’incontournable Serge Latouche nous propose la « décolonisation de l’imaginaire » économique. En effet, depuis plus de vingt ans, cet économiste du développement, reconverti en champion de la décroissance, martèle la nécessité de se *délaver* le cerveau et de « sortir de l’économie ». Le capitalisme a détruit le sens et a colonisé l’imaginaire des individus aux quatre coins du globe et c’est pourquoi il est nécessaire de se décoloniser. Il propose de vivre autrement, avec de nouvelles valeurs, plus sobrement et plus localement. Si changer de valeurs nous permet d’accepter une vie plus sobre, plus lente, qu’en est-il de notre mode de production, ce qui assure notre subsistance ? Faut-il aussi changer notre façon de produire ?

Enfin, la dernière famille que nous abordons est la décroissance que nous qualifions de *matérialiste*; celle-ci porte son regard sur le « mode de production » de la société, un concept marxien qui explique le fonctionnement de la production sociale et de son organisation, c’est-à-dire ce qui permet aux individus de produire leur existence (donc de vivre) et de reproduire la société dans le temps (sa pérennité). En termes clairs, cela signifie la manière de subvenir à ses besoins (*produire son existence*); dans notre cas, c’est principalement grâce au travail salarié. Le mode actuel³⁰ est celui du capitalisme qui est organisé autour de la génération d’une survalueur (les profits) comme

³⁰ Il est à noter que d’autres modes existent ou ont existé comme le féodalisme ou encore celui des chasseurs-cueilleurs.

objectif central de la production. Il est important de saisir qu'au cœur de la production, il y a les « moyens de production » qui sont les capacités physiques non-humaines, dans le sens large – les outils, les ressources, les infrastructures –, qui permettent de produire ce qui est considéré comme ayant de la valeur³¹ pour la société et impliquent, dans un « rapport de production » – autre terme important à saisir –, d'un côté, ceux qui détiennent ces moyens, et de l'autre, les travailleurs-euses salarié-e-s qui en sont la main d'œuvre. Kohei Saito nous propose une décroissance communiste qui est communale, soutenable, et qui priorise l'équilibre écologique ainsi que le bien-être commun. La proposition centrale de Saito est de refonder l'organisation du travail, au cœur de notre mode de production, et de le désintriquer de la génération d'une survalueur pour le réorienter directement vers les besoins.

Ces trois familles de décroissance sont comme trois dimensions qui permettent d'appréhender la décroissance de trois façons différentes. Ces dimensions ne sont que trois regards alternatifs portés sur le même objet, et donc qui relèvent de la façon dont nous le pensons, ou l'imaginons. En retour, ces diverses façons d'imaginer dépendent de nos sensibilités subjectives (incluant nos connaissances, nos inclinations, nos expériences personnelles, etc.) mais aussi de notre environnement immédiat, de notre objet d'étude. Il y a, en principe, autant de conceptions uniques de la décroissance qu'il y a d'humains. Certaines font plus consensus que d'autres. Et cela est vrai pour tout ce qui peut être imaginé ou pensé. Donc, ces trois conceptions, ou façons d'imaginer, ont un point en commun, celui de l'imaginaire. Cependant, il est évident que jusqu'à maintenant, la décroissance reste un courant marginal. Pouvons-nous – et c'est la question de recherche spécifique

³¹ Quand nous parlons de valeur, nous voulons simplement exprimer ce terme comme dans l'expression « ce qui a de la valeur ». Nous référons donc à la production matérielle de la société, au sens marxien. À ce concept de valeur est attaché tant la valeur d'usage (l'utilité pour un individu) que la valeur d'échange. Donc, lorsque nous parlons de produire ce qui a de la valeur, nous faisons référence à ce concept de valeur qui lie indissociablement ces deux qualités d'utilité et d'échange.

que nous nous posons – grâce à ces divers imaginaires de décroissance, faire une proposition qui puisse rendre la décroissance réelle, c'est-à-dire qu'elle se matérialise et transforme la société durablement et sensiblement dans le sens désiré par la décroissance ? Notre hypothèse de départ ressemble un peu au raisonnement de Parrique : qu'il soit simplement possible d'*imaginer* les limites (par exemple, planétaires) afin de « choisir » de se *limiter* et de se réorganiser *autrement* en accord avec ces limites comme le désire le mouvement de la décroissance. C'est la raison pour laquelle l'imaginaire a été choisi comme premier lieu d'élucidation et tient une place centrale dans cette étude.

Mais qu'entendons-nous au juste par *imaginaire* ? Il faut entrevoir ici l'imaginaire, non pas comme relevant du fantasme, mais bien de tout ce qui est pensé : de la réalité objective que l'on perçoit avec nos yeux, jusqu'aux rêves les plus fous (et irréels) que l'on peut faire. De considérer l'imaginaire comme un fait de la pensée. D'une part, cela rejoint ce que Kallis nous a dit plus tôt à propos de la croissance, soit comme un « mode de pensée hégémonique » et, d'autre part, cela fait aussi écho au *blocage* de l'imagination des économistes évoqué par Parrique. Mais les idées (ou les pensées) seules ne peuvent changer le monde, sinon il nous suffirait de penser à un monde décroissant pour que le changement advienne (magiquement). Nous l'avons dit, la décroissance reste un courant marginal et la croissance comme mode de pensée reste hégémonique et son effet sur le monde matériel l'est tout autant. Simplement *imaginer* et « choisir » ne suffisent pas pour faire le virage et se transformer, il faut être spécifique dans la cible à atteindre. C'est la raison pour laquelle nous disons que pour transformer le monde, il faut non seulement se le représenter en pensée, dans l'imaginaire, mais il faut aussi pouvoir le transformer matériellement, dans le réel. C'est pour cela que nous introduisons le concept d'*imaginaire effectif* – l'imaginaire qui agit sur les conditions matérielles, en l'occurrence l'organisation de la production.

Afin d'établir ce nouveau prisme d'*imaginaire effectif* de la décroissance, nous ferons appel à deux penseurs qui se sont penchés sur l'imaginaire social et son importance dans la production et la reproduction de la société. Le premier est Cornélius Castoriadis pour qui l'imaginaire est « radical », c'est-à-dire qu'il ne relève pas du fantasme mais est bien plutôt comme un produit de la pensée d'où émane la « création » originale. C'est la possibilité de créer ce qui auparavant n'existait pas. Le second est Maurice Godelier qui voit dans les rapports sociaux une part idéale permettant l'action, c'est cet imaginaire social aux représentations partagées qui « fait faire », nous fait agir. Cependant, selon ce chercheur, les rapports sociaux ne sont pas égaux, ceux qui organisent la production matérielle de la société dominant, on dit qu'ils sont déterminants. Donc, les individus qui s'approprient le contrôle de l'imaginaire entourant ces moyens et rapports de production – c'est ce que nous nommons le site de l'*effectivité* – deviennent dominants dans cette société. Pour *transformer* la société, *la force créatrice de l'imaginaire doit pouvoir agir sur les rapports de production de la société. L'imaginaire effectif met en son centre, et les rapports de production, et les conditions imaginaires entourant ces rapports. En bref, l'imaginaire effectif est un imaginaire qui peut passer du potentiel à l'actuel en s'appuyant sur un imaginaire radical, un fait de la pensée, qui puisse faire jaillir du nouveau, donc de créer, en ayant au centre de sa préoccupation les rapports de production de la société, le site de l'effectivité. C'est ce qui nous amène à poser notre thèse, à savoir que pour que la décroissance devienne réelle, donc qu'elle soit transformatrice, celle-ci doit se déployer selon le cadre de l'imaginaire effectif, c'est-à-dire de l'imaginaire qui affecte les rapports de production.*

* *

Pour mener à bien notre programme de recherche, nous nous efforcerons d'élucider les termes de notre thèse. D'abord, pour rendre réelle la décroissance, il est impératif de comprendre ce

qu'elle est et ce qu'elle a à offrir. Cette recherche débutera donc par une recension des écrits (**Chapitre I**) provenant du corpus de la décroissance. Ce sera l'occasion d'exposer les diverses propositions théoriques de la décroissance provenant de chercheurs renommés dans ce domaine afin de brosser un portrait d'ensemble de la décroissance. Nous établirons aussi notre propre définition de la décroissance qui nous guidera par la suite. Puis, nous nous attèlerons à construire notre cadre de l'*imaginaire effectif* de la décroissance (**Chapitre II**) en élucidant les concepts d'*imaginaire* et d'*effectivité* tels que nous les posons. Cette élucidation nous conduira à entrevoir la décroissance par la *perspective transformatrice de l'imaginaire effectif*. Des critères d'effectivité de la décroissance se révéleront en cours de route. L'idée derrière ces critères sera de faire ressortir les caractéristiques susceptibles de rendre la décroissance réelle avec des effets sensibles et durables. Par exemples, la remise en cause et la réorganisation des rapports de production ainsi que l'importance de la démocratie dans le processus de transformation – comme des mécanismes décisionnels plus inclusifs – feront partie de ces critères. Ces derniers seront ensuite utilisés afin de procéder à une analyse rigoureuse de théories décroissancistes (**Chapitre III**) et de pratiques existantes associées à la décroissance (**Chapitre IV**) de sorte à pouvoir réfléchir avec elles. Enfin, nous proposerons une possible avenue pour la décroissance avec notre synthèse-proposition (**Chapitre V**), articulant ainsi les leçons apprises au cours de cette recherche en une proposition pour rendre la décroissance réelle.

* *
*

Chapitre I – Les principaux courants de la décroissance

Dans leur livre, *The Future Is Degrowth: A Guide to a World beyond Capitalism*, Schmelzer, Vetter, et Vansintjan nous proposent une synthèse exhaustive des divers courants de la décroissance, qu'ils-elles qualifient de « mouvement de mouvements » (2022, p. 16), et leur argument principal est que la décroissance est simultanément « a holistic critique and [a] proposal capable of deconstructing the dominant ideology driving capitalism today – the ideology of growth – and showing ways forward for unmaking growth and capitalism in our everyday lives, in our societal institutions, and in our economic structures » (*ibid.*, p. 30). En effet, leur analyse nous éclaire sur le fait que, depuis son origine au siècle dernier, le terme « décroissance » est apparu d'abord comme une critique, mais qu'il offre bien plus qu'une simple critique, avec ses diverses propositions telles des politiques ou encore des pratiques ou même de nouveaux imaginaires.

D'ailleurs, le concept de décroissance, ou plutôt celui de l'impossibilité d'une croissance (matérielle) infinie, apparaît au début des années soixante-dix. En effet, on le doit d'abord au Français André Gorz en 1972 lors d'un débat, notamment avec Herbert Marcuse, suite à sa lecture du rapport *Les limites à la croissance* (*The Limits to Growth*³²), souvent connu sous l'appellation du *Rapport Meadows* (Meadows *et al.* 1972), du nom de l'autrice principale, Donella Meadows, et d'une petite équipe au Massachusetts Institute of Technology. Le but de ce rapport est de questionner l'objectif premier des sociétés modernes, soit celui de croître indéfiniment, et de démontrer, grâce à un modèle informatique (*World3*), que cela n'est pas possible physiquement, en plus de souligner les conséquences désastreuses auxquelles l'humanité et le monde vivant risquent de s'exposer en cas de dépassement des limites. Parallèlement à ce rapport, l'économiste d'origine roumaine, Nicholas Georgescu-Roegen, publie ses travaux sur la bioéconomie (qui deviendra plus

³² Ce rapport a été produit pour le compte du Club de Rome en 1972.

tard l'économie écologique) dont *The Entropy Law and the Economic Process* (1971), afin de démontrer l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini. Ses travaux ont depuis été repris, notamment par Herman Daly (1991), afin de développer la théorie de l'économie stationnaire (*steady-state economics*), donc sans croissance. C'est seulement en 1979 que le terme décroissance s'établit finalement comme concept et s'ancre profondément dans la littérature. En effet, Jacques Grinevald et Ivo Rens de l'université de Genève publient cette année-là, sous le titre *Demain la décroissance*, une traduction de quatre essais sur la bioéconomie de Georgescu-Roegen (1979), dont deux ouvrages inédits. (Kallis 2018, pp. 2-4; Parrique 2022, pp. 155-163; Schmelzer, Vetter, et Vansintjan 2022, pp. 11-12)

Le concept de décroissance, tel qu'on le connaît aujourd'hui, n'est donc pas apparu tout de suite, on se questionnait plutôt sur la possibilité physique de la croissance infinie comme processus matériel. Il y a ensuite un certain hiatus entre la fin des années soixante-dix et le début du millénaire où la décroissance reste discrète. Ce n'est qu'au début de 2002 qu'elle refait surface, et cette fois, pour de bon. En effet, les Français Vincent Cheynet et Bruno Clémentin³³ signent un numéro spécial du magazine *Silence*, s'intitulant « Décroissance soutenable et conviviale », faisant ainsi un pied de nez au populaire concept de « développement durable » alors en vogue à cette époque. Peu de temps après, à la conférence « Défaire le développement, refaire monde » tenue à Paris au printemps 2002, le concept de décroissance prend finalement son envol. Il est popularisé en premier par Serge Latouche qui devient le porte-étendard du mouvement jusqu'à aujourd'hui, deux décennies plus tard. Après une diffusion d'abord en France, la notion de décroissance s'étend et gagne en popularité. En 2008, a lieu le premier colloque international sur la décroissance, l'« International Degrowth Conference on Ecological Sustainability and Social Justice » organisé par le collectif

³³ Ils ont fondé en 1999 l'association et la revue *Casseurs de pub*, critique de la publicité et du consumérisme.

Research & Degrowth, marquant ainsi le début d'un cycle qui ne s'est pas arrêté depuis, et c'est à ce moment qu'on commence à utiliser le terme anglais *degrowth*. (Kallis 2018, pp. 4-6; Parrique 2022, pp. 163-168; Muraca 2013, p. 150; Gollain 2006, pp. 118-119; Schmelzer, Vetter, et Vansintjan 2022, pp. 12-14)

Les études sur ce concept se répandent et les connaissances se diffusent sur tous les continents. On a qu'à penser à l'école de Barcelone, spécialisée en économie écologique et en écologie politique, située à l'Institut de science et de technologie environnementales (ICTA) de l'Université autonome de Barcelone autour des chercheurs Joan Martínez Alier, Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis, ce dernier étant un chef de file du mouvement de la décroissance. Jason Hickel, autre figure notable de cette mouvance, s'est d'ailleurs joint à cette équipe en 2021. C'est là aussi que Timothée Parrique, un des théoriciens les plus en vue de ce champ d'étude, a découvert la décroissance dans le cadre d'une école d'été³⁴ sur la décroissance qui se donne à Barcelone dès 2014. De plus, l'ICTA offre depuis 2018 un master³⁵ sur la décroissance ainsi qu'un autre sur l'écologie politique. Et plus récemment depuis janvier 2025, ils ont démarré, par l'entremise de l'organisme Research & Degrowth International, un cours d'introduction virtuel³⁶ à la décroissance. Plus près de nous, le sociologue Yves-Marie Abraham, leader de la décroissance au Québec, offre un cours de deuxième cycle sur la décroissance soutenable³⁷ depuis 2013 à HEC Montréal. (Kallis 2023, p. 103; Parrique 2022, p. 173)

La décroissance n'est pas que théorie, elle se vit réellement. En termes de pratiques, elles sont variées et il est difficile d'en faire une revue exhaustive, mais nous pouvons en citer deux

³⁴ Voir < <https://summerschool.degrowth.org/> > (consulté le 15 avril 2025).

³⁵ Voir < <https://master.degrowth.org/> > (consulté le 15 avril 2025).

³⁶ Voir < <https://degrowth.org/projects/degrowth-online-courses/> > (consulté le 15 avril 2025).

³⁷ Voir < <https://www.hec.ca/cours/detail/?cours=DDRS60442> > (consulté le 15 avril 2025).

exemples. Le revenu de base³⁸ – qui confère aux individus d’une communauté un revenu minimal pour subvenir à leurs besoins – est probablement la mesure qui revient le plus souvent dans la littérature décroissanciste et elle a été testée à plusieurs reprises³⁹ dans divers contextes à travers le monde. Une autre initiative est la coopérative décroissante Cargonomia⁴⁰ co-fondée par le Français Vincent Liegey à Budapest en Hongrie. Leur mandat est la production de nourriture soutenable et locale, la promotion de transport faible en émissions de carbone et le développement de compétences pour le vélo. Cargonomia se veut aussi un pôle attractif de la communauté pour la transition soutenable, la convivialité et la décroissance. Au Québec, on peut penser au Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) qui est maintenant porté par le groupe Polémos⁴¹ et aux divers festivals et événements ayant cours année après année dont celui pour la décroissance conviviale de Québec⁴² se tenant habituellement au printemps.

Cette notion de décroissance n’est plus seulement l’apanage des *écologues*, elle gagne en popularité et même dans les institutions traditionnellement plutôt orthodoxes à l’égard de l’économie. Par exemple, en 2018, l’Association des économistes québécois se questionnait⁴³ sur la notion de décroissance et se demandait si c’était un modèle viable ou, à tout le moins, à explorer. Et plus récemment, le gouvernement du Canada publiait une note⁴⁴ sur la possibilité d’adopter la décroissance avant qu’elle ne s’impose à nous. Même si ces derniers ne brossent pas un portrait exact, et

³⁸ Il est à noter que le revenu de base est une mesure qui séduit autant la droite que la gauche et donc qu’elle n’est pas unique à la décroissance. Voir, par exemple, Fourrier (2019).

³⁹ Voir, par exemples, Langridge, Buchs, et Howard (2023) et Fourrier (2019).

⁴⁰ Voir < <https://cargonomia.hu/our-history/> > (consulté le 15 avril 2025).

⁴¹ Voir < <https://polemos-decroissance.org/historique/> > (consulté le 15 avril 2025).

⁴² La quatrième édition a eu lieu en mai 2025 à Québec. Voir < <https://monsaintroch.com/2025/festival-de-la-decroissance-de-quebec-une-semaine-pour-repenser-nos-modes-de-vie/> > (consulté le 2 juin 2025) et < <https://festivaldecroissance.org/programmation/> > (consulté le 26 août 2025).

⁴³ Voir l’article publié le 24 septembre 2018, < <https://economistesquebecois.com/publications/les-economistes-et-la-decroissance/> > (consulté le 14 avril 2025).

⁴⁴ Voir la note publiée le 29 janvier 2025, < <https://www.canada.ca/fr/developpement-economique-regions-quebec/blogue/la-decroissance-s-imposera-t-elle-d-elle-meme.html> > (consulté le 14 avril 2025).

parfois même erroné, de la décroissance, il faut néanmoins reconnaître qu'il y a une certaine ouverture dans les mentalités et une prise de conscience autour des limites. Comme on le voit, la décroissance est devenue un champ d'étude à part entière où se mêlent théorie et pratique.

Pour revenir à la critique-proposition de Schmelzer, Vetter, et Vansintjan, celle-ci réfléchit sérieusement aux problèmes posés par le capitalisme et au phénomène de croissance, et nous offre des pistes de solutions variées et adaptées à la limite physique du monde tout en tenant compte des diverses réalités sociales. Elle ne tombe pas non plus dans les solutions faciles telles que le développement durable ou la croissance verte qui ne sont que de l'écoblanchiment (*greenwashing*) repoussant à plus tard la remise en question de notre système économique, ou comme le dit Abraham, en « poll[u]ant moins pour polluer plus longtemps » (2019, p. 86). Elle ne tombe pas non plus dans la pure idéologie qui se voudrait salvatrice. En effet, la décroissance n'a pas qu'une seule définition ou signification et c'est ce qui fait sa force. Voici la définition que nous retenons, inspirée librement de celle de Parrique⁴⁵, principalement, ainsi que des écrits provenant de divers-es auteurs-rices et théoricien-ne-s de la décroissance. *La décroissance se définit par la prise en charge démocratique d'une réduction de la production et de la consommation globale, afin de réduire et stabiliser l'empreinte écologique sous des niveaux soutenables, faite d'une manière équitable, tout en assurant le bien-être des humains et du vivant.*

Il est maintenant à propos de la distinguer d'autres mouvements à résonance similaire tels que l'écocialisme, l'écoféminisme, la simplicité volontaire, ou encore l'économie circulaire. La décroissance s'insère dans un débat plus large sur des formes sociales, politiques et économiques alternatives de gauche. On l'a vu, la décroissance n'est absolument pas du développement durable,

⁴⁵ Pour la définition de Parrique (2025, p. 16), voir en introduction. La définition retenue ici place la démocratie au premier plan et spécifie que le bien-être inclut aussi celui des non-humains.

encore moins de la croissance verte et pas non plus de l'économie circulaire qui, elle, rêve de *réutiliser* à l'infini les facteurs de production oubliant les principes élémentaires de thermodynamique dont l'entropie⁴⁶. Cependant, la décroissance est *compatible* avec l'économie circulaire tant que celle-ci pose les limites du monde physique sur laquelle elle se fonde et qu'elle rejette toute croissance. En termes économiques, la décroissance s'inspire plutôt de l'économie stationnaire du point de vue de l'activité économique ou productive. Elle n'a pas besoin de *croître* pour se maintenir car elle est orientée primordialement selon les besoins de la société. En ce sens, elle suit les principes de l'économie écologique ou encore de la bioéconomie, c'est-à-dire qu'elle reconnaît les limites physiques du monde dans lequel elle s'insère. Cependant, il ne faut pas réduire la décroissance à sa simple expression économique mathématiquement stationnaire, elle représente aussi un nouveau modèle de société, certes qui est décroissant – soit qui utilise et métabolise moins de matière et d'énergie qu'actuellement, d'où son nom de « décroissance » –, mais qui doit déboucher sur une société démocratique, juste, égalitaire et axée sur le bien-être tout en s'accordant avec les limites écologiques. La décroissance est résolument un mouvement écologiste. Mais, elle n'est pas strictement écosocialiste, soit l'alliance des verts et des rouges, puisque l'écosocialisme ne remet pas nécessairement en question la croissance matérielle comme telle. La décroissance veut trouver le point d'équilibre entre les sociétés humaines et leur environnement, leur support vital. Mais au-delà de l'écologisme, elle recherche aussi l'équilibre à l'intérieur des sociétés et entre elles. En ce sens, elles se rapproche beaucoup de la mouvance écoféministe, à la frontière des luttes féministes et écologistes, et qui recherche aussi cet équilibre écologique entre l'humain et la nature ainsi que l'égalité radicale entre les genres. Ce qui la distingue cependant, c'est la notion de limite, des

⁴⁶ L'entropie renvoie au fait qu'une fois transformée, la matière ne peut retrouver son état initial ou, qu'une fois dissipée, l'énergie ne peut être restituée, il faut de la nouvelle matière ou de la nouvelle énergie pour maintenir le processus.

limites physiques à inclure d'entrée de jeu comme projet social, donc de décroître matériellement. On pourrait dire que la décroissance et l'écoféminisme se ressemblent et se complètent. Enfin, il faut dire un mot sur la simplicité volontaire. S'il y a une volonté de décroître (ou ralentir) au niveau personnel comme de moins consommer et de vivre plus simplement, cela est évident; cependant, au contraire de la simplicité volontaire, la décroissance se veut un projet politique, que les humains vivant au sein d'une même collectivité s'accordent sur le bien commun et organisent leur production matérielle ensemble. La simplicité volontaire et la décroissance sont donc absolument compatibles, et peuvent se renforcer l'une et l'autre, mais la décroissance porte un projet politique et social au-delà d'un repli sur soi.

La décroissance a un pied dans le présent, en reconnaissant la limite physique de notre monde, et un autre orienté vers le futur, c'est-à-dire qu'elle tend vers une sorte d'équilibre métabolique entre l'humain et son environnement matériel. Autrement dit, il faut *décroître* métaboliquement et tendre vers un *équilibre* qui variera dans le temps selon les conditions matérielles et sociales pour une société donnée à une époque donnée. La décroissance *ne spécifie pas* exactement comment s'y prendre, bien que nombre de propositions spécifiques existent, elle privilégie la prise de conscience lucide (l'autonomie) de la mesure et le dialogue démocratique pour agir. Elle se veut un espace de discussion et d'échanges permettant de trouver une voie, ou plutôt, des voies aux diverses sociétés humaines, présentes et futures, afin d'assurer un avenir pour tous et toutes.

*

Dans les sections qui suivent, nous procéderons à une recension des écrits ayant pour objectif d'élargir notre compréhension de la décroissance afin de pouvoir dégager un espace de réflexion autour de ce qu'elle propose. Nous présentons donc quelques-unes des propositions récentes permettant cette réflexion. Pour mener à bien notre entreprise, qui consiste essentiellement en l'étude

fine de textes des théoriciens principaux de la décroissance, nous suivons une approche à caractère exploratoire, c'est-à-dire que nous n'avons pas établi *a priori* de limite stricte de textes ou d'auteurs-rices, notre seule limite était de nous contraindre à des écrits récents (environ dix ans ou moins). En effet, la recherche sur la décroissance a explosé au cours de la dernière décennie, et tout particulièrement depuis les cinq dernières années où le nombre d'articles, de livres et autres ouvrages publiés a largement surpassé tout ce qui s'est fait au cours des deux décennies précédentes^{47,48}, et comme l'objectif étant de nous insérer dans les débats actuels, nous ne voulions pas faire une revue exhaustive de tout le mouvement de la décroissance depuis ses débuts. Pour circonscrire notre recherche, nous avons d'abord consulté des ouvrages de synthèse sur la décroissance comme *The Future Is Degrowth: A Guide to a World beyond Capitalism* (Schmelzer, Vetter, et Vansintjan 2022) et nous avons ensuite déterminé les références qui revenaient le plus souvent. De cette façon, nous avons identifié les principaux auteurs de ce mouvement et nous nous sommes concentrés sur ces derniers. L'objectif était de brosser un portrait représentatif de la décroissance afin de bien saisir les enjeux principaux portés par ce courant. Pour ce faire, nous avons classé les propositions décroissancistes en trois grandes familles, soit la proposition *économiste*, la proposition *culturelle* et la proposition *matérialiste*. Incidemment, cette typologie rappelle la façon dont les auteurs-rices du livre *The Future Is Degrowth* ont caractérisé la croissance économique dans leur chapitre 2, soit comme un processus triple et interrelié : la croissance comme une idée (économique), la croissance comme un processus social (et culturel) et la croissance comme un

⁴⁷ Pour illustrer ce propos, une recherche rapide dans la base de données ProQuest Politics Collection < <https://www-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/politics/> > sur les termes « décroissance » et « *degrowth* » (en date du 22 janvier 2025) démontre une explosion des publications reliées à ce champ de recherche au cours des dernières années (803 entre 2020 et 2024 contre seulement 569 pour toute la période allant de 2000 à 2019) ce qui tend à confirmer cette tendance.

⁴⁸ À noter que Fitzpatrick, Parrique, et Cosme font un constat très similaire au nôtre dans leur ouvrage, ils-elles observent que la « degrowth literature has grown over five-fold, from ~220 texts in 2014 to 1166 by the end of 2020 ». (2022, p. 2)

processus matériel. Le but de notre classification est de nous aider à différencier les diverses propositions de décroissance et à faire ressortir les éléments que nous jugeons essentiels à une transformation décroissante. Les théoriciens de la décroissance font souvent des propositions amalgamant deux et parfois les trois familles de propositions ce qui rend difficile de bien saisir ce qui est proposé et dans quel cadre. Par exemple, un auteur peut proposer des nouvelles politiques économiques, comme le salaire maximum, à mettre en place dès maintenant et, du même souffle, demande à changer nos normes culturelles, comme de redéfinir la question du bien-être. Il nous semble qu'utiliser notre typologie des familles de propositions décroissancistes permette de mieux saisir la richesse dans la diversité des propositions qui s'offrent à nous et de les faire travailler à notre développement théorique.

LA DÉCROISSANCE SELON UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE

Le point de départ de la décroissance dite *économique* est la prise de conscience raisonnée qu'il ne peut y avoir « de croissance infinie dans un monde fini » (Parrique 2024, § 8). C'est ainsi que Timothée Parrique, économiste et spécialiste de l'économie politique de la décroissance, paraphrase la célèbre maxime de l'économiste Kenneth E. Boulding prononcée à la fin des années 1960. Son point de départ est, comme pour beaucoup d'autres, l'insoutenabilité à long terme du modèle économique capitaliste axé sur la croissance qui est voué, un jour ou l'autre, à atteindre des limites physiques. En effet, Parrique (2022, p. 11) voit dans le capitalisme la « cause première » du déraillement écologique, c'est d'ailleurs l'argument principal soutenu dans son livre *Ralentir ou périr*. Parrique, à l'instar d'autres chercheurs de la décroissance comme Kallis et Hickel, s'est attaqué à démontrer de façon empirique le pressentiment de Boulding, c'est-à-dire

qu'il soit « improbable » dans le futur de découpler⁴⁹ la croissance économique (qu'elle soit dite verte ou non) de la pression environnementale. Il recommande plutôt la prudence et l'adoption du « principe de précaution » si cher à l'Union Européenne (Parrique *et al.* 2019). Hickel et Kallis (2020)⁵⁰ ont entrepris un travail similaire en étudiant la fameuse « croissance verte » et la prétendue possibilité de découpler l'extraction de ressources naturelles et les émissions de carbone d'avec la croissance économique. Leur conclusion est sans appel, comme Parrique, ils démontrent l'impossibilité de ces découplages en se fondant sur des évidences empiriques historiques. Il n'est pas possible de dématérialiser l'économie en la verdissant. Point.

Parrique présente cette *évidence*, non pas comme une fatalité, mais carrément comme un « choix » (2022, p. 15). Et puisque c'est un *choix*, il nous serait possible d'en faire un *autre*. Dans son livre *Ralentir ou périr*, Parrique articule sa proposition en un triple défi : de *rejeter* d'abord le capitalisme, de faire ensuite le *projet* de la post-croissance, pour enfin concevoir la décroissance comme un *trajet* pour y parvenir. Ceci est très similaire à la position de Michel Lapesant (2013, p. 37), autre éminent penseur de la décroissance en France, qui parle plutôt d'une transition vers une « société d'a-croissance. » Il faut donc considérer la décroissance (le *trajet*) et la post-croissance (le *projet*) comme un seul et même dessein pour comprendre la pensée de Parrique. Cette distinction lui permet d'établir des stratégies différentes : un moment plus pénible d'abord où des décisions difficiles de société devront être prises rapidement pour éviter la catastrophe, puis une suite infinie où l'humain vivra en harmonie avec son environnement et où les utopies peuvent être

⁴⁹ Une étude systématique en deux parties a aussi été entreprise, à peu près au même moment que Parrique, sur le découplage absolu entre la croissance économique et son impact sur l'environnement (comme l'émission des gaz à effet de serre et l'extraction des ressources) par Wiedenhofer *et al.* (2020) ainsi que par Haberl *et al.* (2020) et ils concluent que les taux de découplage ne sont pas assez rapides pour atteindre les cibles désirées de réduction et que des stratégies de suffisance (comme la décroissance) devraient être utilisées et imposées de manière strictes.

⁵⁰ Il est à noter que Kallis et Hickel ont aussi effectué des recherches indépendantes sur ce sujet avant de travailler ensemble (Kallis 2017; 2018; Hickel 2020; 2021b).

imaginées et proposées. Cette distinction, entre décroissance et post-croissance, est importante à saisir dans le cas de Parrique car elle ne se retrouve pas systématiquement chez d'autres théoriciens, ce qui peut porter à confusion. En effet, des penseurs comme Jason Hickel, Giorgos Kallis ou encore Kohei Saito ne font pas une distinction entre un *maintenant* et un *après*, pour eux, la décroissance est déjà la post-croissance. Selon Parrique, la post-croissance est « *une économie stationnaire en relation harmonieuse avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance* » (2022, p. 219, souligné par l'auteur). L'objectif central de la post-croissance est de produire une économie sans croissance tout en atteignant un haut niveau de qualité de vie. Il est à noter que la post-croissance est un champ d'étude en soi qui se concentre sur des formes sociales et économiques *en équilibre*. Beaucoup de chercheurs-euses s'y sont attardé-e-s et leurs propositions se juxtaposent ou complètent la littérature de la décroissance; par exemples, on peut penser à Herman Daly (1991) et son « économie stationnaire » (« *steady-state economics* »), à Peter Victor (2008) et sa « gestion économique sans croissance » (« *managing without growth* »), à Tim Jackson (2009) et sa « prospérité sans croissance » (« *prosperity without growth* »), à Kate Raworth (2017) et son « économie du beigne » (« *doughnut economics* ») circonscrivant le domaine économique sous les limites planétaires et au-dessus d'un minimum social (le plancher social), ou encore la « société post-croissance » d'Isabelle Cassiers, Kevin Maréchal et Dominique Méda (2017). Pour revenir à la décroissance, Parrique la définit⁵¹ comme « *a downscaling of production and consumption to reduce*

⁵¹ Dans son article, Parrique nous offre une justification détaillée de chaque terme de sa définition grâce à une recension de plus d'une centaine de définitions de la décroissance émises au cours des deux dernières décennies. Il apporte ainsi de la « clarté » et de la « précision » à sa propre définition en nous donnant une justification détaillée et soutenue de chaque concept utilisé selon ce que la littérature lui offre. Il mentionne que ce qui est important dans cette définition, ce sont les cinq termes, soit un processus matériel observable : la réduction d'échelle de la production et de la consommation, et quatre principes : la soutenabilité écologique, la démocratie, la justice et le bien-être (Parrique 2025, p. 16). Parrique nous rappelle que ce qui distingue la décroissance d'autres concepts alternatifs, passés ou présents, – comme la croissance verte, le développement durable, les *green new deals*, l'économie

ecological footprints, planned democratically in a way that is equitable while securing wellbeing » (2025, p. 16, souligné par l'auteur). En termes simples, la décroissance signifie donc une *décrue* de notre production et consommation pour atteindre des niveaux soutenables. Parrique ne se fait pas d'illusion, la transition ne sera pas facile car elle impliquera de changer complètement nos façons de produire et de consommer, et ce, à l'échelle globale. Parrique prend néanmoins soin de spécifier que ce sont les pays riches, principalement, qui doivent se soumettre à ce « régime mineur macroéconomique » (2023, p. 1114). Une fois que l'on comprend l'impossibilité de découpler l'empreinte matérielle de notre production, c'est-à-dire que l'on reconnaît la limite physique du monde, et qu'on établit de façon claire ce que *sont* la décroissance et la post-croissance, il est possible, selon Parrique, d'opérationnaliser le chemin de transition vers un horizon utopique avec des propositions spécifiques comme la réduction du temps de travail dans une optique de réduire la production (2022, pp. 192-193) ou encore l'interdiction de la publicité dans l'espace public afin de réduire la consommation (*ibid.*, p. 194).⁵² Il parle aussi de coopérativiser les entreprises (*ibid.*, p. 206) sur le modèle des sociétés coopératives d'intérêt collectif qui sont autogérées démocratiquement pour la production de biens et de services, de salaire maximum, de garantie d'emploi ou encore de revenu universel sous forme de services (Parrique et Panicha 2021, pp. 87-88). Dans son éditorial du *Socialter*, Parrique (2024) ne propose pas de programme précis de mise en œuvre,

circulaire, l'économie du bien-être, l'écosocialisme, ou encore le socialisme productiviste –, et c'est l'aspect central de cette définition, c'est la *réduction d'échelle* de la production et de la consommation, une sorte de ralentissement intentionnel de l'activité économique (*ibid.*, p. 4). Il ajoute que les quatre principes servent à spécifier la « nature » de cette réduction (*ibid.*, p. 16). Il admet toutefois que l'ordre particulier dans lequel il ordonne sa définition est biaisé par son propre parcours d'économiste écologiste, mais que d'autres arrangements sont possibles, et c'est pourquoi il a opté pour une approche modulaire (*ibid.*, p. 17). Au final, ce qui importe, ce sont ces cinq éléments essentiels de la décroissance.

⁵² Parrique affirme que ce ne sont là que « deux exemples parmi tant d'autres » et nous réfère à une recension exhaustive de quelque 530 propositions concrètes dans un article qu'il a corédigé avec des collègues (Fitzpatrick, Parrique, et Cosme 2022). Ces propositions se déclinent en 50 buts, 100 objectifs et 380 instruments que les auteures-rices divisent en 13 thèmes : nourriture, culture et éducation, énergie et environnement, gouvernance et géopolitique, indicateurs, inégalité, finance, production et consommation, science et technologie, tourisme, échanges commerciaux, planification urbaine, et travail.

mais nous dit qu'il faut se poser quatre types de questions afin de hiérarchiser les actions à entreprendre pour résoudre les « nombreux puzzles » de la décroissance; cela inclut « l'ampleur de la réduction », sa « composition », son « rythme » et son « organisation ». Il propose, par exemple, de cibler des biens et services « à forte intensité écologique », donc pour polluer moins, il faut limiter en premier ce qui pollue beaucoup maintenant, comme les voitures, l'industrie bovine, le chauffage, l'extraction minière, ou encore les vols en avion. Il faut ensuite hiérarchiser ces coupures selon le bien-être et il mentionne au passage que les ménages les plus aisés devront en faire plus que les moins nantis. Ce qu'on retient de Parrique, c'est la nécessité de s'« organiser » en se posant ces questions, mais que la question (non-résolue) de l'*organisation* reste « la plus épineuse de toutes » (*ibid.*, § 25).

La proposition de Jason Hickel, anthropologue de l'économie (*economic anthropologist*), s'insère dans la même lignée que celle de Parrique, mais il est beaucoup plus prescriptif dans sa démarche, qu'il qualifie de « frein d'urgence » (« *emergency break* »). De plus, ce qui diffère chez Hickel, c'est le chemin pour s'y rendre. En effet, dans son livre *Less is More: How Degrowth Will Save the World*, Hickel (2020) part de sa posture d'anthropologue pour nous faire comprendre comment la pensée en Occident a façonné notre façon de *voir* le monde, Hickel parle d'un certain dualisme à la Descartes qui *sépare* l'humain du reste du monde. Autrement dit, Hickel affirme que lorsque la nature (ou l'*autre*), selon cette ontologie, devient un « objet », il devient possible (malheureusement) d'en faire ce qu'on veut (*ibid.*, p. 70). Hickel oppose à cette vision « dualiste » une vision « animiste », c'est-à-dire une ontologie qui reconnaît l'*autre* comme un « sujet » ayant sa propre subjectivité, sa propre expérience sensorielle du monde, que ce soit une plante, un animal ou encore une rivière ou une montagne. C'est une forme d'empathie radicale avec le non-humain (*ibid.*, p. 263). Le souhait de Hickel est que son livre puisse opérer en nous un « profond

changement de conscience » (« *profound shift in consciousness* ») dans la façon dont nous voyons le monde, de notre relation avec lui (*ibid.*, p. 287). Cependant, sa proposition concrète ressemble davantage à celle d'un économiste. Il le dit lui-même, il faut appliquer un « frein d'urgence » qu'il décline en un programme de politiques de décroissance en cinq points : 1) mettre fin à l'obsolescence programmée (*ibid.*, pp. 207-210); 2) couper la publicité (*ibid.*, pp. 211-214); 3) remplacer la propriété par l'utilité, par exemple en créant des hangars de proximité pour partager des outils (*ibid.*, p. 215); 4) éliminer le gaspillage alimentaire (*ibid.*, p. 216); et 5) réduire toute industrie qui soit écologiquement destructive, telle que le bœuf industriel⁵³ qui représente 20 % de toutes les émissions annuelles de carbone (*ibid.*, pp. 217-220). Il ajoute à ce frein d'urgence d'autres mesures, telles que le temps de travail réduit, le travail garanti et les programmes de formation continue (*ibid.*, p. 221), une politique de salaire maximum ainsi que des ratios maximums entre les plus bas et plus hauts salaires (*ibid.*, p. 225), une taxe sur les richesses accumulées (*ibid.*, p. 227), des services de base universels comme les soins de santé, l'éducation, le transport collectif ou encore l'eau (*ibid.*, p. 229) ainsi que l'annulation de dettes injustes⁵⁴ (*ibid.*, pp. 235-236) Il propose aussi l'abolition de la monnaie issue de la dette, monnaie qui pourrait être émise par des agences indépendantes, démocratiques et transparentes plutôt que par des banques privées (*ibid.*, p. 240), et une partie de cette nouvelle monnaie pourrait être émise sous la forme d'un revenu universel de base (*ibid.*). Dans son étude co-écrite avec Olk et Schneider, il explore la possibilité de financer ces mesures en utilisant la théorie monétaire moderne proposant ainsi de mobiliser les ressources financières de façon efficiente afin d'assurer une transition décroissante et stable tout en respectant

⁵³ À noter que cette proposition ressemble à celle de Parrique que nous avons vue précédemment.

⁵⁴ Hickel donne l'exemple du Yovel, appelé aussi l'année du Jubilé dans la loi juive, qui est une pratique ancestrale qui se fonde sur des principes de justice, de rédemption et de rééquilibrage des ressources. Traditionnellement, elle favorisait l'équité dans les relations financières, la libération des esclaves et la restitution des terres. Source : < <https://www.auguste-patrimoine.fr/lexique/yovel> > (consulté le 20 février 2025).

les limites écologiques (Olk, Schneider, et Hickel 2023). De plus, dans une autre étude, cette fois avec Sullivan, il montre la faisabilité que la population mondiale actuelle puisse vivre confortablement avec seulement 30 % des ressources et d'énergie actuellement utilisées en ciblant certains secteurs de production au détriment d'autres qui devraient être délaissés (Hickel et Sullivan 2024) et donc qu'il soit possible de *réduire* notre production et notre consommation globale tout en vivant bien. Hickel ajoute que pour obtenir une économie plus écologique, nous devons absolument *démocratiser* nos institutions, ce qui implique, selon Hickel, de restreindre l'injection massive d'argent (*big money*) en politique, de réformer les médias de façon radicale, d'imposer des lois strictes pour le financement des campagnes politiques, de renverser la personnalité corporative, de démanteler les monopoles, de transitionner à des structures de propriétés coopératives, d'inclure les travailleurs-euses sur les conseils d'administration d'entreprises, de démocratiser le vote des actionnaires, de démocratiser les institutions de gouvernance globale, et de gérer les ressources collectives comme des communs. (2020, p. 247) En somme, la proposition de Hickel est manifestement un solide programme de type *socialiste* fermement mis en application.

De son côté, Giorgos Kallis, qui se définit tant comme un « écologiste politique » (*political ecologist*) que comme un « économiste écologique » (*ecological economist*), se distingue toutefois de Parrique et de Hickel dans sa façon d'articuler son « ensemble de politiques » (« *policy package* »). En effet, Kallis insère sa proposition dans un cadre contre-hégémonique (nous y reviendrons en détails dans la prochaine section sur la décroissance dite culturelle). Essentiellement, il reprend à son compte, la théorie gramscienne de l'État intégral (Kallis 2018; D'Alisa et Kallis 2020) pour comprendre comment se forme une hégémonie dans une société afin de pouvoir la contrer. L'État, selon Gramsci, est composé de la « société civile » et de la « société politique ». La société politique est le lieu du pouvoir coercitif, elle inclut les institutions étatiques, telles que

l'armée, la police, le système judiciaire, la bureaucratie, l'éducation nationale et le système de santé public. La société civile est l'arène du consentement, elle inclut des institutions telles que les écoles, l'Église, les associations communautaires, les organisations non-gouvernementales, les syndicats et les familles. À noter que ces catégories sont purement théoriques, l'État n'est pas divisé, ces deux types de société sont interpénétrés organiquement et se renforcent mutuellement; Gramsci a fait cette division pour mieux étudier la dynamique de l'État. (D'Alisa et Kallis 2020, pp. 5-6) La lecture de la grammaire gramscienne de Kallis et de son collègue D'Alisa est de séparer la stratégie de transition en deux composantes : d'un côté il y a les mouvements « par le bas » (« *bottom-up* ») qui tiennent compte de la société civile et, de l'autre, celles des actions « d'en haut » (« *top-down* ») qui se focalisent sur l'influence de la société politique (*ibid.*, p. 6). D'Alisa et Kallis mentionnent que l'organisation des changements dans la société civile et l'organisation de l'occupation de la société politique sont, en fait, les « deux côtés d'une même médaille » (« *two sides of the same coin* ») (*ibid.*, p. 7). La transformation implique donc une *coévolution* entre les changements dans la société civile et ceux de la société politique. En d'autres mots, une transformation décroissanciste demande à la fois des relations et des activités *par le bas* et, en parallèle, elle demande aussi de s'organiser politiquement *d'en haut*. Il faut voir la série de politiques que Kallis propose pour engendrer la décroissance par le prisme de ce cadre gramscien de changement *d'en haut*⁵⁵. À son avis, un « ensemble de politiques » de décroissance inclut nécessairement les suivantes : l'abolition du PIB et son remplacement par d'autres indicateurs pour le bien-être humain et écologique, le travail partagé (réduction des heures travaillées), le revenu et les services universels, une taxation redistributive avec un salaire maximum, une redirection des investissements au public avec un accent sur l'économie verte et les communs et, enfin, des taxes

⁵⁵ L'autre partie se trouve au niveau culturel que nous verrons dans la section *décroissance selon une approche culturelle* ci-dessous.

environnementales pour porter assistance aux plus démunis (Kallis 2018, p. 127). Une proposition typique de décroissance que Kallis réitère est celle de la mise en place de caps limitant l'extraction et la consommation inessentielle d'énergie et de ressources ainsi que leur partage (*ibid.*, p. 132).

*

Pour résumer, la décroissance selon une approche économique nous propose essentiellement de maintenir les idées et les catégories économiques déjà connues et reconnues. Le vocabulaire est familier, mais c'est la recette qui change. Par exemple, Parrique et Hickel proposent d'en finir avec les activités écologiquement dommageables, ce à quoi Kallis répond par une imposition de taxes environnementales. En d'autres mots, ce qui est proposé c'est de réformer le système économique, de limiter les activités néfastes, afin d'obtenir des résultats qui seraient en accord avec la nécessité de *décroître* le système productif et ainsi d'alléger l'empreinte matérielle. En bref, il s'agit d'un tournant certes radical mais à l'intérieur des pistes institutionnelles actuelles.

De son côté, Serge Latouche a toujours préconisé l'électrochoc de la « pédagogie des catastrophes » (2019a, p. 108) pour « casser » la croyance dans l'économie et son imaginaire (Latouche et Jappe 2015, pp. 90-91). Pour lui, les catastrophes (actuelles ou à venir) comme, par exemple, les événements météorologiques extrêmes « déclenchent une prise de conscience » qui mènent à l'action (Doazan 2024, § 42). Ce qui n'est pas sans rappeler la pratique de « l'activité visionnaire », de s'imaginer l'*après* (avant que la catastrophe ne se matérialise), proposée par d'autres chercheuses en sciences sociales (Houdart, Manceron, et Revet 2015). Latouche introduit ici un terme important, au-delà de l'économie et ses catégories, il y a l'*imaginaire* propre de l'économie. Sur le même thème, Parrique conclut son livre, *Ralentir ou périr*, en comparant l'imaginaire à un muscle et en affirmant que, malheureusement, le nôtre est atrophié (2022, p. 272). Hickel émet le souhait de « changer notre vision du monde » avec son livre *Less is More*. Même s'ils ne

développent pas en profondeur le thème de l'imaginaire économique, Hickel et Parrique ont l'*intuition* qu'un *changement d'imaginaire* soit nécessaire pour transformer la société. Ce changement d'imaginaire ferait-il partie d'une nouvelle culture ?

LA DÉCROISSANCE SELON UNE APPROCHE CULTURELLE

Ce qui est entendu par la décroissance dite *culturelle* est un questionnement sur le plan de la culture. On entend par culture, l'ensemble des usages, des coutumes, de l'art, de manifestations religieuses et intellectuelles, et de mœurs qui définissent un groupe ou une société. En d'autres mots, on remet en question les catégories reliées au capitalisme et à la croissance et, plus largement, on questionne les normes sociales et culturelles qui les sous-tendent. En effet, lorsqu'on parle de décroissance suivant une approche culturelle, on sort des catégories économiques usuelles et on désire plutôt parler de la société elle-même. Et par société, on entend simplement l'ensemble d'individus d'un groupe organisé dans le lequel on vit, ayant une culture commune, des interactions et des liens d'interdépendance, et qui est caractérisé par les mêmes lois, institutions et règles. Les propositions visent plutôt à renouveler la culture et le vocabulaire afin de remettre en cause nos normes et nos valeurs.

La « décolonisation de l'imaginaire de la croissance » est sans doute l'une des phrases les plus célèbres du corpus de la décroissance (Parrique 2022, p. 165) et elle est attribuée à Serge Latouche, économiste et théoricien de la décroissance. En effet, ce dernier est devenu, au fil du temps, un penseur incontournable de la pensée de la décroissance. Il est le lien entre les précurseurs de la décroissance du siècle dernier, tels André Gorz et Nicholas Georgescu-Roegen, et le mouvement mondial actuel de la décroissance qui s'est étendu aux quatre coins du globe. Kallis (2018, p. 4) considère d'ailleurs Latouche comme celui qui a popularisé *le plus* le concept de décroissance. François Jarrige et Hélène Tordjman disent que pour Latouche, la décroissance est

« fondamentalement un outil de décolonisation de l’imaginaire », outil qui permet « de sortir l’humanité des rapports strictement marchands qui l’étouffent, et de la culture productiviste qui réduit son autonomie ainsi que la liberté des individus, et empêche toute société véritablement égalitaire sur le plan social » (2023, p. 6). Mais pour comprendre ce que Latouche entend par « décolonisation de l’imaginaire », il faut le situer sur son parcours. Latouche (2019b) a débuté sa carrière dans les années 1960 comme économiste expert en développement en Afrique et en Asie du Sud-Est afin d’aider certains pays à mettre en place leurs normes de comptabilité nationale. C’est à cette époque qu’il vécût son « chemin de Damas » (Doazan 2024, § 6), il se rend alors compte de l’impact dévastateur de l’Occident sur ces diverses cultures qu’il a côtoyées. L’éveil de Latouche provient de ce constat accablant que des populations entières sont soumises à une nouvelle réalité, celle du capitalisme et de l’économie marchande comme seule pourvoyeuse aux besoins. Ce qu’il reproche à l’Occident, « c’est d’avoir détruit le sens » (*ibid.*, § 18), l’Occident a en fait « colonisé », de l’imaginaire capitaliste, les diverses cultures dans lesquelles il s’implante partout dans le monde. Il comprend que ce qui est à combattre se situe au niveau de l’imaginaire, et c’est la raison pour laquelle il en appelle carrément à « décoloniser les imaginaires ».

Ce que Latouche entend par cette expression n’est ni plus ni moins qu’une « sortie de l’économie » (2019a, p. 47). C’est-à-dire de vivre *hors* du cadre de l’économie occidentale et capitaliste, tel qu’il a pu l’observer dans des communautés au Congo et au Laos lors de ses nombreux séjours dans ces pays (Doazan 2024, § 4, § 6). Durant un entretien sur Afrotopiques, Latouche (2019b) cite en exemple certains villages en Afrique ne vivant pas selon nos principes économiques. Il s’est rendu compte que certaines communautés du continent subsaharien peuvent vivre *hors* de l’économie. C’est ce genre d’imaginaire non-économique auquel Latouche fait référence quand il parle de vivre *hors* de l’économie. Kallis qualifie le courant de la décroissance dans lequel Latouche se

trouve de « culturaliste » (2018, p. 160), c'est-à-dire du désir d'une sortie de l'imaginaire économique ambiant. L'approche promue par Latouche, toujours selon Kallis, se rapproche plutôt de celle des penseuses et penseurs du Sud global telle Vandana Shiva, ou encore d'Ivan Illich ayant une perspective critique des relations coloniales et explorant des cosmovisions différentes qui remettent en question les idées occidentales, que celle d'économistes hétérodoxes provenant d'Europe et d'Amérique du Nord ayant une perspective d'« économies développées » (*ibid.*, p. 8).

Donc, « décoloniser l'imaginaire » pour Latouche se veut d'abord une remise en question radicale de la vision occidentale du monde. Qu'en est-il de nous qui vivons déjà en Occident avec ces valeurs d'économie marchande et de croissance économique ? Et c'est ici que la pensée de Latouche devient intéressante. Pour Latouche, il ne s'agit pas seulement de « laisser tranquille » les peuples colonisés, mais de décoloniser notre esprit de l'imaginaire marchand. Latouche assimile la colonisation de l'imaginaire à un « lavage de cerveau » (Latouche et Jappe 2015, p. 101). Il est cependant conscient que cette décolonisation demande un changement colossal, qu'il compare à un basculement de l'imaginaire de l'ordre du changement de l'Empire romain à celui du christianisme (*ibid.*, p. 99). Cette comparaison avec le christianisme n'est pas anodine. En effet, dans ses écrits, Latouche revient souvent sur la notion de « croyance », croyance qu'il faille « casser » (voir ci-haut, sa « pédagogie des catastrophes »). Il est intéressant de noter la similarité dans la posture *anthropologique* de Hickel qui appelle, lui aussi, à une forme de décolonisation de « nos esprits » (« *our minds* ») (2020, p. 253). De fait, pour ce dernier, bien qu'il reconnaisse l'impact matériel de notre système économique tant sur les humains (comme les injustices, l'iniquité) que sur le « monde plus qu'humain » (« *more-than-human world* ») qui nous entoure (comme la crise climatique, l'effondrement de la biodiversité ou l'épuisement des ressources), il désigne notre « esprit »

comme premier lieu à décoloniser (*ibid.*, p. 253). C'est l'endroit où il devient possible d'*imaginer* un autre monde, d'autres façons de faire.

Pour revenir à Latouche, le vrai point de départ pour décoloniser notre imaginaire est un changement de valeurs, celles liées, notamment, à la société de croissance (2019a, p. 51). D'ailleurs, la « réévaluation » – ou l'adoption de nouvelles valeurs – est le premier terme de son utopie concrète, le cercle vertueux des 8R, celui de « réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler » (*ibid.*, p. 51). Pour lui, il faut viser une société de l'« abondance frugale », une *autre* société, qu'il compare aussi à une société « postcroissance » ou de « prospérité sans croissance » (*ibid.*, p. 7). Latouche n'est toutefois pas prescriptif. De fait, pour lui, la « décroissance n'est pas une *voie* alternative, mais une matrice de possibles alternatifs » (*ibid.*, p. 50, souligné par l'auteur). Cela nous fait penser à l'image du « buisson » de Lepesant, c'est-à-dire de la multiplicité des pratiques et de la « convergence des luttes » (2013, p. 133). Ce qui caractérise la décroissance, selon Latouche, c'est son côté local. En effet, Latouche fait la promotion de la relocalisation (voir les 8R ci-haut), soit de retrouver le sens du local, de la juste mesure afin de réduire notre empreinte écologique (2019a, p. 55). Il croit aux petites *polities* où la démocratie s'effectue à proximité (*ibid.*, p. 64) et n'est pas intéressé par une prise de pouvoir politique (dans le sens traditionnel des institutions actuellement en place), mais simplement par la possibilité de l'influencer (*ibid.*, p. 66). Latouche mentionne le modèle de la « biorégion »⁵⁶ ou d'« écorégion » comme « entité spatiale cohérente » afin d'établir la décroissance (2007, pp. 72-73).

⁵⁶ La biorégion se définit comme un territoire avec des limites géographiques prenant en compte tant les écosystèmes que les communautés humaines qui y vivent. À noter que le biorégionalisme est un courant qui prend de l'ampleur dans notre paysage intellectuel. Pour plus de détails sur la biorégion, voir < <https://fr.wikipedia.org/wiki/Bior%C3%A9gion> > (consulté le 19 août 2025) ainsi que l'essai *Faire que!* d'Alain Deneault (2024).

Giorgos Kallis mentionne qu'il faille distinguer la croissance tant comme un processus matériel que comme un mode de pensée hégémonique (2018, p. 85). Le premier terme réfère au fait que la croissance a des effets réels sur le monde physique, tandis que le second terme est plutôt de l'ordre des idées ou de l'imaginaire. En effet, Kallis parle du « paradigme de la croissance » (« *growth paradigm* »), c'est-à-dire l'idée hégémonique selon laquelle la croissance est naturelle, nécessaire et désirable (*ibid.*, pp. 63 & 85). Il nous rappelle que la notion de croissance a émergé vers la fin des années 1930 et est devenue hégémonique grâce à une série de facteurs – notamment, l'avènement de la notion de PIB, la reconstruction suivant les deux conflits mondiaux et la Guerre froide – conjugués à des politiques de type « *growthmanship* » (« propension à croître ») favorisant cette demande pour la croissance et qui ont permis sa conversion en une notion positive et hégémonique (*ibid.*, pp. 68-74). En d'autres mots, ce terme devient naturel, le « bon sens » (*common sense*), et il n'est plus questionné. Kallis parle d'hégémonie. En effet, la croissance est comprise à peu près de la même façon tant à l'échelle de l'individu qu'à celle de l'État : elle est positive, elle permet le développement, l'avancement, le progrès, l'amélioration. Bref, elle est hégémonique.

Pour s'attaquer à la croissance, Kallis l'aborde sous l'angle de la contre-hégémonie. Il pose d'entrée de jeu, que la décroissance est une « attaque frontale » à ce paradigme de la croissance (*ibid.*, p. 85). L'hypothèse de la décroissance, selon Kallis, est qu'elle représente « a trajectory of social transformation with a concomitant contraction of resource throughput [that] can be socially and ecologically desirable » (*ibid.*, p. 85). Comment créer une contre-hégémonie qui soit tout aussi attrayante (certains diraient même *sexy*) ? Et c'est là le point central de la pensée de Kallis. En effet, pour lui, un discours hégémonique articule et priorise certains « sens communs » au détriment d'autres (*ibid.*, p. 138). La question du (bon) sens et de l'hégémonie de la croissance est cruciale chez Kallis. Et c'est pour cette raison qu'il mobilise la théorie gramscienne de l'État

intégral – que nous avons vue dans la section précédente – et donc que l'État, pour Gramsci, se divise entre la « société civile » et la « société politique », auxquelles Kallis propose des stratégies différentes, soit les mouvements « par le bas » (« *bottom-up* ») et les actions « d'en haut » (« *top-down* »), respectivement. Pour la création d'une nouvelle société, nous devons donc porter notre attention au pouvoir tel que théorisé dans l'État intégral. Une trame narrative contre-hégémonique se construit en redéfinissant ces sens communs dans la société civile et qui deviennent réels une fois renforcés (on pourrait même dire *institués*) dans la société politique (*ibid.*, p. 138). Cette contre-hégémonie est vécue en actes, tous les jours, elle est performative, elle doit pouvoir se vivre, se mettre en œuvre. Kallis reconnaît dans les « mouvements populaires » (« *grassroot movements* ») l'endroit où se crée du sens; par exemple, les économies alternatives sont des incubateurs où les individus « performant » chaque jour le monde alternatif qu'ils veulent construire, un terreau fertile pour développer des politiques alternatives (*ibid.*, p. 138). En effet, cette action *par le bas*, dans les mouvements populaires qui sont, selon lui, des initiatives qui « incarnent » (« *embody* ») et « mettent en action » (« *enact* ») plusieurs des principes de la décroissance (*ibid.*, p. 133). Ces mouvements sont essentiels, ils permettent la création d'une nouvelle culture, d'un sens nouveau, d'un nouveau vocabulaire, bref d'une contre-hégémonie, et donc de montrer que des façons *alternatives* de produire et reproduire son existence soient possibles. Pour Gramsci, le changement de culture est fondamental (D'Alisa et Kallis 2020, p. 7). Les pratiques des mouvements populaires permettent certes de réorganiser les sens communs, mais elles sont insuffisantes d'un point de vue gramscien (*ibid.*, p. 6), puisque des forces structurelles les en empêchent (Kallis 2018, p. 138). C'est la raison pour laquelle la transformation demande une « coévolution » entre ces deux sphères d'influence, les changements demandés dans la société civile et ceux dans la société politique, d'où le besoin d'un « ensemble de politiques » (voir ci-haut, le « *policy*

package » de Kallis). Mais Kallis ne donne pas d'ordre de grandeur quant à la mobilisation à atteindre, simplement une masse critique suffisante (*ibid.*, p. 138) afin que s'opèrent des changements. Il est à propos de mentionner Kohei Saito qui suppose, lui aussi, le besoin d'une masse critique de gens mobilisés et avance le chiffre de 3,5 % d'une population afin de faire advenir une révolution sociale majeure, citant au passage les travaux de la politologue Erica Chenoweth⁵⁷ sur la résistance citoyenne non-violente (Saito 2024b, pp. 230-234).

Kallis insiste aussi sur le fait que les mots sont importants. Par exemple, il est critique face à l'insistance qu'ont certains écosocialistes d'utiliser le mot « croissance » à toutes les sauces – « croissance personnelle » ou encore « croissance des communautés » – pour décrire certains phénomènes (Kallis 2019a, p. 271). La croissance (économique), nous dit Kallis, sous toutes ses formes, est matériellement insoutenable (*ibid.*, p. 271). Il rappelle que peu importe ce que le dictionnaire en dit, le mot « croissance » est presque universellement associé à un changement quantitatif, et pas seulement qualitatif (*ibid.*, p. 272). Kallis insiste sur le fait que nous devons trouver de « nouveaux mots », des mots qui s'éloignent de cette quête d'amélioration perpétuelle et de laisser tomber ces mythes d'ascendance illimitée (*ibid.*, pp. 272-273). « Unless we start changing the words we use and the images that come with them, we will remain stuck in the capitalist *imaginary* of growth. » (*ibid.*, p. 273, nous soulignons) Pour Kallis, comprendre comment de nouveaux termes ont apparus et sont devenus hégémoniques, comme la croissance, est essentiel afin d'en tirer des leçons pour les déloger. « It is important to study the relationship between radical words, new *imaginaries*, prefigurative performance and transformative politics. How do new terms

⁵⁷ Saito se réfère ici au livre d'Erica Chenoweth et de Maria J. Stephan, *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict* (2011).

travel, when and how do they change the way we see the world, when are they effective and when they are not? » (Kallis 2018, p. 161, nous soulignons)

*

Prise du point de vue de la culture, la proposition de Latouche prend tout son sens. Ce dernier a martelé, tout au long de sa vie, la nécessité de « décoloniser notre imaginaire », l'imaginaire occidental de l'économie capitaliste, afin d'opérer une transformation sociale. Son projet est de changer les mentalités (décoloniser l'imaginaire) et les façons de faire (sortir de l'économie, appliquer le schème des 8R) à une échelle locale. De son côté, Kallis propose de voir la transformation de la société à partir de la théorie de l'État intégral de Gramsci. Autrement dit, il faut que la culture et le vocabulaire employés se transforment eux aussi dans un mouvement *coévolutif* tant « par le bas » que « d'en haut ». La proposition de Kallis permet de tisser ensemble tant la décroissance dite économique et ses politiques économiques que la décroissance dite culturelle et son changement de culture et d'imaginaire.

Il ne faut cependant pas oublier que tout cet édifice social repose sur une base matérielle qui permet la production dans la société et sa reproduction. Que fait-on de notre mode de production ? Quelle doit être la finalité du travail ? Générer une survaleur ? Si oui, pour qui, dans quel but ? Qu'est-ce qui est inclus ou exclu du travail ? Le travail, au cœur de notre société et ce qu'il représente dans l'organisation de la production de la société, est crucial pour opérer une transformation. Cette notion de travail doit absolument faire partie de notre analyse si nous voulons transformer la société.

LA DÉCROISSANCE SELON UNE APPROCHE MATÉRIALISTE

Ce qu'on entend par une approche matérialiste est une décroissance qui se concentre sur la réalité matérielle de la société. En l'occurrence, c'est ce qui permet aux individus de produire leur

existence (de vivre) et de reproduire la société dans le temps. Le regard est porté sur le mode de production de la société, les moyens de production et les rapports de production qui les régissent. Et en ce qui nous concerne, c'est le travail salarié spécifiquement qui nous intéresse et qui est au cœur de cette production/reproduction.

Dans l'univers des décroissantistes⁵⁸, le politologue japonais Kohei Saito est une figure unique avec sa proposition de « décroissance communiste » inspirée directement de la pensée de Marx. Saito qualifie de « décroissant » le communisme que Marx prônait à la fin de sa vie (2024b, p. 127). Il le résume ainsi : « the foundation of communism is the equal communal management of the means of production as a form of commons [...] distinct from private ownership or ownership by the state » (*ibid.*, p. 226). C'est un communisme caractérisé par une société soutenable, non vouée à la croissance, qui priorise l'équilibre écologique et le bien-être commun. Saito (2014; 2016; 2017; 2020; 2023) propose la thèse selon laquelle Marx a remis en cause sa vision du socialisme qui, au lieu de libérer les forces productives, de les stimuler, afin de passer outre les « contradictions » du capitalisme, doit plutôt les réorganiser en tenant compte des limites matérielles de notre environnement. Saito dégage cette thèse forte, et controversée, après avoir épluché les cahiers tardifs de Marx – notamment ceux de Londres – et nous offre un portrait renouvelé de Marx, soit une reconstruction de la critique écologique du capitalisme (2017, p. 12). Saito nous explique qu'à partir de « 1881, Marx distanced himself from the endorsement of endless growth, and pointed to the need for social equality and sustainability based on the principle of 'communism in living'. This great transformation is comparable to a *coupure épistémologique* in the Althusserian sense. » (2023, p. 209) Selon Saito, Marx a ainsi conclu à une forme différente de communisme à laquelle on pense traditionnellement dans les courants marxistes, que Saito qualifie de

⁵⁸ Voir note infrapaginale #29 en introduction sur notre utilisation de décroissantiste et décroissantiste.

« décroissant » (*ibid.*, p. 242). Marx s'est rendu compte, au moment d'écrire le *Capital*, que non seulement les travailleurs-euses souffraient, mais que la base matérielle de toute société, la nature, souffrait, elle aussi. C'est ce qui explique, toujours selon Saito, que Marx ait noirci environ la moitié de ses carnets d'étude sur les sciences naturelles durant la période suivant la parution du volume I du *Capital* (2016, p. 26). Saito jette ainsi un nouvel éclairage sur le marxisme en mettant en lumière les activités auxquelles Marx s'est consacré durant cette période. Voulant initialement réfuter la « loi des rendements décroissants » de Ricardo (« *law of diminishing returns* ») et la possibilité, selon les avancées de l'agriculture moderne (à l'époque de Marx), d'amender les sols pour les améliorer (2014, p. 32), Marx se rend alors compte du problème de la dégradation des sols dû à l'agriculture intensive et finit par se ranger à la thèse de Justus von Liebig⁵⁹, soit celle de la « culture du vol » (« *robbery culture* »), où le mode de production agricole moderne prend les fruits du sol sans rendre au sol les nutriments extraits afin de maximiser les profits (*ibid.*, p. 38). C'est d'ailleurs à Liebig que Marx aurait emprunté la notion de « métabolisme »⁶⁰. Marx étudie aussi les travaux de Carl Fraas⁶¹, où il apprend que l'« interaction métabolique » entre l'humain et la nature va au-delà de l'appauvrissement des sols et s'étend au problème de déforestation, problème qui a aussi des effets sur le climat (2016, pp. 36-37). Au même moment, il prend connaissance des travaux de l'historien Georg Ludwig von Maurer⁶² qui, tout comme Fraas, vante les

⁵⁹ Justus von Liebig (1803-1872) était un chimiste, contemporain de Marx, qui a étudié la chimie de l'agriculture. Marx a notamment étudié la septième édition du livre de Liebig, *Chemie in ihrer Anwendung auf Agricultur und Physiologie* (1862). (Saito 2014, p. 26)

⁶⁰ Selon Saito, Marx a développé sa « théorie du métabolisme » en s'inspirant de Liebig, c'est-à-dire de l'interaction métabolique entre l'humanité et la nature (Saito 2024b, p. 96), lui permettant ainsi d'affirmer son argument métabolique que l'humain est connecté à la nature par le travail (*ibid.*, p. 183).

⁶¹ Carl Fraas (1810-1875) était un ingénieur agronome contemporain de Marx, notamment l'auteur de la « théorie des alluvions » concernant la présence de minéraux servant à nourrir les sols. Marx cite les travaux de Fraas, *Klima und Pflanzenwelt in der Zeit* (1847), concernant l'impact de la déforestation sur le climat. (Saito 2016, p. 35)

⁶² Georg Ludwig von Maurer (1790-1872) était un homme d'état et historien contemporain de Marx qui a étudié les systèmes de propriétés terriennes allemandes. Marx a lu, entre autres, *Einleitung zur Geschichte der Mark-, Hof-, Dorf-, und Stadtverfassung und der öffentlichen Gewalt* (1854), (Saito 2023, p. 64).

mérites des communes germaniques « *mark* » (*Markgenossenschaft*) tant pour leur mode associatif égalitaire de répartition et culture des terres, que pour la soutenabilité métabolique de leurs pratiques (2023, p. 200). Saito remarque que c'est dans sa lettre à la révolutionnaire russe Vera Zassoulitch en 1881 que Marx démontre un changement de paradigme, qu'il s'est éloigné et de l'eurocentrisme et du productivisme qui avaient caractérisés sa pensée jusqu'à présent, que Saito qualifie de « décroissance communiste » (*ibid.*, p. 8). Selon Saito, il n'est plus nécessaire de passer par le capitalisme et de libérer les forces productives afin d'arriver au communisme, ce qui compte c'est d'établir un mode de vie en harmonie avec notre environnement. Il ne s'agit pas d'un retour nostalgique à des temps révolus, au contraire, on peut, on doit bénéficier des avancées de la science moderne et de la technologie, tout en accordant notre mode de production avec la nature et en apprenant des sociétés précapitalistes (2024a, pp. 48-49). Dans une ébauche de sa lettre à Zassoulitch, Marx dit que la « Western society needs to return to a higher stage of archaic communes » (*ibid.*, p. 48). Il faisait référence au fait que les avancées de la société actuelle (technologiques, scientifiques) – les « fruits du capitalisme » – doivent être adaptées au métabolisme réel humain-nature (*ibid.*, p. 49). En somme, ce n'est pas un retour à l'âge de pierre, mais bien une bifurcation pour un mode de vie soutenable et égalitaire.

La proposition de Saito se distingue par son usage de l'appareil théorique marxiste pour mettre au cœur de son analyse le « travail ». Le concept majeur identifié par Saito est celui du métabolisme⁶³; Marx voyait le processus transhistorique du travail comme un métabolisme entre l'humain et la nature. À la base, chaque société historique a dû, d'une façon ou d'une autre, faire un « travail » afin de produire et reproduire son existence. Dans le cadre du mode de production historique

⁶³ D'ailleurs, Marx évoquait déjà cette idée de « métabolisme » dans les *Manuscrits de 1844*; même si elle était, à l'époque, empreinte d'humanisme, c'est-à-dire d'une conception de l'humain comme être sensible, et pas encore entendue comme la véritable nature des échanges métaboliques.

qu'est le capitalisme, le travail reçoit une nouvelle forme, celle de la valeur, donc tout le métabolisme, cette interaction entre l'humain et la nature, est transformé et réorganisé pour le seul but de la valorisation du capital. En d'autres mots, tout ce qui compte est le travail au sens générique (le travail « abstrait ») et non pas la nature du travail (le travail « concret »); la valeur, ou plutôt la production d'une « survaleur », devient ainsi le principe organisateur du métabolisme humain-nature. Cette transformation du métabolisme transhistorique qu'est le travail entraîne des conséquences destructrices tant pour l'humain que pour la nature. (2023, pp. 23-24) Marx parlait de « rupture irréparable » (« *irreparable rift* ») dans le *Capital*, mais n'a pas détaillé en quoi cette rupture métabolique consistait. À partir des écrits de Marx, Saito (2020, pp. 14-20) identifie trois dimensions de la « rupture métabolique » (« *metabolic rift* »), soit la rupture dans la circulation matérielle (l'« agriculture⁶⁴ du vol »), la rupture spatiale (la division entre la périphérie et le centre où les richesses s'accumulent, comme le cas du capital fossile) et la rupture temporelle (faisant référence au fait que la nature et le capital opèrent à des échelles de temps différentes et que la nature ne peut suivre le temps du capital); ainsi que les trois dimensions correspondantes du « déplacement métabolique » (« *metabolic shift* »), soit la création d'externalités négatives (la pollution, l'appauvrissement des sols), le déplacement spatial (la division entre le Nord global et le Sud global, l'industrie minière qui vole des ressources du Sud) et le déplacement d'ordre temporel (les effets des changements climatiques qui sont un vol aux générations futures). Afin de réparer la « rupture métabolique », il faut, pour Saito (2024b, p. 187), absolument remettre en cause le mode de production à la base de notre société et cela passe par le « travail » lui-même. En termes clairs, le travail sous un mode de production capitaliste est aliéné puisqu'il est organisé pour générer de la survaleur, donc changer le travail consiste à le désintriquer de l'objectif capitaliste de la valeur

⁶⁴ Notons le changement de terme qu'utilise Saito : de la « culture du vol » (Liebig) à l'« agriculture du vol » (Saito).

(d'échange) et le ramener au principe de subvenir essentiellement à des besoins (valeur d'usage). Voici le point de départ de la décroissance communiste pour Saito.

Pour ce faire, Saito propose cinq « piliers » reliés au travail afin d'opérer une transition vers la décroissance : 1) faire la transition d'une économie de la valeur (d'échange) à une économie fondée sur la valeur d'usage (sur les besoins), 2) réduire la quantité d'heures de travail sans réduire les salaires en terme absolu, 3) éliminer la division du travail uniforme pour rendre le travail « attrayant », 4) horizontaliser le processus de production tant dans la gestion que dans la propriété en le rendant radicalement démocratique et, 5) prioriser démocratiquement le travail essentiel, par exemple, en donnant priorité au travail du soin (la santé, l'éducation). (*ibid.*, pp. 188-199) L'exemple emblématique que Saito répète à plusieurs reprises est celui de la *coopérative de travailleurs-euses* qui synthétise la vision de cette nouvelle forme de travail non aliéné et horizontal (*ibid.*, pp. ix & 163-164). Saito propose aussi de nouvelles pratiques inspirées d'initiatives telles l'agriculture urbaine de Détroit ou la « ville comestible » de Copenhague (*ibid.*, pp. 185-186) qui pourraient justement nous donner des exemples de voies alternatives à suivre.

*

La proposition à saveur matérialiste offerte par Saito nous fait réfléchir au mode de production qui permet aux individus de produire leur existence et de reproduire leur société dans le temps. Le mode de production actuel est celui du capitalisme, qui implique de travailler pour générer une survaleur. Comment faire pour proposer un mode différent ? Saito nous donne le point de départ avec sa proposition : recentrer l'économie sur la valeur d'usage, donc sur les besoins, en transformant le travail lui-même. Ce qui est intéressant de noter est que, tout au long de son dernier ouvrage, *Slow Down*, Saito a un objectif clair, celui de nous *montrer* que d'autres voies sont possibles. En effet, il débute la préface en disant espérer que « *Slow Down* will help unleash the

imaginative power necessary for us to create a better society in the age of climate crisis » (2024b, p. xx). Il s'inquiète de voir notre imagination s'appauvrir, que ce soit par la croissance économique comme réponse à tous les problèmes (*ibid.*, p. 75) ou notre foi inébranlable en la technologie (*ibid.*, p. 143) ou encore notre « réflexe » de nous tourner vers les experts et les politiciens (*ibid.*, p. 180). L'imagination (ou le défaut de celle-ci) semble clairement être la *clé* pour opérer la bifurcation selon Saito, résonnant ainsi avec Parrique, Hickel, Kallis et Latouche.

CONCLUSION

Ce chapitre nous a permis, non seulement, de découvrir l'étendue des propositions décroissancistes – nous avons aussi établi notre propre définition de la décroissance –, mais d'entrevoir le prisme par lequel nous voulons appréhender la décroissance. En effet, en présentant les divers courants en trois grandes familles, il a été possible de montrer trois façons complémentaires d'*imaginer* la décroissance. La décroissance selon une approche *économique* nous propose un programme essentiel de réformes qui permet d'opérationnaliser la décroissance de façon réaliste et pragmatique. La décroissance que l'on qualifie de *culturelle*, elle, s'attaque à l'aspect culturel de notre société avec une proposition visant à contrer l'hégémonie du capitalisme et de sa croissance. Elle souligne l'importance de l'*imaginaire social* et la possibilité d'une transformation de la société par la décroissance. Enfin, toute la société est assise sur sa base matérielle qui lui permet sa production (subsistance) et sa reproduction (pérennité). La décroissance suivant une approche *matérialiste* propose de révolutionner le *travail* en transformant directement la *production sociale*. Elle nous fait ainsi comprendre la centralité du travail salarié dans nos sociétés – et de son objectif premier qui est la génération d'une survalueur –, et donc de l'importance de transformer *aussi* notre *mode de production*.

Nous avons organisé les trois familles de décroissance dans cet ordre puisque nous voulions, d'abord, révéler la position hégémonique de la décroissance dite économique – celle à laquelle on pense généralement lorsqu'il est question de décroissance –, pour ensuite présenter deux familles moins présentes ou connues : la décroissance selon une approche culturelle puis celle selon une approche matérialiste. Nous voulions ainsi, chemin faisant, orienter notre regard vers l'importance de l'imaginaire social et de la production. Nous verrons au prochain chapitre comment cette combinaison entre *imaginaire* et *production*, combinaison que nous nommons *imaginaire effectif*, a un potentiel tant créateur que transformateur afin de rendre réelle, ou effective, la décroissance.

* *

*

Chapitre II – L’imaginaire effectif : une perspective transformatrice pour la décroissance

Ce qui nous intéresse ici est l’*imaginaire effectif*. Comme nous avons vu dans l’introduction et comme nous avons illustré au chapitre précédent en examinant les principaux courants de la décroissance, soit de l’importance cruciale de l’*imaginaire* dans le changement social, du nécessaire besoin de donner du sens, un sens qui doive s’articuler autour de la *production* d’une société afin de la transformer. C’est ce que nous nommons l’*effectivité*, c’est-à-dire la capacité à affecter les conditions matérielles de production et de reproduction d’une société. Cette effectivité est cruciale pour notre propos, car elle nous oblige à porter notre attention sur les aspects qui assurent la base matérielle d’une société, c’est-à-dire la production (ce qui permet de vivre) et la reproduction de la société (sa durée dans le temps).

Comme nous avons établi jusqu’à maintenant, la décroissance est une *nécessité* afin d’assurer un futur désirable aux sociétés humaines, soit un bien-être matériel, soutenable, équitable et démocratique pour tous et toutes. Alors, comment faire advenir la décroissance et qu’elle puisse devenir réelle ou effective ? C’est ici qu’entre en jeu l’*imaginaire effectif*. Pour développer cette nouvelle perspective, nous allons d’abord définir ce que nous entendons par *imaginaire*, que nous posons comme *création*, et en quoi ce concept est essentiel pour notre théorisation. Ce sera l’occasion d’enlever toute ambiguïté reliée à cette notion afin d’en affiner le sens. Ensuite, nous parlerons d’*effectivité*, du rôle déterminant d’affecter les conditions matérielles réelles d’une société (certains diraient d’affecter les conditions « économiques ») en transformant les rapports de production afin d’engendrer la décroissance. Nous verrons l’importance de l’imaginaire entourant la production d’une société, ce qui nous permettra d’offrir une définition claire du concept d’*imaginaire effectif* qui sera notre prisme pour appréhender la décroissance. Nous concluons par une

proposition d'opérationnalisation d'un imaginaire effectif se déclinant en une série de critères d'effectivité que nous réutiliserons dans les chapitres subséquents pour analyser les théories et les pratiques décroissancistes ainsi que présenter notre proposition centrale.

L'IMAGINAIRE COMME CRÉATION

L'imaginaire : le sens commun et les définitions usuelles

Lorsqu'on entend le mot « imaginaire », on pense usuellement à quelque chose d'irréel ou d'« inventé » ou on suppose que « l'imaginaire se sépare du réel » (Castoriadis 1975, p. 177). Par exemple, Wikipédia mentionne que « [l']imaginaire peut être défini sommairement comme le fruit de l'imagination d'un individu, d'un groupe ou d'une société, produisant des images, des représentations, des récits ou des mythes plus ou moins détachées [*sic*] de ce qu'il est d'usage de définir comme la réalité. »⁶⁵ *Le Petit Larousse* nous dit : « Qui n'existe que dans l'esprit ; sans réalité, fictif. » Le dictionnaire *Les notions philosophiques* (Auroux 1990) abonde dans le même sens et pose d'entrée de jeu que l'imaginaire renvoie à « des images qui [...] n'ont pas de correspondant dans le réel. » (Vieillard-Baron 1990, p. 1232) Ce qu'on retient, c'est que l'usage courant entend le *détachement* de l'imaginaire d'avec la réalité. S'il est vrai que dans l'imaginaire tout est possible, il faut néanmoins admettre qu'il soit *aussi* possible d'*imaginer* des choses qui soient tout à fait réelles et, qui plus est, de mélanger entre elles, des choses réelles et irréelles. Le même article ajoute que « [l']imaginaire doit d'abord être défini par rapport à l'intentionnalité d'un acte de conscience » (*ibid.*), c'est-à-dire une action de penser. Mais, alors, comment distinguer le réel de l'irréel si l'imaginaire permet ce mélange éclectique, d'irréel, de réel, d'action ou d'intention de penser ? Ce qu'il faut retenir, c'est que le concept d'imaginaire est très loin d'une simple réduction à de l'« inventé » ou au naïf « fruit de l'imagination » ou encore à du purement « fictif ». En effet,

⁶⁵ Source : < <https://fr.wikipedia.org/wiki/Imaginaire> > (consulté le 26 février 2025).

le concept d'*imaginaire* tel que nous le posons recèle en lui toute la puissance de la pensée humaine, des plus brillantes inventions aux plus sombres barbaries. Toute la philosophie, tout l'art, toute la science, bref, toutes les idées passent par cette médiation de la pensée (l'« acte de conscience ») que nous nommons *imaginaire*.

Quand l'imaginaire se met à créer

Nous nous rapprochons de la conception de l'imaginaire chez Cornélius Castoriadis⁶⁶. En effet, pour ce dernier, chaque humain possède la capacité imaginative de se représenter les choses. « Cette « résorption » dans la réalité psychique des éléments que nous distinguons d'habitude, cette indistinction originaire de ces « éléments », conduit donc, à la limite, à une représentation de « *tout (comme) soi* », seule *réelle* pour la psyché. » (Castoriadis 1975, p. 397, souligné par l'auteur) Pour Castoriadis, *tout* doit être représenté pour être pensé, que ce soit du réel, du rationnel ou bien de l'irréel (du fantasme). Et pour lui, « [l]a représentation est imagination radicale » (*ibid.*, p. 442). « Il n'y a pas de pensée sans représentation, poursuit Castoriadis; penser est toujours aussi nécessairement mettre en mouvement, dans certaines directions et selon certaines règles [...], des représentations : figures, schèmes, images de mots – et cela n'est ni accidentel, ni condition extérieure, ni étayage, mais l'élément même de la pensée. » (*ibid.*) Pour notre propos, nous retenons l'aspect que l'imaginaire doit se comprendre comme un *produit de la pensée*, un produit qui est modulé ou déformé par notre propre réception (ou notre compréhension).

⁶⁶ Cornélius Castoriadis fut, à la fois, et successivement, militant politique, économiste, psychanalyste et philosophe. D'origine grecque, Castoriadis s'implique rapidement dans sa jeunesse dans le parti communiste, puis adhère au trotskysme. Il s'exile en France en 1945, où il passe le reste de sa vie. Il fonde la revue *Socialisme ou barbarie* en 1949 avec Claude Lefort et Jean-François Lyotard, contribuant ainsi à créer une gauche radicale et dynamique. Il est économiste à l'OCDE de 1948 à 1970, exerce comme psychanalyste dès 1973, et agit comme directeur d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à partir de 1980. Le choix de Castoriadis s'explique principalement par son développement théorique sur l'imaginaire social et sa quête d'autonomie et de démocratie, deux aspects essentiels liés à la décroissance.

Maurice Godelier⁶⁷ poursuit et affirme carrément que c'est la pensée, notre imaginaire, qui « produit » la société. Pour Godelier, les humains « ne sont pas une espèce qui se contente de vivre en société, c'est une espèce qui produit de la société pour vivre, autrement dit qui invente de nouveaux modes d'organisation de la société et de la pensée » (Godelier 1984, p. 83). Ce que Godelier entend aussi par « produire de la société », c'est le fait de produire, par la pensée, le *sens* qu'elle donne aux choses, au monde. Il en résume ainsi l'origine :

Ce sens, elle [la pensée] l'invente, elle le produit, en construisant des systèmes d'interprétation qui engendrent des pratiques symboliques, lesquelles constituent autant de manières d'organiser, de légitimer, donc également de produire la domination [...] et [qui] deviennent des rapports sociaux. Tout serait simple si la pensée se bornait simplement à refléter, à représenter la société, mais toutes les difficultés de l'analyse scientifique de la part idéelle du réel viennent de ce que la pensée non seulement représente la société, mais est elle-même productrice de société. (Godelier 1982, p. 352)

On le voit, les individus ne sont pas isolés, ils évoluent en société, donc leurs pensées sont aussi et nécessairement conditionnées et influencées par leur milieu. En effet, nous dit Castoriadis, « l'individu social [qui pense] ne pousse pas comme une plante, mais est créé-fabriqué par la société » (Castoriadis 1975, p. 419). Et pour qu'il y ait imaginaire social, il faut qu'il soit partagé. Ce partage est conceptualisé par les « significations imaginaires sociales centrales », elles sont

comme une « déformation cohérente » du système des sujets, des objets et de leurs relations ; comme la courbure spécifique à chaque espace social ; comme le ciment invisible tenant ensemble cet immense bric-à-brac de réel, de rationnel et de symbolique qui constitue toute société et comme principe qui choisit et informe les bouts et les morceaux qui y seront admis (*ibid.*, p. 201).

⁶⁷ Maurice Godelier est un anthropologue marxiste français. Il est reconnu pour avoir développé une anthropologie politique en voulant trouver « ce qui fonde les sociétés » (Dortier 2013, pp. 402-403). Il étudie successivement la philosophie, l'économie, l'histoire (il est séduit par l'approche interdisciplinaire de Braudel) et enfin l'anthropologie avec Lévi-Strauss où il peut étudier le rôle de l'économie dans d'autres sociétés. Ce dernier lui suggère la Nouvelle-Guinée comme terrain de recherche et c'est là qu'il découvre les Baruya en 1967, un peuple qui sera au centre de ses recherches comme anthropologue. Le choix de Godelier s'explique par sa théorisation sur la hiérarchisation des rapports sociaux, spécialement les rapports de production, et l'importance des représentations partagées dans la création de l'imaginaire social et la production de la société.

Le sens ici est donné par la collectivité, dans une certaine direction excluant ainsi d'autres sens ou interprétations. « L'imaginaire social est, primordialement, création de significations et création des images ou figures qui en sont le support. » (*ibid.*, p. 324) Pour Castoriadis, dire que les

significations imaginaires sociales [...] sont instituées, ou dire que l'institution de la société est institution d'un monde de significations imaginaires sociales, [cela] veut dire aussi que ces significations sont présentifiées et figurées dans et par l'effectivité des individus, des actes et des objets qu'elles « informent » (*ibid.*, pp. 476-477).

Les significations imaginaires sociales – et leur organisation en un imaginaire social – ne sont pas « attachées » ou « référées » à quelque chose, elles *sont* ce qui fait être, elles sont « présentifiées - figurées », elles « conditionnent » et « orientent » le « faire » et le « représenter » sociaux (*ibid.*, pp. 486-487). La « production de société » de Godelier qui a du *sens* réfère à ce que Castoriadis appelle les « significations imaginaires sociales » qui, mises ensemble dans un tout plus ou moins cohérent, forment l'imaginaire social. Il faut retenir ici que la société est le fait de ses membres, elle est sa propre origine, sa propre « production », sa propre « institution ». En somme, l'institution de la société *matérialise* ces significations dans le réel. Cet acte d'« institution » est fondamental car il témoigne tant de l'aspect fondateur de nouvelles formes dans une société que du rôle essentiel et structurant que celles-ci jouent dans l'imaginaire social. En termes clairs, un imaginaire social de la décroissance doit s'instituer en significations imaginaires sociales qui doivent être reprises par les membres de la société en les institutionalisant, en les adoptant comme pratiques. En effet, si on dit que l'on adopte l'approche dite *low-tech*⁶⁸ dans la production, cette pratique, pour s'instituer, doit *absolument* être reprise par les membres d'une société et c'est par la répétition

⁶⁸ Il est à noter que même si les *low-techs* sont proposées par la décroissance (Abraham 2025; Parrique 2024), elles ne sont pas exclusives à ce courant. En effet, la démarche *low-tech* émerge d'une critique plus large à la *high-tech* (cf. Chapitre IV).

de cette pratique qu'il y aura *institution*. Nous retrouverons donc cet acte d'« institution » dans nos critères d'effectivité.

Godelier parle plutôt de « représentations partagées » lorsqu'il est question d'imaginaire social. Pour transformer le monde ou bien pour lui donner un sens, on doit être en mesure de se le *représenter*. Pour Godelier (1984, pp. 171-172), la société ne peut exister sans une grande part d'idéal, d'imaginaire et donc les représentations (partagées) sont une partie intégrante des rapports sociaux. Nous introduisons ici le rapport social – concept majeur dans la compréhension de l'imaginaire social et son organisation –, et le définissons comme « une interdépendance sociale, généralement économique, qui produit [...] une « confrontation socialisatrice » de groupes, autour d'un enjeu vital » (Dujarier 2019). « La part idéale d'un rapport social, ajoute Godelier, c'est d'abord l'ensemble des représentations, des principes, des règles qu'il faut « mettre-en-actions » pour engendrer ce rapport *entre* les individus et les groupes qui composent une société, en faire un mode concret d'organisation de leur vie sociale. » (Godelier 1984, p. 221, souligné par l'auteur) C'est le partage des mêmes représentations qui permet de s'engager dans des rapports sociaux. Une caractéristique importante des rapports sociaux pour Godelier est ce qu'ils « font faire » aux humains (*ibid.*, p. 128), ils impriment une direction à leur action. Godelier utilise le concept de « vérité » afin d'expliquer la force (ou la faiblesse, le cas échéant) d'une idée (ici imbriquée dans le rapport social), c'est-à-dire son potentiel à « faire faire ». En effet, lorsqu'une idée a la capacité – indépendamment du fait que ce soit l'explication causale adéquate ou non, cela n'a pas d'importance – de nous faire agir efficacement sur les problèmes du monde, cette idée peut être considérée comme ayant *valeur de vérité*, elle est donc efficace. « Cette question [du vrai] est une condition universelle de l'exercice de la pensée et de l'action » (Godelier 2015, p. 241). En d'autres mots, quand les idées « font faire », elles deviennent efficaces. D'ailleurs, nous proposerons le test de la valeur

de vérité comme l'un de nos critères d'effectivité, c'est-à-dire le lien entre l'imaginaire et sa capacité à expliquer la réalité, et donc de permettre d'agir efficacement sur cette dernière. Ce qu'il faut retenir ici c'est l'importance des idées, de l'idéal, de l'imaginaire social, des représentations partagées entre les membres d'une société et qui permettent d'agir. Nous nous intéressons au fait que les idées partagées d'un même imaginaire, même si elles n'en sont pas le moteur, créent un espace qui puisse permettre l'action.

Pour décrire cet imaginaire social, cette apparente *unité* de significations imaginaires sociales, Castoriadis utilise la notion de *logique* « ensembliste-identitaire ». En effet, partant de la théorie des ensembles en mathématique, il élabore ce concept d'ensemble et d'identité. Pour que des éléments fassent partie d'un même ensemble, ils doivent partager une certaine logique (Castoriadis 1975, pp. 305-306). De plus, Castoriadis souligne l'importance du langage dans cette logique, « le langage « établit toujours des termes (éléments ensemblistes) et des relations pratiquement univoques (ensemblistes ou ensemblisables) entre termes ; il comprend et il institue toujours une relation d'univocité, ou identitaire » » (Castoriadis 1975, cité dans Vibert 2019, p. 43). Castoriadis utilise le terme de « cohérence » pour exprimer cette nécessaire cohésion entre les éléments d'un ensemble. « La visée de vérité, qu'il s'agisse d'histoire ou de n'importe quoi d'autre, n'est rien d'autre que ce projet d'éclairer d'autres aspects de l'objet, et de nous-mêmes, de situer les illusions et les raisons qui les font surgir, de relier tout cela d'une manière que nous appelons [...] cohérente. » (Castoriadis 1975, p. 56) Pour imaginer la décroissance, les formes proposées doivent s'insérer dans un cadre « logique » et cohérent en accord avec les besoins et les désirs des membres d'une société. C'est ce à quoi Kallis fait allusion quand il dit que les individus « will accept [degrowth transformation or social change] only if they find it resonating with their everyday needs and prevalent beliefs – otherwise, they will attempt to re-establish the prior condition » (D'Alisa

et Kallis 2020, p. 7). D'ailleurs, nous proposerons le test de cohérence comme l'un de nos critères d'effectivité, c'est-à-dire le lien de cohérence entre les significations imaginaires sociales. En somme, ces significations imaginaires sociales, faisant partie cette logique, appartiennent à un « imaginaire social » *spécifique* d'une société *donnée* à un moment historique *donné*. Celles-ci n'auraient pas de sens, ne seraient pas compréhensibles pour une autre société à une autre époque.

Cependant, pour Castoriadis la société « dessine une sorte de limite du pensable dont les individus n'ont pas réellement conscience, car précisément, ils ne peuvent la voir que du *dedans*, et n'ont nul besoin de la connaître entièrement pour y vivre pleinement » (Vibert 2019, p. 55, souligné par l'auteur). C'est une sorte de « clôture de l'imaginaire » ou « clôture du sens ». Vanni ajoute que, selon Castoriadis, la pensée héritée⁶⁹ a toujours nié la possibilité même d'une création ou nouveauté qui soit radicale (Vanni 2006, p. 151). Ce qui est important de comprendre ici, c'est la reconnaissance de la difficulté à changer notre système économique, du fait que l'imaginaire social, une fois institué, permette difficilement sa remise en question.

De plus, Castoriadis observe que bien souvent, les sociétés oublient l'origine de l'institution et c'est pour cela qu'il parle de sociétés « hétéronomes », où la loi – le *nomos* – est donnée par un autre – l'*hétéros* (Gregorio 2006, p. 52). Il s'agit du fait de *ne pas* croire que nous soyons à l'origine de nos propres lois et normes, de notre propre « *nomos* ». En effet, pour Castoriadis, une société hétéronome ne considère pas lucidement ses normes sociales, ses lois, ses institutions ou encore ses représentations du monde comme ses propres créations, de l'imaginaire collectif instituant; elles sont, au contraire, attribuées à une source « extra-sociale ». On voit ici le lien entre – comme mentionné en introduction, de ce *système qui nous précède* – l'origine des institutions (au sens large), c'est-à-dire d'une *institution* passée qui pèse lourdement dans le présent mais qui,

⁶⁹ Castoriadis utilise aussi le terme « logique-ontologie héritée », voir (Castoriadis 1975, p. 243) par exemple.

au fond, provient d'une institution *imaginaire* lointaine. Il faut être capable de reconnaître en quoi un projet de création radicale comme la décroissance, qui se pose en porte-à-faux avec l'idéologie dominante de la croissance et le sens commun qui lui est associé, puisse être difficile à accepter pour un individu; cela est important pour nous de le saisir afin de mieux surmonter ces difficultés.

C'est dans ce contexte qu'on comprend la portée du projet d'« autonomie » de Castoriadis, et qui est aussi celui de la décroissance. En effet, Quiriny (2006, p. 218) nous rappelle que le contraire de l'hétéronomie, selon Castoriadis, c'est l'autonomie, la reconnaissance explicite que l'institution de la société provient d'elle-même, et qu'elle peut ainsi la changer, délibérément. L'autonomie, c'est l'acceptation qu'il n'y a pas de loi externe, extra-sociale qui s'imposerait à la société. En d'autres mots, l'autonomie signifie ici la rupture de la clôture du sens. La société autonome est à l'origine de sa propre création, elle s'interroge de façon permanente sur la validité de ses institutions, ses lois et ses normes, afin de les transformer, c'est en somme l'auto-institution. Castoriadis revendique donc « l'autonomie comme la forme souhaitable et authentique de société » (Vanni 2006, p. 155). Pour lui, la politique est *le* projet d'autonomie. Ce que propose la décroissance n'est ni plus, ni moins un projet d'autonomie. Et ce passage par les voies de l'imaginaire nous permet de poser d'abord la décroissance comme ayant son origine dans l'imaginaire. Et c'est là l'objectif des divers théoriciens que nous avons croisés jusqu'à maintenant. En effet, quand on aborde leurs propositions par la lentille de l'autonomie et de l'imaginaire, on peut mieux comprendre en quoi la « décolonisation de l'imaginaire » de Latouche, le besoin de « muscler » son imaginaire de Parrique, le « profond changement de conscience » demandé par Hickel et la nécessaire « libération de la puissance imaginative » de Saito sont tous des projets d'autonomie, de prise en charge lucide du destin de la société par les voies de l'imaginaire.

Selon Castoriadis, l'imaginaire social a deux aspects : l'« *imaginaire institué* », soit la force stabilisée et extériorisée d'un monde social, et l'« *imaginaire instituant* », soit la force de résistance et de contestation de ce monde (Fressard 2006, p. 147). Pour Castoriadis, cet imaginaire instituant est un réel pouvoir instituant, c'est là que la création sociale a lieu, où les significations imaginaires sociales sont créées. Castoriadis définit le social-historique comme « l'union *et* la tension de la société instituant et de la société instituée, de l'histoire faite et de l'histoire se faisant » (Castoriadis 1975, p. 148, souligné par l'auteur). On entend par « société instituée », celle qui est « faite », aboutie, comme peut l'être toute institution moderne telle la monnaie, le mariage, l'État; et par « société instituant », celle qui est « à faire », *en train* de se faire, et qui peut altérer les formes en place en les modifiant ou bien en en créant de nouvelles. Selon Castoriadis, l'instituant et l'institué s'échangent continuellement dans une « dynamique historique des sociétés humaines – le *social-historique* » (Van Eynde 2006, p. 71, souligné par l'auteur). Une des principales conséquences du concept de social-historique, c'est le mouvement de « création » perpétuelle, de l'instituant à l'institué, qui les lie ensemble sans nécessairement réduire l'institué à un déterminisme radical, qu'il soit téléologique ou mécaniste, et sans non plus que l'instituant soit l'œuvre de l'imagination pure (cette création ne se déroule pas indépendamment de toute contrainte). « Ni dans le domaine social-historique, ni nulle part ailleurs, la création ne signifie que n'importe quoi peut arriver n'importe où, n'importe quand et n'importe comment. » (Castoriadis 1997, p. 20) C'est exactement ce genre de création de sens nouveau auquel Kallis fait référence dans les actions « par le bas » des mouvements populaires.

C'est ce qui nous mène à l'idée de l'imaginaire comme *création*. En effet, nous dit Delcroix, selon Castoriadis, tout être humain « dispose d'une *imagination radicale* qui est instituant, c'est-à-dire créatrice de nouvelles formes » (Delcroix 2006, p. 228, souligné par l'autrice). Quiriny

précise que Castoriadis aboutit à l'idée que « l'histoire est essentiellement *création* » (Quiriny 2006, p. 203, souligné par l'auteur). Et de cela découle que « si l'histoire est création, c'est que les sociétés changent, [...] qu'elles s'instituent [...] en permanence » (*ibid.*). Vanni ajoute que la créativité sociale est envisagée, chez Castoriadis, de manière radicale : « tous les éléments de la société sont posés comme des créations, du moins comme *institutions* » (Vanni 2006, p. 151, souligné par l'auteur). « Cela signifie que tout le domaine social-historique est le produit d'une *activité instituante* » (*ibid.*, pp. 151-152, souligné par l'auteur). En d'autres mots, l'être humain détient ce pouvoir unique d'imagination créatrice à la source même de la société et de l'histoire. Vanni nous dit que pour Castoriadis, il faut envisager « l'émergence du nouveau comme une création positive » (*ibid.*, p. 151), non pas de l'extérieur, mais de l'intérieur, ce « qui implique de considérer la société et son devenir – le *social-historique* – en tant que région ontologique spécifique, avec son mode d'être propre : l'auto-crédation » (*ibid.*, souligné par l'auteur). Par exemple, on peut interpréter la proposition de Kallis sur le nouveau « sens commun » qui est créé dans les mouvements populaires faisant l'expérience de pratiques décroissantes comme de l'auto-crédation. Il est important de préciser que la création ne se réduit pas à toujours vouloir créer du radicalement nouveau, cette création implique tout le spectre de la création, que ce soit une altération mineure de formes sociales à un complet changement de paradigme. Le commentaire de Marx à Zassoulitch, que nous avons vu précédemment, celui d'un « retour des sociétés modernes au type « archaïque » de la propriété commune »⁷⁰ (Dangeville 1967, p. 167) résonne particulièrement ici. En effet, Marx demandait à ce que la société intègre les connaissances scientifiques de son époque tout en s'inspirant comme

⁷⁰ Ce passage fait partie des brouillons de la lettre de Marx à Véra Zassoulitch et c'est le même passage cité par Saito dans le chapitre précédent (*cf.* Saito 2024a, p. 48).

mode de production de formes communales passées plutôt égalitaires et en accord avec les limites physiques du monde matériel. La création c'est la créativité, pas nécessairement la nouveauté.

*

Pour résumer, l'*imaginaire* est une catégorie fondamentale pour penser la société et son organisation et, dans notre cas, pour penser la façon d'instituer la décroissance afin de la rendre réelle. L'imaginaire est un « produit de la pensée » qui donne un sens au monde. Il « produit la société », mais est aussi influencé par elle. L'imaginaire social est partagé. On le représente par les « significations imaginaires sociales » qui sont « instituées » (elles se matérialisent dans le réel). L'imaginaire social est aussi fait de « représentations partagées » qui sont une partie intégrante des « rapports sociaux ». Ils « font faire », permettent l'action. La « valeur de vérité » d'une idée pour l'action est essentielle, tout comme l'est celle de la « cohérence » entre les idées. Toutefois, une limite du pensable clôtüre ce qui est admis et ce qui est exclu de cet imaginaire, ce qu'on nomme la « pensée héritée ». Cela entrave les transformations potentielles de la société. L'« hétéronomie » désigne cet état cristallisé de la société dont on ne se souvient plus de l'origine. L'« autonomie » est la prise de conscience lucide de cette clôtüre par un imaginaire social radical, tout comme l'est le projet de la décroissance. La dynamique « sociale-historique » permet de comprendre le mouvement de « création » entre ce qui est déjà « institué » et l'« instituant ». C'est ainsi qu'on pose l'*imaginaire* comme *création*; d'une part, de comprendre l'origine *imaginaire* de toutes formes sociales et, d'autre part, d'apprécier le potentiel, par l'imaginaire radical, de *création* de *nouvelles formes sociales*. Donc, pour rendre réelle la décroissance, il faut être capable de s'imaginer que d'*autres* formes sociales soient possibles et que c'est à nous, les individus qui participons à cet imaginaire social et commun, de créer de nouvelles formes selon les principes de la décroissance.

Cependant, toutes les formes sociales ne sont pas égales, certaines pèsent plus lourd que d'autres dans la transformation sociale. En effet, Castoriadis ne fait pas de discrimination entre les diverses formes créées dans l'imaginaire social tandis que Godelier (1984, p. 171) observe que les rapports sociaux – qui incluent aussi une part d'idéal – ne sont pas égaux, ils sont *hiérarchisés* dépendamment de leur fonction dans une société, c'est-à-dire de leur position dans le procès de production et reproduction sociale. En bref, certains sont plus dominants⁷¹ ou déterminants que d'autres.

LES RAPPORTS DE PRODUCTION COMME SITE DE L'EFFECTIVITÉ

Les rapports sociaux de production sont dominants

L'autre terme que nous devons explorer est l'*effectivité*, soit la capacité d'agir sur l'organisation de la production et donc sur les *rapports de production*. Nous revenons à Godelier qui soulignait l'importance des représentations partagées dans les rapports sociaux qui « *font faire* ». Mais tous les rapports sociaux n'ont pas la même importance et celle-ci varie selon les sociétés et leurs fonctions, c'est ce que nous avons nommé plus haut, la *hiérarchisation* des rapports sociaux. Godelier veut ainsi tenter d'expliquer la raison pour laquelle un rapport, plutôt qu'un autre, devient « dominant », nous dirions même *déterminant*. La thèse qu'il défend dans *L'idéal et le matériel* est la suivante : « des rapports sociaux dominant lorsqu'ils fonctionnent en même temps comme rapports sociaux *de production*, comme cadre et support social du procès matériel d'appropriation de la

⁷¹ Il est à noter que Castoriadis fait le même constat que Godelier à propos de « l'importance fondamentale de l'enseignement de Marx concernant la relation profonde qui unit la production et le reste de la vie d'une société » (Castoriadis 1975, p. 26). Mais Godelier pousse plus loin la réflexion dans ses travaux et émet l'hypothèse du lien du « rapport de production » avec la domination, un aspect que Castoriadis n'a pas saisi. Castoriadis conclut même sur « l'impossibilité de comprendre les origines des classes » (*ibid.*, p. 217) sans que cela ne l'empêche pour autant de vouloir comprendre et de combattre « la contingence, la pauvreté, l'insignifiance de ce « signifiant » des sociétés historiques qu'est la division en maîtres et esclaves, en dominants et dominés » (*ibid.*).

nature » (Godelier 1984, p. 32, souligné par l'auteur). Voici la définition que Godelier nous donne de ces rapports :

Par « fonctionner comme rapports sociaux de production », nous entendons : assumer les fonctions de déterminer l'accès et le contrôle des moyens de production et du produit social pour les groupes et les individus qui composent un type déterminé de société et d'organiser le procès de production, ainsi que celui de distribution des produits. (*ibid.*, p. 45)

On retrouve ici l'hypothèse centrale de Marx quant au rôle *déterminant* des structures économiques (ou de production) dans la logique de fonctionnement et d'évolution de divers types de sociétés. La nuance qu'apporte Godelier est de voir une certaine relation dynamique (la hiérarchisation) entre différents ordres de rapports et la fonction qu'ils occupent dans une société.

L'imaginaire portant sur les rapports de production

Godelier souligne le rôle décisif de l'imaginaire⁷² – des représentations partagées – dans l'appropriation des moyens de production et donc des rapports qui en découlent, pour lui,

le contrôle monopolistique des moyens de production par une classe [...] n'est possible que si ces minorités s'arrogent auparavant le contrôle des *conditions imaginaires* de reproduction de l'univers et de la vie grâce à leur monopolisation des moyens de destruction et de communication [...], persuadant le plus grand nombre du bien-fondé à leur procurer des biens et des services matériels en échange d'une garantie de vitalité [...] et [de] prospérité. (Berger 2016, pp. 83-84, nous soulignons)

C'est donc l'aspect imaginaire ou, plus précisément, idéal pour reprendre le terme godelien, qui rend possible cette acceptation de rapports sociaux inégaux. En d'autres mots, selon Godelier, il faut *plus* que seulement le déterminisme de l'infrastructure matérielle pour le « passage du possible au réel » et c'est pourquoi il insiste sur l'importance de l'imagination (il parle de la

⁷² Par exemple, dans une entrevue lors d'un colloque d'anthropologie en Finlande en 2008 (Ahonen et Pietilä 2008), Godelier met l'accent sur l'imaginaire et la créativité humaine dans les rapports sociaux, se rapprochant ainsi de la conception castoriadienne de l'imaginaire comme « création ».

« métacognition⁷³ ») pour légitimer ou encore subvertir l'organisation des rapports sociaux (Berger 2016, p. 91). Cette idée originale de Godelier mérite notre attention, soit la centralité de l'imaginaire dans les rapports sociaux de production. Nous soutenons que ce soit bien à cet endroit précis que la transformation de la société doit débiter, il faut cibler en priorité l'imaginaire des rapports de production. En termes clairs, l'importance de souligner les rapports sociaux de production et pourquoi ils sont essentiels pour la décroissance est, comme l'a remarqué Marx, qu'ils sont déterminants (ou dominants chez Godelier), ils sont au cœur de la logique de fonctionnement de la société. Dans le cas du capitalisme, contrôler la production sociale permet à ceux qui la détiennent de *décider* quoi produire, à quelles conditions, pour qui, etc. et donc de maintenir un rapport de force déterminant dans les rapports sociaux de production. Un rapport qui est continuellement renforcé par nos institutions politiques, économiques et juridiques. Godelier nous dit que l'imaginaire social qui est partagé permet la diffusion de cette compréhension commune du fonctionnement de la production, tant pour ceux qui dominent que pour ceux et celles qui sont assujetti-e-s. Donc, pour transformer la société, il faut agir à cet endroit précis où se jouent les rapports de production.

Le site de l'effectivité

On comprend maintenant en quoi consiste l'*effectivité*, c'est le lieu de l'organisation de la production. Celui qui contrôle la production sociale domine les rapports de production. On dit de ces derniers qu'ils sont déterminants, qu'ils « dominant » les autres rapports sociaux selon la hiérarchie godelienne. Compte tenu de l'importance cruciale du rôle des rapports de production dans un imaginaire de la décroissance, nous en ferons d'ailleurs notre premier critère d'effectivité. Pour

⁷³ Berger explique la métacognition chez Godelier en citant les travaux de Metcalfe et Shimamura (1994) : « Celle-ci consiste pour l'essentiel à connaître et contrôler le bon déroulement de la cognition pour mieux évaluer et ajuster ses apprentissages et ses résultats. » (Berger 2016, pp. 91-92)

transformer la société, la force créatrice de l'imaginaire doit pouvoir agir sur les rapports de production de la société. Il faut pouvoir affecter non seulement le site de la production sociale, mais aussi, et surtout, les conditions imaginaires qui entourent ces rapports de production.

Démocratie et autonomie

Cependant, renverser la domination des rapports de production en régime capitaliste ne veut pas dire les remplacer par d'autres. Loin de vouloir établir un nouveau régime dominant, nous soutenons, au contraire, que pour engendrer des rapports sociaux exempts de domination, une reconquête démocratique de la production sociale est nécessaire. Avec ses principes démocratiques (voir les définitions de la décroissance du chapitre précédent), c'est exactement le genre de rapports verticalisant que la décroissance veut combattre afin d'horizontaliser le plus possible nos rapports sociaux. Par exemple, les rapports de production sont encore largement le fait de l'entreprise privée, organisée hiérarchiquement; changer ce rapport signifie changer la forme qui organise la production comme on peut le retrouver dans le monde autogéré ou coopératif. Ce principe fondamental de démocratie, au cœur de la décroissance, fera partie de nos critères d'effectivité. En effet, comme nous avons vu au chapitre précédent, plusieurs auteurs se réclament de la démocratie comme un des principes fondamentaux orientant le mouvement décroissanciste. Parique le met carrément dans sa définition de la décroissance. Hickel et Saito veulent rendre la production horizontale et démocratique. Même Latouche désire une démocratie plus accessible et locale – dans de petites *polities* – afin de pouvoir participer plus facilement au processus décisionnel. Mais qu'entendons-nous par démocratie et pourquoi est-ce important pour la décroissance ? On entend par *démocratie* ou *démocratisation* une pratique qui rende les rapports sociaux le plus horizontal possible et qui permette de mieux « décider ensemble », pour reprendre les propos d'Abraham, dans un souci d'inclusion et de participation étendue telle que conçue par la démocratie directe ou

participative, sans toutefois se restreindre à une forme spécifique. L'objectif est d'établir un processus décisionnel horizontal et non pas simplement se contenter d'une « démocratie représentative » comme il est coutume de trouver dans nos sociétés occidentales modernes. Cette reprise de contrôle démocratique donne l'espace nécessaire afin de mettre en branle l'autonomie voulue par la décroissance et résonne avec le constat de Castoriadis que « la politique est *le* projet d'autonomie ». Cette reprise démocratique permet donc l'auto-institution, l'auto-crédation désirée par la décroissance. D'ailleurs, il faut mentionner que dans notre définition de la décroissance, nous avons placé le principe de démocratie au premier plan pour en souligner son importance capitale.

*

Pour résumer, partant de l'hypothèse de départ de Marx, soit du rôle *déterminant* des structures économiques (ou de production) dans la logique de fonctionnement et d'évolution d'une société, mais en mettant l'accent sur l'aspect imaginaire, ou idéal, de la monopolisation de la production sociale et des rapports qui en découlent, nous atteignons le site de l'effectivité. Ce constat nous permet de porter notre attention à un endroit spécifique de l'imaginaire social, le lieu de la production sociale. Et c'est pourquoi nous proposons, telle que promue par la décroissance, une reconquête démocratique de cette production.

IMAGINAIRE EFFECTIF

Nous avons établi que les rapports de production sont déterminants (par rapport à d'autres rapports sociaux) – cette dernière notion est le point central de la pensée de Marx – ce qui est nouveau ici, c'est l'importance de l'imaginaire entourant ces rapports, un imaginaire social avec un partage des mêmes représentations ou des mêmes significations imaginaires sociales. Nous savons que l'imaginaire n'est pas que de l'irréel ou du fantasme, il se conçoit aussi comme force créatrice, une force qui ne devient effective, et c'est notre thèse, que lorsqu'elle s'organise autour des

rapports de production. L'*imaginaire effectif* met au centre du projet, et les rapports de production, et les conditions imaginaires entourant ces rapports. En somme, l'*imaginaire effectif* est un *imaginaire* qui peut s'actualiser en s'appuyant sur un imaginaire radical, un fait de la pensée, qui puisse créer, en ayant au centre de sa préoccupation les rapports de production de la société, le site de l'*effectivité*. En bref, la thèse que nous défendons est la suivante : pour devenir réelle, donc être transformatrice et d'avoir des effets sensibles et durables, la décroissance doit se déployer selon le cadre de l'*imaginaire effectif*, c'est-à-dire de l'imaginaire qui affecte les rapports de production.

ENTREVOIR LA DÉCROISSANCE PAR LA PERSPECTIVE TRANSFORMATRICE DE L'IMAGINAIRE EFFECTIF

Penser la décroissance en termes d'*imaginaire effectif* nous permet de l'aborder d'une façon unique en essayant de saisir son potentiel créateur et transformateur; c'est-à-dire en l'approchant selon deux angles principaux; d'une part, du point de vue de l'imaginaire créateur et des idées et, d'autre part, du point de vue des rapports de production au cœur de la production sociale, et donc transformateur. Mais que signifie d'« entrevoir la décroissance par la perspective de l'imaginaire effectif » ? Pour répondre à la question, il faut situer le courant de la décroissance dans l'imaginaire social dominant et reconnaître que la décroissance reste très marginale dans nos sociétés. Aucune nation ne se réclame ouvertement décroissante ou aucun pays n'a fermé ses frontières pour mettre en œuvre le projet de la décroissance. Alors, comment la rendre réelle ? Il faut faire travailler l'imaginaire (créateur) directement sur les rapports de production. Mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

L'imaginaire social : entre hétéronomie et autonomie

D'abord, il faut changer notre regard, notre perspective. Ce nouveau regard est ce qu'on nomme l'*autonomie* et celle-ci ne peut s'atteindre qu'en adoptant un regard réflexif sur soi, sur sa société. Une fois que cette prise de conscience lucide sur soi-même est atteinte, il est possible d'imaginer

d'autres futurs alternatifs. Cependant, comme nous avons vu, la plupart des sociétés, incluant nos sociétés occidentales modernes et capitalistes, sont caractérisées par l'hétéronomie et la pensée héritée de nos coutumes, de nos croyances, de nos cultures. Nous illustrons (*cf.* Figure 1) cette opposition sur un axe, l'*axe de l'imaginaire social*, ayant pour extrémités l'*hétéronomie pure* d'un côté, et l'*autonomie pure* de l'autre. Évidemment, il n'y a jamais de sociétés qui restent complètement enfermées dans leur hétéronomie et, bien entendu, l'on ne remet pas en question à tous les jours nos dogmes, nos croyances, ou simplement nos normes ou notre culture. Cette tension est exprimée entre ce qui est déjà-là, hérité, comme l'*institué*, et ce qui change, le devenir, comme l'*instituant*. La fonction de l'imaginaire radical (et créateur) a pour but de nous faire se déplacer sur cet axe entre ces deux pôles, de l'*institué/hétéronomie* à l'*instituant/autonomie*. Une société aspirant à l'autonomie – comme le projet décroissanciste porté par les tenants de la décroissance – voudra reconnaître que ses us et coutumes ne sont en fait que du construit, et qu'une pratique autonome, consciente, fondée sur l'imaginaire radical, puisse la transformer.

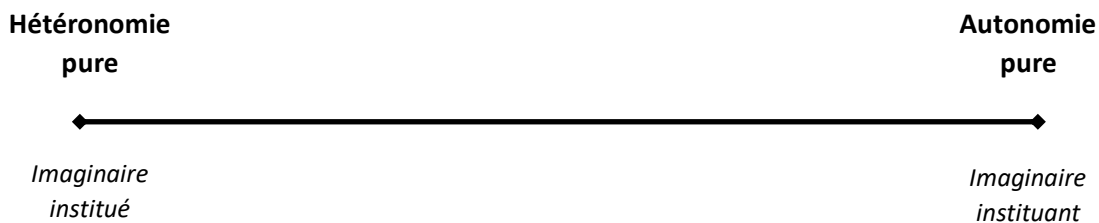


Figure 1 : L'axe de l'imaginaire social

Concrètement, cela signifie une remise en question radicale de nos institutions, de nos habitudes, de nos cultures, de nos croyances, de notre vocabulaire, de notre système économique, de nos façons de produire et consommer, etc. C'est un changement de regard radical auquel la décroissance nous invite. Et ce déplacement sur l'axe de l'imaginaire social nous permet justement d'aller

voir ailleurs, de chercher de nouvelles façons de faire, de nous demander une ouverture d'esprit sur d'autres formes sociales qui puissent exister en accord avec la décroissance.

Critères d'effectivité d'un imaginaire social de la décroissance

Cependant, cette quête de nouvelles formes ne doit pas se faire n'importe comment. Il s'agit ensuite de faire *travailler* notre imaginaire, de créer, afin d'opérer la transformation de la décroissance. Pour poursuivre l'idéal de la décroissance, il faut que ce travail sur l'imaginaire soit *effectif*, qu'il applique la force créatrice de l'imaginaire au site de l'effectivité, où la production sociale prend place. Pour ce faire, nous avons élaboré une série de critères d'effectivité de transformation sociale propres à la décroissance qui permettent une appréciation du potentiel transformateur d'une idée ou d'une pratique décroissanciste, par exemple.

Critère 1 – Agir sur les rapports de production : Il faut, en premier lieu, porter notre regard au site de l'effectivité, celui de la production sociale, où qu'elle soit. Ce critère évalue donc la capacité d'agir sur les rapports de production. La transformation sociale doit débiter ici puisque ces rapports sont déterminants dans la logique de fonctionnement d'une société. En effet, on veut être en mesure de changer le rapport de force entourant la production. Cela signifie de se questionner, par exemple, sur les moyens de production, qui en sont les propriétaires, qui dominent les relations ? Est-ce une entreprise privée, une agence gouvernementale (entreprise étatique), un OBNL, etc. Quelles sont les formes qui organisent la production, le travail ? Hiérarchiques et autoritaires ou autres ? Comment les moyens de production (les outils, les technologies, les matières premières, l'énergie, etc.) sont-ils mobilisés, avec quelles modalités d'utilisation ? Est-ce un usage exclusif sous le couvert de la propriété intellectuelle ? Toutes ces questions – elles ne sont qu'un échantillon – participent à mieux identifier les liens avec les rapports de production. La décroissance doit

impérativement les affecter : c'est le site de l'effectivité. Il n'y aura pas de transformation sensible et durable si ces rapports ne sont pas remis en cause et transformés selon la décroissance.

Critère 2 – La démocratie : S'attaquer aux rapports de production et renverser le rapport de force, celui de la domination, ne veut pas dire de le remplacer par un autre, et c'est dans cet état d'esprit que nous posons le second critère, celui de la démocratie. Le principe démocratique vise à rendre les rapports sociaux le plus horizontal possible. L'idée derrière ce critère est de reconnaître l'importance d'établir un processus décisionnel horizontal afin de créer l'espace nécessaire à la réalisation de l'autonomie voulue par la décroissance. Et comme cette dernière veut agir directement au site de la production, site hautement contesté puisqu'il est réputé « déterminant », il faut *impérativement* y injecter les principes démocratiques en son cœur, c'est une condition *nécessaire* pour réussir la décroissance. En effet, on veut assurer, avant tout, la pérennité de la société, et un processus à caractère radicalement démocratique est le seul qui puisse espérer atteindre le bien commun, la justice sociale et l'équité. Il s'agit, somme toute, d'une reconquête démocratique de la production sociale.

Critère 3 – L'institution : Le troisième critère concerne l'« institution », c'est-à-dire la capacité ou la propension à s'instituer, d'un imaginaire ou d'une pratique, à prendre une forme qui soit institutionnelle, légale, coutumière ou encore normative dans la société. Toute nouvelle « forme » sociale, c'est-à-dire qui prend forme dans le corps social, doit nécessairement *s'instituer*. Ce critère porte une attention particulière au potentiel d'institution, au sens large, de nouvelles pratiques et idées, et non de l'institution comme un établissement ou bien comme une instance gouvernementale. Ce souci de l'institution est important puisqu'il nous force à porter une attention particulière à la manière qu'une nouvelle forme sociale puisse prendre pied dans une société. Pour ce faire, nous retenons deux niveaux d'institution, et donc de potentiel de transformation de la société. En

effet, comme nous avons vu au chapitre précédent, Kallis a retenu le schème gramscien de l'État intégral, incluant la « société civile » et la « société politique » reconnaissant ainsi la forme actuelle de nos sociétés occidentales modernes qui séparent les sphères civile et politique. Nous les reprenons ici et subdivisons donc ce critère en deux sous-critères.

Critère 3a – L'institution par la « société civile » : Ce sous-critère nous rappelle que le changement s'effectue *par le bas* dans les mouvements populaires ou associatifs – la société civile – où le sens commun est redéfini, où du nouveau vocabulaire apparaît, où une nouvelle culture naît. Ce sont les nouvelles pratiques et idées qui participent à construire une nouvelle trame narrative contre-hégémonique.

Critère 3b – L'institution par la « société politique » : Ce sous-critère nous rappelle cependant que le changement s'effectue aussi *d'en haut*. En effet, le changement de culture (critère 3a) n'est pas suffisant, les institutions – la société politique – dans le sens traditionnel (politiques, économiques, juridiques) doivent aussi changer et c'est pourquoi nous devons porter notre attention à la sphère politique en investissant ces lieux telles les institutions (comme établissements) elles-mêmes ou en affectant les politiques publiques des diverses instances gouvernementales.

Critère 4 – Le test de valeur de vérité et de cohérence : Le dernier critère est celui que nous appelons le « test de valeur de vérité et de cohérence ». La question de valeur de vérité est primordiale à l'action. En effet, avoir le sentiment de croire en quelque chose ayant valeur de vérité, ou tout simplement qui semble *vrai*, est le moteur de l'action car la personne qui agit détient un cadre motivationnel suffisant pour accomplir son action. Autrement dit, la légitimité (ou non) d'une idée (ou autre forme sociale telle un rapport social) réside dans le fait que celle-ci ait le potentiel d'*expliquer* l'ordre ambiant et permette d'*agir efficacement* sur cet ordre. Il sera question d'évaluer si

une pratique ou un imaginaire a du sens et permet d’agir efficacement, ou si, au contraire, ce cadre motivationnel est incomplet ou inexistant. Il est à noter que l’on n’entend pas cette *vérité* comme une catégorie normative – la *vraie* vérité – mais bien comme une catégorie sociologique rendant compte du fait que pour agir, les individus doivent être convaincus que leur action sera efficace.

En plus de la vérité explicative, on veut de la cohérence car elle représente une certaine unité, ou cohérence, entre les significations imaginaires sociales. On regarde aussi la cohérence entre l’« institué » (ce qui existe déjà) et l’« instituant » (ce qui est proposé, le changement) afin de pouvoir tracer une certaine continuité entre les pratiques ou les imaginaires proposés et ceux déjà existants. Le test de cohérence que nous proposons est aussi une catégorie sociologique.

Ces deux « tests » sont complémentaires car, comme nous le verrons au prochain chapitre, ils vont souvent ensemble et permettent de mieux saisir certains aspects des formes sociales. En d’autres mots, le souci de valeur de vérité et de cohérence nous pousse à nous interroger sur la manière de proposer la décroissance pour qu’elle résonne avec la culture, les croyances, les valeurs et les habitudes des individus, facilitant ainsi son institution dans le corps social.

*

En somme, notre proposition est la suivante : afin de rendre réelle la décroissance – telle que théorisée par le courant de la décroissance – il faut la mettre en œuvre par le prisme de l’*imaginaire effectif*, un imaginaire créateur et transformateur qui imagine la production sociale *autrement*. On allie ainsi imaginaire (création et créativité) et effectivité (site de la production, rapports de production) selon les principes de la décroissance.

CONCLUSION

Nous avons établi que l’imaginaire n’est pas que simple fantasmatisation et qu’il est plutôt au fondement même de notre pensée, un acte de pensée créateur. C’est pourquoi nous posons

l'*imaginaire* comme *création*. Cette création, pour être *effective* – c'est-à-dire pour être capable de transformer la société et d'avoir des effets sensibles et durables – doit pouvoir s'appliquer au site de l'effectivité, celui des rapports de production. Mais comme ces rapports sont aussi établis dans notre pensée, l'*imaginaire* entourant *ces rapports de production* est d'une importance capitale, c'est le *site de l'effectivité*. L'*imaginaire effectif* est l'*imaginaire créateur* qui agit sur les *rapports de production*.

* *

Ce qui nous attend au cours des trois prochains chapitres, c'est une mise en œuvre de la perspective transformatrice de l'*imaginaire effectif* de la décroissance. Dans le chapitre III, nous reviendrons plus en détails sur quelques-unes des propositions théoriques décroissancistes proposées par les théoriciens de la décroissance afin de les appréhender par le prisme de l'*imaginaire effectif*. Au chapitre IV, nous effectuerons un exercice similaire mais, cette fois, avec des pratiques décroissancistes. Enfin, au chapitre V, nous présenterons notre proposition centrale de décroissance à partir de l'*imaginaire effectif*.

* *
*

Chapitre III – L’effectivité des théories décroissancistes

Ce chapitre a pour objectif d’analyser les théories décroissancistes à la lumière de l’*imaginaire effectif* de la décroissance tel que défini au chapitre précédent. Pour ce faire, nous reviendrons aux cinq auteurs principaux – Timothée Parrique, Jason Hickel, Kohei Saito, Serge Latouche et Giorgos Kallis – qui nous ont servi à établir le paysage de la décroissance et analyserons leurs théories respectives de la décroissance. Nous porterons d’abord notre regard sur l’*imaginaire social* offert par chacun de ces théoriciens tel que nous le comprenons et évaluerons la « radicalité » de leur proposition, c’est-à-dire que nous le situerons entre *hétéronomie* et *autonomie* sur l’axe de l’*imaginaire social* (cf. Figure 1) afin d’en apprécier l’autonomie et le potentiel de *création*. Puis, nous utiliserons les critères d’effectivité illustrés sur une échelle et porterons un regard critique sur l’*effectivité* potentielle de rendre la décroissance réelle de chaque proposition. Par exemple, pour le critère 1 (« agir sur les rapports de production »), on évaluera en quoi ou dans quelle mesure l’*imaginaire* proposé agit ou non sur les rapports de production. Ce regard critique sur les propositions décroissancistes nous permettra d’approfondir la pensée de chaque auteur et de réfléchir avec eux sur comment rendre la décroissance réelle.

LE CHOIX

La proposition décroissanciste qui ressort de la pensée de Parrique est celle du « choix ». Ce qui est important chez lui, c’est de faire le *bon* choix en accord avec le principe que notre monde est fini, et non infini. Il faut agir en conséquence. Son diagnostic : notre manque d’imagination, qu’il compare à un muscle « atrophié » (Parrique 2022, p. 272). C’est pourquoi, selon nous, il s’agit de démontrer, avec moult arguments, l’impossibilité du « découplage » et de la croissance verte (Parrique *et al.* 2019). C’est la raison pour laquelle nous devons changer de trajectoire de façon urgente. Cette bifurcation représente un choix, celui, en premier lieu, de diminuer

drastiquement notre production et notre consommation afin de réduire nos empreintes sur le monde physique. La décroissance est, pour lui, *la* solution au problème. Elle est cependant mal comprise et comporte trois grandes déficiences selon Parrique : une définition imprécise, la faiblesse des prescriptions en termes de politiques publiques, et l'absence de scénarios de transition entre l'état actuel et celui désiré (Parrique 2019, p. 6). C'est pourquoi, à notre avis, il met beaucoup d'énergie, dans ses écrits, à clarifier cette définition, d'abord dans sa thèse doctorale (Parrique 2019), puis dans son livre *Ralentir ou périr* (Parrique 2022), et enfin dans un article récent (Parrique 2025). Il scinde même la décroissance en deux étapes : la décroissance, d'abord – le trajet –, puis, la post-croissance, enfin – la destination –, afin de bien distinguer les caractéristiques propres à chaque moment (Parrique 2022).

Sur l'axe de l'imaginaire social, on pourrait dire que la pensée de Parrique penche plutôt du côté de l'*hétéronomie* (cf. Figure 2), en ce sens qu'il utilise, à la façon d'un économiste traditionnel, les outils à sa disposition ainsi que le langage actuel de l'économie et ses catégories usuelles – le travail (salarié), le salaire (minimum ou maximum), les couches et classes sociales – pour analyser et critiquer la position dominante de la croissance (économique) et du capitalisme, mais aussi dans ses solutions qu'il propose. Sa pensée fait appel à notre capacité de raisonner et donc à faire le *bon* choix. Il y a dans cette idée du choix, l'ouverture qu'un nouvel horizon de possibilités existe. Toutefois, devant cette vaste étendue de possibles, il pourrait sembler vertigineux de faire, justement, un choix. Par où commencer ? Parrique nous offre bien, comme dans son éditorial de la revue *Socialter*, quelques pistes de départ, c'est-à-dire de « cibler en priorité les biens et services à forte intensité écologique » comme tout ce qui pollue, tels que les voitures, la viande bovine, l'extraction minière ou encore les vols en avion (Parrique 2024, § 18). Pour lui, cette réduction drastique relève du cas par cas, dépendamment de spécificités d'un territoire donné et d'une société

donnée. Il mentionne que les ménages aisés ont plus d'efforts à faire que ceux de la classe moyenne et des ménages modestes. Cependant, il admet, et c'est ici qu'on atteint la limite de sa proposition, que « la question la plus épineuse de toutes » (*ibid.*, § 25) est celle de l'« organisation » de cette décroissance qui relève *du* politique. On sait le *quoi* (la réduction), mais pas le *comment* (l'organisation).

Maintenant, en ce qui a trait aux critères d'effectivité (*cf.* Figure 3), nous allons les traiter un par un et offrir une analyse permettant d'apprécier le potentiel d'effectivité de l'imaginaire du *choix*. La pensée de Parrique, celle d'une analyse fine et poussée de l'économie politique du capitalisme et de la croissance, agit au cœur des rapports de production. Cependant, bien qu'on sache le *quoi* réduire et par *qui*, on ne s'attarde guère au *comment*. Parrique nous dit que les riches devront faire un plus grand effort, soit. Ce rapport économique historique – riche versus pauvre – n'est pas questionné, cet « effort » de générosité (soit de demander aux riches de partager plus ou de se restreindre) sera toujours à refaire dans le futur. Et pour effectuer la réduction d'échelle requise par la décroissance, il faut couper, selon Parrique, des secteurs entiers de l'économie (par exemples, les industries automobile, bovine, de l'aviation...), mais les remplacer par quoi ? Parrique laisse ouverte cette « organisation » (le *comment*) et ne questionne pas la façon dont la production – qui doit être diminuée – est (ré)organisée. Pour nous, cette position réduit sensiblement l'effet sur les *rapports de production* (critère 1). Il nous semble qu'au *test de valeur de vérité* et de *cohérence* (critère 4), l'imaginaire proposé contient trop de problèmes non résolus, pour faire la transition. Si, d'une part, le choix (par exemple, de réduire ces industries) peut sembler évident, donc *vrai* (pour certain-e-s), il reste beaucoup (trop) d'éléments non résolus sur *comment* l'économie serait réaménagée pour s'adapter à ces changements drastiques (un certain manque de cohérence). Pour ce qui est de l'*institution* (critère 3), Parrique propose simplement, et c'est implicite

dans sa pensée, de partir des institutions existantes afin de les réformer. Donc, on part de ce qui existe déjà et on fait la transition, ce qui nous fait dire que la proposition de Parrique s'affaire plutôt à effectuer des changements dans la sphère d'institution de la « société politique » (3b). Cependant, au niveau de l'institution dans la « société civile » (critère 3a), Parrique n'offre pas ou peu de considération concernant un changement de vocabulaire ou de culture, à part peut-être sa suggestion de « coopérativiser » les entreprises privées (Parrique et Panicha 2021; Parrique 2023), ce qui est un pas dans la bonne direction. Enfin, pour le critère de *démocratie* (critère 2), on ne réinvente pas la roue chez Parrique, les institutions existent, le parlement existe, il faut simplement mieux s'« organiser ». Parrique parle de son point de vue français, où il vit dans un système de démocratie représentative. Bien qu'il s'agisse d'un régime démocratique et représentatif, ce n'est pas nécessairement le processus le plus démocratique dans le sens que nous entendons, soit d'adopter des pratiques plus inclusives qui permettent de mieux décider ensemble comme la démocratie directe ou participative. On se situe plutôt dans un projet de réforme.

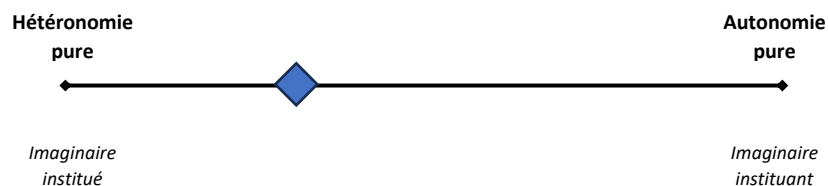


Figure 2 : L'imaginaire social du choix

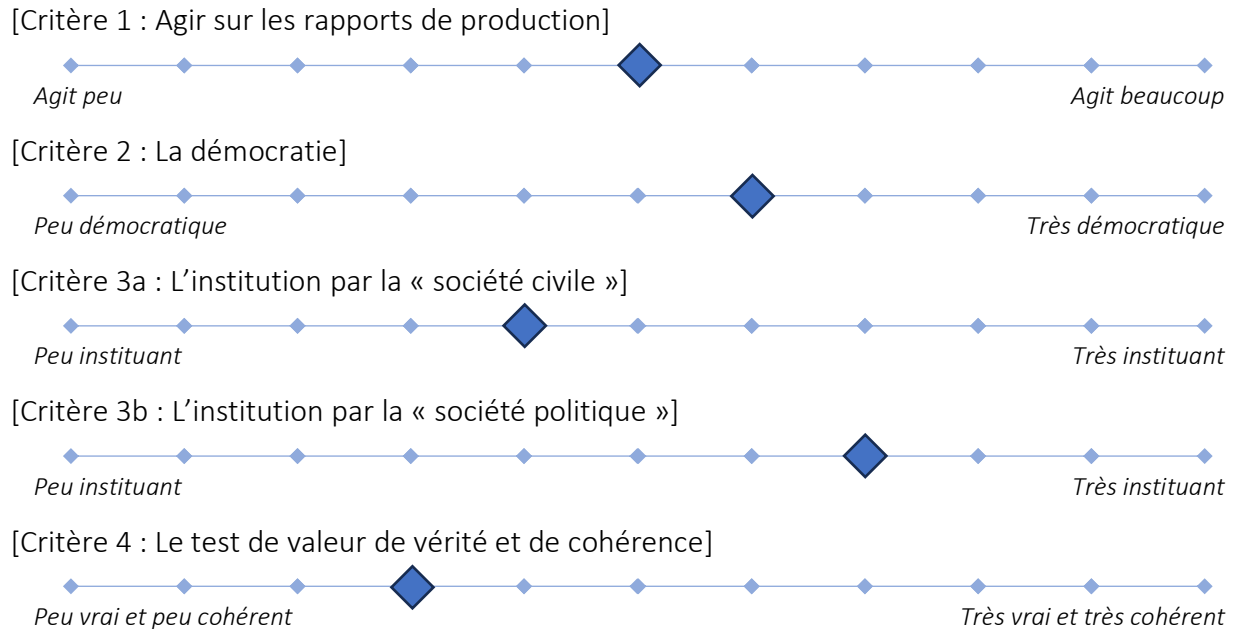


Figure 3 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social du choix

La pensée de Parrique, que nous qualifions d'« imaginaire du choix », est riche d'enseignement avec une analyse fine de l'économie politique (plutôt économique, et moins politique). Cependant, toute la question *du* politique reste une « question épineuse » à résoudre alors que les remèdes économiques sont connus. Donc, comment « réencaster », pour utiliser un terme polanyien, l'économique dans le politique nous demanderions-nous ? La proposition de Parrique nous semble plutôt motivée par un changement d'*en haut*, tel que décrit par Kallis, mais sans changement de valeurs ou de culture. Il nous semble que ces réformes soient difficiles à digérer, et spécialement pour ceux et celles qui n'ont pas fait ce chemin de réflexion (et aussi, surtout, pour ceux qui dominent les rapports de production). Notre critique rejoint quelque peu celle d'Anne Querrien pour qui des questions non-résolues subsistent dans la proposition de Parrique. « Comment passe-t-on de la gouvernance actuelle de la société à une gouvernance promouvant ces nouvelles valeurs ? Mystère. » (2023, p. 181) « Comment viendrait au pouvoir un gouvernement qui réaliserait cette transformation ? Comment la richesse serait redistribuée dans toute la société ? » (*ibid.*, p. 182) En

d'autres mots, elle se demande, en l'état actuel des choses, toutes ces propositions sont fantastiques et nécessaires, mais pourquoi diantre personne ne les met en œuvre ?

En somme, la force de Parrique est sa recension exhaustive du courant de la décroissance et son diagnostic *économique* de notre système actuel de production et de consommation. Afin de « muscler » notre imaginaire, comme le désire Parrique, nous pensons qu'il devrait intégrer ses propositions d'utopies de post-croissance à celle de décroissance afin de faire *travailler* l'imaginaire dès à présent. Cela offrirait l'avantage d'augmenter l'autonomie sur l'axe de l'imaginaire social, tout en renforçant la valeur de vérité et la cohérence des propositions décroissancistes se référant à un imaginaire (utopique) donnant un (nouveau) sens à tout cela et permettrait son « institution » dans la « société civile ». Jason Hickel, comme nous le verrons dans la prochaine section, suit, lui aussi, la voie de l'économiste, mais emprunte un chemin totalement différent de celui de Parrique.

RENDRE JUSTICE

« What is required is justice. » (Hickel 2021a, p. 2) C'est ainsi que Hickel conclut son article « The anti-colonial politics of degrowth ». Plus spécifiquement, il ajoute que « in the face of ecological breakdown, solidarity with the South requires degrowth in the North » (*ibid.*). Pour lui, la décroissance peut être interprétée comme un processus de justice, et c'est la lentille qui nous permet de comprendre cette conception de la décroissance. Selon Hickel, la justice est même l'« antidote » à l'impératif de croissance et la « clé » pour résoudre la crise climatique (2020, p. 186). De prime abord, il peut sembler difficile de saisir l'unité de sa pensée puisqu'il nous offre des pistes de réflexion allant dans de multiples directions. En effet, on a l'impression, à mi-chemin de son livre *Less is More*, qu'on se dirige vers une proposition de la décroissance demandant un changement radical d'imaginaire social digne d'une société post-capitaliste, puisqu'il nous présente les imaginaires de diverses sociétés passées et présentes, telles les cultures animistes ou

encore l'évolution de la pensée occidentale, réfléchissant ainsi à la manière dont l'imaginaire façonne nos sociétés. Hickel ajoute que pendant cinq cents ans, « capitalist growth has been a process of enclosure and dispossession. Degrowth represents a reversal of this process. It represents release. It represents an opportunity for healing, recovery and repair. » (*ibid.*, p. 251) C'est la raison pour laquelle Hickel pose la décroissance aussi comme un « processus de décolonisation ». On remarque, en effet, tout au long de son parcours, dans ses écrits⁷⁴ et ses implications⁷⁵ académiques et professionnelles, cette notion de justice et d'équité, ce qui tend à confirmer notre interprétation que la décroissance est, pour lui, un processus de justice. En bref, pour Hickel, la décroissance est plus qu'une simple réduction de la production et de la consommation à des niveaux soutenables, elle signifie *surtout* la justice, soit une réduction des iniquités (entre les individus) ainsi qu'une réparation des torts passés et en cours (c'est-à-dire les processus de colonisation des pays du Sud, de leurs ressources naturelles et de leur travail). Étant anthropologue et économiste, Hickel semble choisir sa seconde profession pour opérationnaliser sa proposition de décroissance, qu'il qualifie de « frein d'urgence ». Selon nous, c'est pour lui sa façon de « réparer », de « rendre justice » aux peuples opprimés et au monde non-humain (Hickel utilise l'expression du monde « plus qu'humain ») exploités et pollués par nos pratiques capitalistiques. Et c'est ce qui explique, à notre avis, la raison pour laquelle Hickel insiste principalement sur l'adoption de politiques structurantes comme plan de transition et de réparation. En ce sens, la pensée de Hickel, tout comme celle de Parrique, penche plutôt du côté de l'hétéronomie (cf. Figure 4) même si Hickel, avec sa posture

⁷⁴ Comme son livre *The Divide: A Brief Guide to Global Inequality and its Solutions* (2017).

⁷⁵ À titre d'exemples, on peut penser à son poste de titulaire de la chaire Arne Næss pour la justice globale et l'environnement à l'Université d'Oslo en 2023, voir < <https://www.sum.uio.no/english/research/networks/arne-naess-programme/arne-naess-chair/> > ou encore pour son rôle sur la *Lancet Commission on Reparations and Redistributive Justice* chapeauté par Harvard en 2019, voir < https://projects.iq.harvard.edu/files/lancet-reparations/files/agenda_lancet_commission_-_dubai_july_2019.pdf > et < <https://ghdcenter.hms.harvard.edu/event/lancet-commission-reparations-and-redistributive-justice>>. (Consultés le 20 février 2025)

d'anthropologue, nous ouvre davantage (que Parrique) sur le potentiel créateur de l'imaginaire. À la façon d'un économiste, il propose d'utiliser les outils à sa disposition et use du langage actuel de l'économie et ses catégories usuelles comme le travail, le revenu, le salaire (maximum), les taxes, et les dettes pour sa proposition d'opérationnaliser la décroissance, toujours dans l'objectif d'apporter réparation ou de rendre justice. Il faut admettre, cependant, qu'il propose des réformes plus *autonomes* que Parrique, comme de démocratiser les entreprises ou l'économie, mais sans toutefois mettre l'accent sur la nécessité d'un nouvel imaginaire post-capitaliste.

Concernant les critères d'effectivité (*cf.* Figure 5), la proposition décroissanciste de Hickel se rapproche, encore une fois, beaucoup de celle de Parrique. En effet, Hickel, en tant qu'économiste, offre une analyse fine du capitalisme; il parle, lui aussi, de l'impossibilité du découplage et de la croissance verte (Hickel 2020; 2021b; Hickel et Kallis 2020). Il propose d'appliquer son « frein d'urgence » (Hickel 2020), un exemple typique de solutions proposées par un économiste misant sur des réformes du système actuel afin de stabiliser l'économie à des niveaux soutenables comme, par exemple, de mettre fin à l'obsolescence programmée (*ibid.*, pp. 207-210) ou bien de réduire toute industrie écologiquement dommageable (*ibid.*, pp. 217-220). Il préconise d'autres mesures, telles les taxes sur les richesses (*ibid.*, p. 227) ou bien l'annulation de dettes (*ibid.*, pp. 235-236) tendant ainsi à réduire les inégalités et afin de poursuivre sa mission de justice. Hickel propose essentiellement une meilleure équité afin de rendre justice tant aux opprimé-e-s qu'aux démunie-e-s, aux absent-e-s (les générations futures), à la nature, et cela demande aux riches et à ceux qui détiennent les moyens politiques de réduire (les industries polluantes), de redistribuer (taxes, annulation de dettes, services de base universels), et aussi d'accueillir dans des processus démocratiques (l'horizontalisation du travail) ceux et celles qui en sont exclu-e-s à l'heure actuelle, donc de partager le pouvoir. La position de Hickel ressemble à celle de Parrique concernant le fait

d'affecter les *rapports de production* (critère 1), puisque les rapports historiques autour de la production ne sont pas systématiquement remis en cause (il faut simplement mieux redistribuer entre les classes actuelles). Cependant, Hickel demande une certaine démocratisation des pratiques de travail, ce qui améliore son score sur ce critère. De plus, les nuances apportées par Hickel – par exemple, sa proposition d'utiliser la théorie monétaire moderne pour financer la transition (Olk, Schneider, et Hickel 2023) ou, encore, son étude montrant que la population mondiale actuelle puisse vivre confortablement avec seulement 30 % des ressources et d'énergie actuellement utilisées (Hickel et Sullivan 2024) – montrent qu'il se questionne sur la manière d'« organiser » cette transition d'un point de vue du *financement* de ces mesures avec le système en place et qu'il soit possible de *réduire* notre production et notre consommation tout en vivant bien. C'est ce qui fait que la pensée proposée par Hickel est susceptible d'acquiescer une plus grande *valeur de vérité* (que celle de Parrique) et a une meilleure *cohérence* (critère 4) en ce qui a trait aux changements demandés et leur possible mise en place. Il propose aussi une démocratisation générale de l'économie (Hickel 2020, p. 247) comme, par exemple, la démocratisation des entreprises privées grâce à des conseils d'administration incluant des travailleurs-euses ou bien l'adoption de la forme des coopératives. Dans un article récent, Hickel (2024) mentionne que notre système économique, notre système de production, n'est pas démocratique et que c'est le prochain secteur à démocratiser radicalement et à rendre horizontal afin que ce soient les travailleurs-euses qui décident quoi produire et comment le faire. Cette redistribution et cette démocratisation ont pour effet de favoriser le critère 2, la *démocratie*. Pour ce qui est de l'*institution* (critère 3), les propositions spécifiques de Hickel sont plutôt orientées pour effectuer un changement dans la « société politique » (3b) et moins dans la « société civile » (3a), un peu comme chez Parrique. En effet, son fameux « frein d'urgence » semble indiquer qu'il soit possible, avec les institutions en place – celles de la « société

politique » (critère 3b) –, de procéder à l’implémentation de ces mesures dès à présent. Du côté de l’institution dans la « société civile » (critère 3a), Hickel nous offre cependant une plus grande profondeur que Parrique en misant sur la démocratisation des entreprises et de l’économie. Hickel fait aussi une incursion en anthropologie et, sans faire de propositions culturelles spécifiques, comme chez Kallis, ouvre tout de même une porte sur l’imaginaire social.

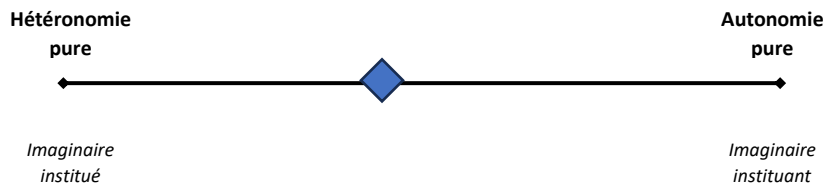


Figure 4 : L’imaginaire social de la justice

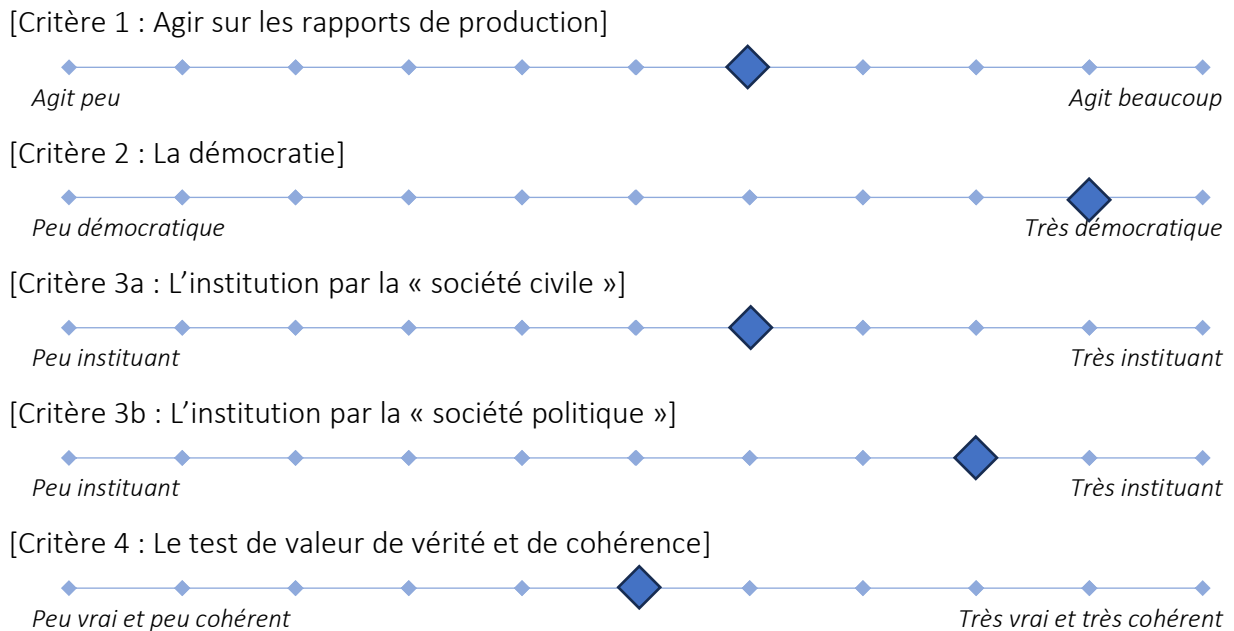


Figure 5 : Critères d’effectivité de l’imaginaire social de la justice

La pensée de Hickel, s’articulant autour d’un « imaginaire de la justice », offre un plus fort potentiel transformateur que celle de Parrique. Il fait de la justice son argument central pour la décroissance, que ce soit une meilleure redistribution (taxe sur les richesses, revenu universel,

annulation de dettes) ou encore comme un processus de décolonisation (de nos esprits, entre le Nord et le Sud, ou de l'atmosphère), la justice et l'équité orientent sa pensée. De plus, il offre un argumentaire étoffé quant à la faisabilité de ses propositions, que ce soit sur la façon de financer la transition ou bien sur la faisabilité d'un point de vue du bien-être matériel, on sent son désir de nous convaincre que tout cela est possible et que ses arguments tiennent la route. Son « frein d'urgence » s'ancre dans les institutions en place pour démarrer la transition auquel il ajoute des initiatives concrètes et horizontales au niveau des travailleurs-euses aidant ainsi à créer un nouveau sens commun autour des rapports de production.

En bref, la force de Hickel est sa vision complète des changements nécessaires pour que la décroissance devienne réelle d'un point de vue économique. On sent qu'il comprend bien le monde économique actuel et ses ressorts économiques. Cependant, pour réaliser son souhait de « changer notre vision du monde », il nous semble que Hickel devrait davantage puiser dans sa formation en anthropologie où il aurait accès à divers modèles de cultures et d'imaginaires sociaux afin d'*imaginer* d'autres futurs possibles. Nous pensons que cela aiderait à favoriser l'autonomie sur l'axe de l'imaginaire social grâce à une nouvelle vision du monde, tout en renforçant la valeur de vérité et la cohérence des propositions décroissancistes, donnant ainsi un sens nouveau et de meilleures chances de s'instituer dans la « société civile ». Kohei Saito, que nous verrons dans la prochaine section, met justement de l'avant cette idée de création, mais cette fois, directement appliquée aux rapports de production.

RÉVOLUTIONNER LE TRAVAIL

Pour ce qui est de l'imaginaire social, la pensée de Saito tend fortement vers l'*autonomie*. (cf. Figure 6). En effet, Saito (2024b) remet en question le fondement même de la nature du travail qui est au cœur de nos rapports de production et il propose carrément de *révolutionner* le travail en

cinq piliers fondamentaux que nous avons vus au premier chapitre. En ce sens, Saito suit l'idée de « création » et propose une pratique autonome du travail. Le développement de la pensée de Saito part de l'appareil théorique de Marx mais est suppléé par le réinvestissement des travaux de Marx au crépuscule de sa vie remettant en question de façon radicale le productivisme et l'eurocentrisme caractéristiques de la pensée typiquement associée à Marx et au courant marxiste en général. En effet, Saito a découvert une sensibilité de ce dernier pour l'écologie priorisant plutôt l'équilibre dans le métabolisme transhistorique du travail – entre l'humain et la nature –, équilibre que Saito a qualifié de « décroissance communiste », c'est-à-dire une vision communale et locale du communisme centré sur les communs et en équilibre métabolique avec son environnement.

En ce qui concerne les critères d'effectivité (*cf.* Figure 7), Saito pose la décroissance comme un communisme à caractère communal et sa principale proposition est de révolutionner le travail, c'est-à-dire d'agir au cœur même des *rapports de production* (critère 1). Le plan proposé par Saito, celui sur le travail et ses cinq piliers, peut sembler avoir une bonne *valeur de vérité* et peut offrir aussi une bonne *cohérence* (critère 4), exemplifié principalement par la pratique des coopératives de travailleurs-euses, pratique qui synthétise la vision de Saito. Transformer le travail salarié en travail coopératif peut se présenter comme une forme acceptable et même désirable (*vraie et cohérente*) du point de vue de celui ou celle qui travaille, spécialement si l'égalité et la démocratie (telle que nous l'entendons) en sont les fondements. En d'autres mots, cette pratique de coopérative pourrait participer à redéfinir durablement la notion de travail et même à transformer la culture, soit l'institution dans la « société civile » (critère 3a). Le projet de Saito en est un qui affecte d'abord les conditions de travail, donc qui a un *sens* pour le ou la travailleur-euse à son niveau. Cependant, ce que nous appelons institution dans la « société politique » (critère 3b) n'est pas

théorisée chez Saito, donc non-applicable⁷⁶ dans notre analyse. En effet, son appareil théorique marxiste ne le permet pas puisque l'infrastructure est présumée transformée par la pratique elle-même – ici le travail coopératif –, cette dernière transforme, en principe, toutes les institutions, comme l'État par exemple. Saito confirme notre compréhension par l'idée que, selon lui, une « masse critique » de « 3,5 % de population mobilisée » soit suffisante pour apporter des « changements majeurs dans la société », y compris les institutions de la « société politique » qui seraient, par conséquent, elles aussi transformées. Cette idée s'appuie sur l'analyse de l'action politique d'Erica Chenoweth (Saito 2024b, pp. 230-234), bien que certains, comme Fitzpatrick, soient critiques de cette approche, « we need mass movements and not revolutionary vanguards to overthrow capital and the state » (2025, p. 6). Au niveau de la *démocratisation* (critère 2), la proposition de Saito en est fortement empreinte simplement par la forme communale de la décroissance qu'il promeut et de la nature du travail coopératif qu'il défend (et c'est même un de ses piliers), soit une horizontalisation radicale des rapports de production, un peu comme nous l'avons vu chez Hickel.

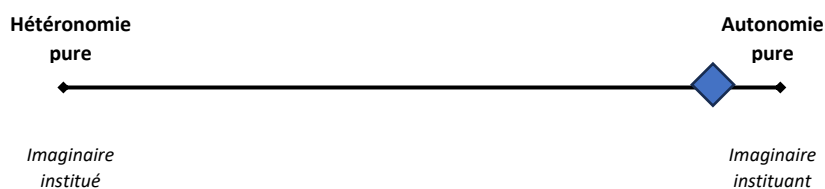


Figure 6 : L'imaginaire social de la révolution du travail

⁷⁶ Cette difficulté qui nous pousse *hors* de notre cadre d'analyse nous permet de réfléchir à la possibilité que le projet de décroissance, qui en est un d'autonomie et de démocratie, rende caduque cette distinction que nous faisons et qui est, somme toute, artificielle (comme l'avait déjà spécifiée Gramsci), ainsi de comprendre que le politique se ramène à l'économique, et que c'est seulement le capitalisme et la société de croissance qui ont bénéficié de cette distinction et qui l'ont exploité. En effet, Saito, partant de l'ontologie marxiste, ne théorise pas les institutions (comme établissements) qui existent actuellement dans la société et que son projet consiste à refonder le travail agissant au cœur de la production. Posant la décroissance communiste sur les mêmes bases que Marx, et assumant que de l'infrastructure procède la superstructure, de cette transformation sociale adviendra une nouvelle organisation sociale (incluant la production) et donc rendra superflu le besoin de changer explicitement les institutions actuelles.

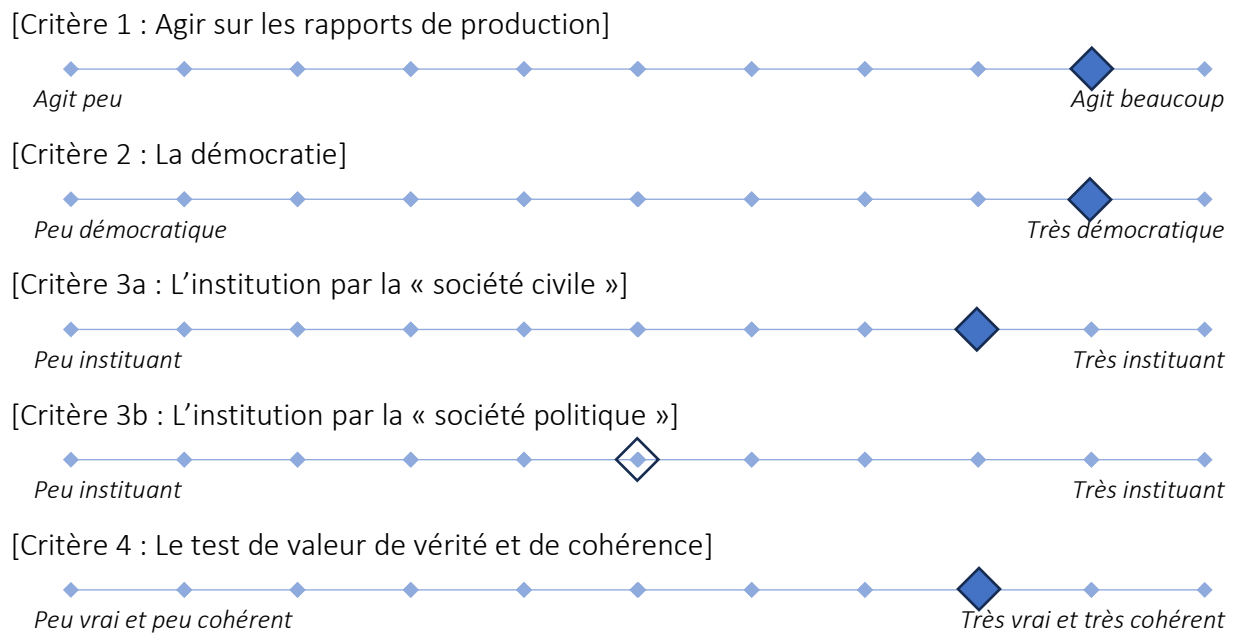


Figure 7 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la révolution du travail

La pensée de Saito offre un fort potentiel de transformation en mettant le travail au cœur de sa proposition et en soutenant une vision « communale » et locale de la décroissance. Elle rejoint, en ce sens, la proposition de Kallis du changement de culture, soit ici, d'un changement de l'entreprise privée axée vers la génération d'une survaleur à une économie coopérative axée sur les besoins (la valeur d'usage). Son analyse est rigoureuse et le conduit à mettre au centre de son projet la révolution du travail, le cœur même des rapports de production de la société en proposant leur démocratisation radicale par la forme coopérative. Il n'investit pas le champ de l'institution de la « société politique » puisque, comme chez Marx, la superstructure procède de l'infrastructure et donc que la forme étatique (incluant ses institutions spécifiques) provient de l'organisation de la production. Il ne s'agit pas d'un manque, simplement de sa posture ontologique autour des rapports de production.

En somme, Saito nous offre une révolution par le travail, affectant ainsi les rapports de production (le site de l'effectivité), d'où son potentiel hautement transformateur selon l'*imaginaire effectif*. Certains qualifient cependant la proposition de Saito d'« avant-gardiste »; il est certes permis de douter que l'adoption à grande échelle d'un nouveau mode production horizontal puisse s'effectuer sans le coup de pouce d'institutions de la « société politique » actuellement en place. Cette critique a simplement comme objectif de réfléchir sur la manière d'étendre et de généraliser, par exemple, le travail coopératif. Le cadre de l'*imaginaire effectif* permet à la fois de garder notre focale sur les rapports de production (tout comme Saito) et à la fois de s'interroger sur la façon de s'y prendre pour faire basculer vers un nouveau mode de production. Saito réussit son pari de « libérer la puissance imaginative » avec une nouvelle forme de travail. Serge Latouche, que nous retrouvons ensuite, offre, lui aussi, un fort potentiel créateur avec sa pensée axée sur l'imaginaire.

LA DÉCOLONISATION DE L'IMAGINAIRE

La pensée de Latouche est singulière car elle part d'une expérience située de terrain – notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est – donc le mot « décolonial » a une résonance particulière pour ce théoricien de la décroissance. En effet, pour lui, « décoloniser l'imaginaire » (de la croissance) implique une reprogrammation de ce que l'économie signifie, un changement complet d'imaginaire économique, exemplifié par certains villages en Afrique rencontrés lors de son parcours (Latouche 2019b; Doazan 2024). Il propose ni plus ni moins qu'une « sortie de l'économie », de vivre hors du cadre de l'économie actuelle. Et pour lui, cela passe par un changement de valeurs, différentes de celles promues par l'Occident. Chez Latouche, ce nouvel imaginaire économique se veut une relocalisation de l'économie à échelle humaine. Cette réappropriation radicale du domaine économique fait de Latouche un penseur de l'autonomie (*cf.* Figure 8) dans le sens castoriadien, qu'on pourrait qualifier d'une nouvelle « institution » de l'économie.

En ce qui concerne les critères d'effectivité (*cf.* Figure 9), il y a quelques nuances à apporter. D'abord, sa proposition principale pour démarrer la décroissance est celle du cercle vertueux des « 8R » (Latouche 2019a, p. 51). Celle-ci promet, en fait, de changer l'ensemble de nos rapports, rapports sociaux, rapports avec notre environnement, vivant et non-vivant, donc incluant les *rapports de production* (critère 1). Cependant, Latouche ne spécifie pas *quels* rapports, ou quelles activités, sont visés par ce cercle vertueux. Nous considérons donc que ce qui est sous-entendu, c'est une « réévaluation » entière des rapports sociaux peu importe où ils se situent dans la hiérarchie des rapports sociaux godéliens. Chez Latouche, on se retrouve dans une posture similaire à celle de Saito. En effet, comme le changement d'imaginaire (économique) et son opérationnalisation par les 8R se font à une échelle locale, nous avons, au niveau de l'individu, une forme acceptable et même désirable d'un changement qui peut sembler *cohérent* et acquérir une *valeur de vérité* (critère 4). De fait, une personne qui adopte ces nouvelles valeurs et oriente son action (productive et autre) en accord avec les 8R, par exemple, trouvera que tout cela a du sens. C'est à ce niveau, dans la « société civile » (critère 3a), que s'opère le changement de culture. Cependant, nous devons nuancer le degré de satisfaction à ce critère dû à l'imprécision de certaines propositions comme la « sortie de l'économie » ou la « décolonisation de l'imaginaire » qui peuvent laisser perplexe. Il est à noter que le côté institution par la « société politique » (critère 3b) est ignoré chez Latouche. En effet, le projet latouchien en est un qui affecte d'abord les conditions locales, toutefois les individus opèrent (actuellement) dans le cadre de structures qui les dépassent, tels les divers paliers de gouvernance (régionaux, nationaux ou même internationaux), et qui ne sont pas contrôlées par ces mêmes individus. Latouche est même explicite dans sa pensée en ce sens que la décroissance *ne veut pas* prendre le pouvoir (*ibid.*, p. 66). En bref, la proposition de Latouche est *cohérente et véritable* au niveau micro, des communautés, mais dès qu'on sort de cet espace,

l'individu se heurte à des instances politiques qui le dépassent. Il faut donc nuancer ce fort potentiel créateur au bloc institution de la « société politique » qui, lui, pourrait interférer avec ce désir de changement. En ce qui concerne la *démocratisation* (critère 2), Latouche est favorable à la démocratie de proximité (comme participative ou directe).

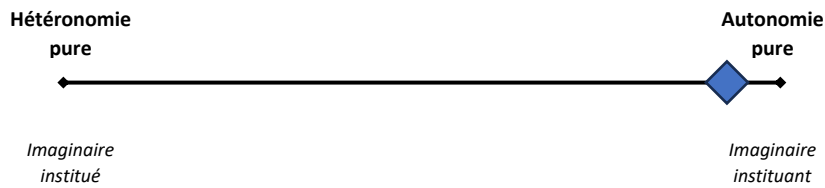


Figure 8 : L'imaginaire social de la décolonisation de l'imaginaire

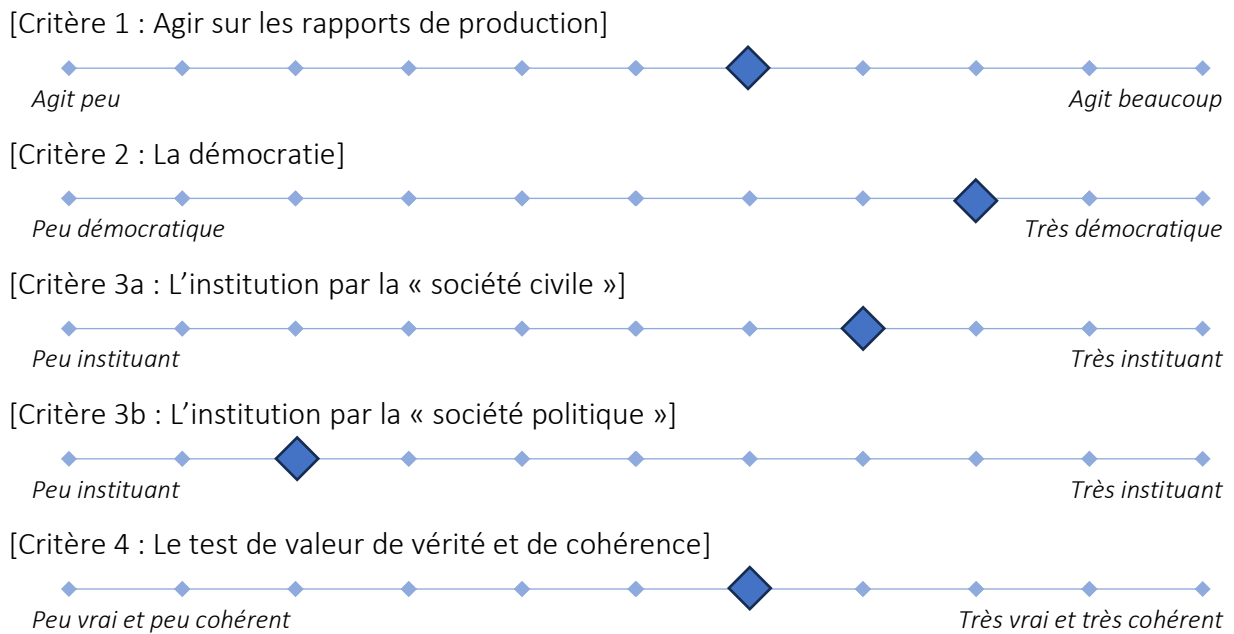


Figure 9 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la décolonisation de l'imaginaire

Latouche est le penseur le plus explicite en termes d'imaginaire social et d'autonomie, c'est-à-dire qu'il propose d'*imaginer* une autre économie, un autre monde. Il s'inspire même explicitement de Castoriadis comme en témoigne son livre dédié à cet auteur, *Cornélius Castoriadis, ou,*

L'autonomie radicale (Castoriadis et Latouche 2014). Pour lui, le point de départ est le changement de valeurs illustrée par une décroissance conviviale et locale à l'image de petits villages autarciques. C'est pourquoi il propose le schème des 8R visant ainsi à transformer nos rapports sociaux, et donc notre culture économique avec un nouvel imaginaire. Sa proposition respecte le changement *par le bas* du changement de culture (par la « société civile ») mais évite explicitement le changement *d'en haut* (dans la « société politique ») en ne voulant pas investir les institutions politiques (et même économiques) actuelles. La question qu'on se pose est : comment étendre ce modèle local et convivial à grande échelle sans une considération minimale de ces institutions ? Même s'il est vrai que le changement de culture est une condition *sine qua non* pour que la transition advienne, nos institutions (politiques, économiques, juridiques) existent et sont instituées comme formes sociales et on ne peut pas faire comme si elles n'existaient pas, même si elles sont contingentes.

En somme, la force de Latouche, c'est l'imaginaire. Il invoque le besoin de se *délaver* le cerveau et de créer de nouveaux imaginaires économiques, à échelle locale. Toutefois, comme il refuse de s'inscrire dans une démarche impliquant *la* politique, on semble plutôt assister à un repli sur soi avec des relents de simplicité volontaire. Il faut admettre, cependant, que le projet latouchien est *plus* que de la simplicité volontaire et l'imaginaire qu'il invoque – en de « petites *polities* » – projette ce à quoi pourrait ressembler une société post-capitaliste. Pensons, par exemple, à sa référence à la biorégion (ou écorégion) illustrant ce qu'il entend par ces « entités spatiales cohérentes » permettant à la décroissance de fleurir (Latouche 2007, pp. 72-73). Latouche n'est pas non plus prescriptif où et comment (par exemple, dans quel rapport social) ces changements doivent prendre place donc, un peu comme Castoriadis, on doit avant tout changer l'imaginaire. C'est ce qui le distingue de Saito qui, lui, est explicite sur le besoin d'agir sur les rapports de production.

Et cela diminue quelque peu le potentiel transformateur de sa pensée car les rapports de production ne sont pas remis en cause de façon systématique dans l'organisation sociale et politique latouchienne. Giorgos Kallis, que nous verrons ensuite, nous offre une pensée qui, en plus de s'investir du côté de l'imaginaire, propose des changements tant *par le bas* que *d'en haut* en ce qui concerne les institutions de la société.

LA CONTRE-HÉGÉMONIE

La proposition de Kallis de la contre-hégémonie est ancrée dans l'imaginaire social, et la lutte contre la croissance se fait à ce niveau d'abord. En effet, Kallis prend bien soin de distinguer les termes nécessaires à son projet, soit la croissance comme processus matériel *et* comme mode de pensée hégémonique. Pour contrer ce discours hégémonique, il propose de bâtir une contre-hégémonie tout aussi attrayante, et donc de redéfinir un nouveau « sens commun ». Pour ce faire, il se fonde sur la théorie de l'État intégral de Gramsci (Kallis 2018; D'Alisa et Kallis 2020). Kallis distingue ainsi les stratégies « par le bas » (« société civile ») et celles « d'en haut » (« société politique ») comme processus de transformation de la société par la contre-hégémonie de la décroissance. Cela lui permet de proposer une stratégie assez complète de changement de la société actuelle (et contingente), soit de la transformation de la culture et de l'imaginaire social par des pratiques à échelle humaine, exemplifiée par les mouvements populaires où on crée du sens et, en même temps, de proposer une *coévolution* du côté de la sphère politique traditionnelle, au niveau étatique par exemple, afin que ce changement de culture soit reçu par des politiques qui agissent dans le même sens. Un aspect important chez Kallis, et qui relève aussi de l'imaginaire, est l'importance des mots, du vocabulaire (Kallis 2018; 2019). En effet, on se doit d'être attentif aux termes qu'on choisit d'utiliser. En somme, Kallis se situe aussi du côté de l'*autonomie* (cf. Figure 10), tout comme Saito et Latouche.

En ce qui a trait aux critères d'effectivité (cf. Figure 11), cette approche contre-hégémonique de Kallis lui permet de garder une grande unité dans sa proposition pour ce qui est des tests de *valeur de vérité* et de *cohérence* (critère 4). En effet, que ce soient les nouveaux sens communs créés par les mouvements populaires, le nouveau langage inventé, ou les nouvelles politiques aux divers paliers de gouvernance, ils participent tous à la transition et vont dans le même sens. Donc, peu importe les stratégies employées, l'idée de *coévolution*, on pourrait même dire de *co-transformation*, nous assure de garder cette unité entre les diverses formes adoptées, ce qui renforce le caractère vraisemblable entre l'idée et l'action efficace tel que stipulé par Godelier. Puisque nous nous sommes inspirés de la pensée Kallis, ce dernier propose, bien entendu, une transformation de la « société politique » (avec son « ensemble de politiques ») (critère 3b) en *coévolution* avec celle de la « société civile » (le *sens commun* qu'on acquiert dans les « mouvements populaires ») (critère 3a) qui s'arrime parfaitement à notre conception. Cependant, il faut noter que la désignation « mouvements populaires » est très large et peut s'appliquer tant à des mouvements de contestations populaires qu'à des collectifs de toutes sortes comme des OBNL ou même des coopératives. Mais dans son livre *Degrowth*, Kallis (2018, pp. 133-136) prend le temps d'énumérer certaines des caractéristiques que ces mouvements populaires doivent posséder, comme le partage, l'accent sur la valeur d'usage (et non le profit), une logique non-économique (ou hors-économie), non-productiviste et conviviale. Il précise aussi dans ses neuf principes pour une « vision décroissante » le besoin d'une économie diverse, inspirée du duo d'économistes féministes Gibson-Graham (2006) et donne, en exemple, le modèle coopératif comme mode de production (Kallis 2018, p. 122). Cette logique s'aligne très bien par rapport à notre critère 1, soit d'affecter les *rapports de production*. Enfin, sur l'idée de *démocratie* (critère 2), Kallis énonce la « démocratie directe » comme un principe directeur de la décroissance qu'il promeut (*ibid.*, p. 119).

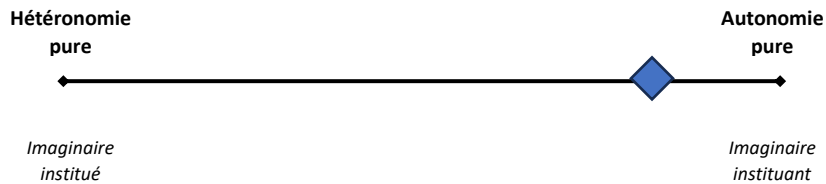


Figure 10 : L'imaginaire social de la contre-hégémonie

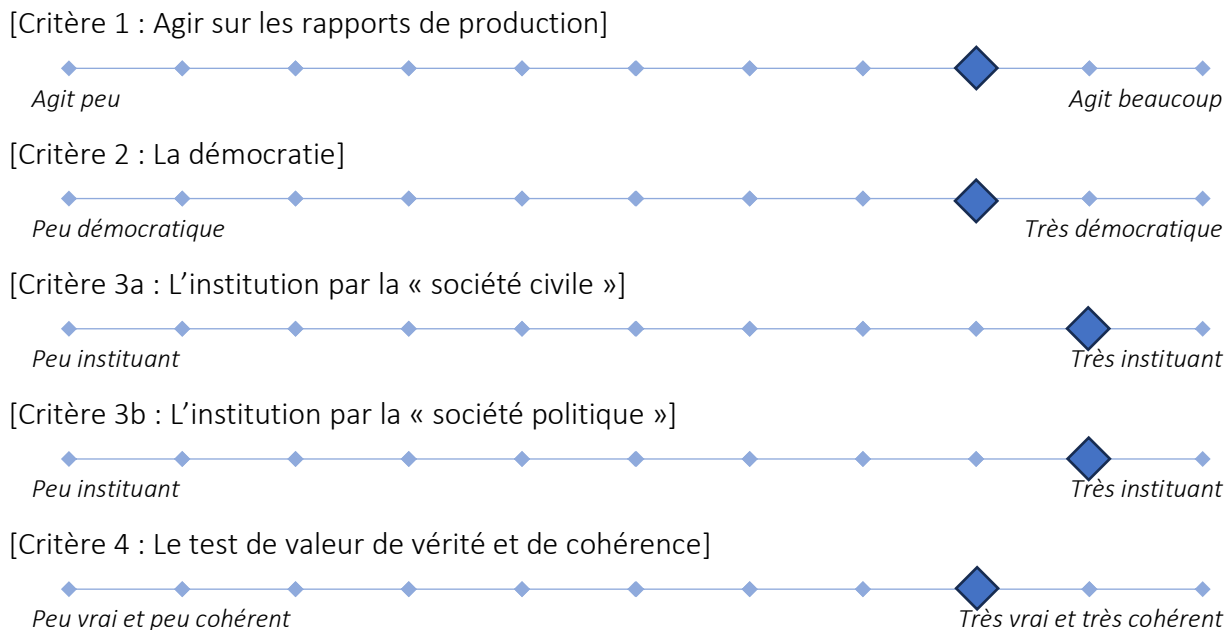


Figure 11 : Critères d'effectivité de l'imaginaire social de la contre-hégémonie

La pensée de Kallis et son « imaginaire de la contre-hégémonie » est celle qui nous offre le potentiel de transformation, selon nos critères, le plus prononcé des théoriciens présents dans notre étude. En effet, en mobilisant le schème gramscien de l'État intégral – en plus d'avoir inspiré nos propres critères d'effectivité –, il propose une décroissance qui peut à la fois se révéler vraie, cohérente avec un fort potentiel d'institution tant dans la société civile que politique et qui est démocratique. Kallis est le penseur qui nous offre le spectre le plus complet des changements à apporter afin de rendre *effective* la décroissance avec des effets sensibles et durables.

En somme, la force de Kallis est cette idée de la contre-hégémonie, provenant de sa théorie de l'État sur la décroissance (D'Alisa et Kallis 2020), construite tant dans la société civile que politique, une contre-hégémonie qui se veut vraie et cohérente, ce qui rend l'imaginaire social qu'il propose autonome. Et si cette action contre-hégémonique est dirigée vers les rapports de production et est faite de façon démocratique, elle a toutes les chances de devenir effective, donc de rendre la décroissance réelle.

CONCLUSION

L'objectif de ce chapitre était d'évaluer le potentiel du devenir réel, à l'aide de notre perspective transformatrice de l'*imaginaire effectif* de la décroissance, des théories proposées par les théoriciens de la décroissance. Grâce à l'imaginaire effectif, nous avons procédé à une analyse de chaque proposition théorique afin de les comparer entre elles et de déterminer le potentiel créateur et transformateur de chacune. Par exemple, Hickel a spécifié le besoin criant de démocratiser l'économie, donc d'agir au cœur des rapports de production. Cette dernière notion est en fait la proposition centrale de Saito, pour qui la transformation du travail, en le recentrant sur les besoins, est une condition nécessaire pour opérer la transformation décroissanciste. Il propose la coopérative comme pratique qui synthétise sa vision. Nous avons compris que cette nouvelle forme de travail, réputée radicalement horizontale, opère un changement de culture par sa pratique même, et donc transforme l'imaginaire social autour des rapports de production. Cela rejoint aussi ce que Kallis nous a dit sur le besoin de créer un sens nouveau dans les mouvements populaires (ce qui peut s'apparenter au travail coopératif ou autres mouvements associatifs). Il ajoute que pour que ce changement dans la « société civile » s'opère, il doit se faire en coévolution avec un changement dans la « société politique », ce qui nous ramène aux propositions de politiques publiques des économistes. Le point central chez Kallis est de créer un nouvel imaginaire contre-hégémonique de la

décroissance afin de se défaire de l'hégémonie de la croissance. Ce besoin d'un nouvel imaginaire rejoint la proposition phare de Latouche de se décoloniser de l'imaginaire économique occidental et capitaliste et d'imaginer une *autre* société non-croissante.

* *

Le prisme de l'*imaginaire effectif* nous a donc permis d'évaluer ce potentiel d'effectivité, potentiel de transformation qui passe tant par l'imaginaire que par les rapports de production. Mais nous ne devons pas simplement en rester là, puisque nous avons un nouvel outil qui permette de guider vers le chemin de l'effectivité, il serait aussi possible de proposer de nouveaux imaginaires effectifs. Avant de faire cette proposition, nous allons évaluer, au prochain chapitre, de façon analogue, diverses pratiques décroissantes. En effet, l'imaginaire seul n'est pas suffisant pour opérer une transformation, il faut le faire par des pratiques concrètes.

* *
*

Chapitre IV – Les pratiques décroissancistes actuelles sont-elles effectives ?

L'objectif de ce chapitre est d'évaluer quelques pratiques proposées par le courant de la décroissance grâce à notre perspective d'*imaginaire effectif*. Tout au long de notre recension des écrits, nous avons rencontré diverses propositions de pratiques décroissancistes afin de faire advenir la décroissance, de la rendre réelle. L'idée est d'utiliser ce prisme de l'imaginaire effectif afin de voir à quel point ces propositions sont *effectives*, d'analyser leur potentiel transformateur.

Pour ce faire, nous avons sélectionné les trois pratiques suivantes : le revenu de base, la démarche *low-tech* ainsi que le modèle coopératif. Il est à noter que la décroissance, comme nous avons vu jusqu'à maintenant, ne se traduit pas en une seule idée ou bien en quelques pratiques; elle représente, en soi, un nouvel imaginaire, une nouvelle façon de faire société, d'être et d'agir autrement. Il ne faut pas considérer que la décroissance se mette en œuvre avec des pratiques isolées, celles-ci doivent faire partie d'un tout. Comme nous avons vu au chapitre I, il existe des centaines de pratiques reliées à la décroissance. Pour procéder à notre analyse, les pratiques n'ont pas été choisies aléatoirement, nous avons tout d'abord privilégié des pratiques qui revenaient le plus souvent chez les théoriciens que nous avons étudiés au cours de cette recherche afin de donner une certaine légitimité à notre choix (ce n'est pas arbitraire, d'autres privilégient aussi ces pratiques). Ensuite, nous avons sélectionné des pratiques ou actions qui étaient bien documentées par une littérature riche ou supportées par des initiatives reconnues afin de bien définir ce qu'elles ont à offrir (elles ne sont pas que des idées comme ça). Enfin, les pratiques choisies constituent trois types complémentaires de mise en œuvre de la décroissance dans trois domaines, soit l'aspect *monétaire* à la base de nos échanges et de l'accumulation et donc du pouvoir et de la domination, l'aspect *technique*, ou plus simplement la technologie qui est un des grands facilitateurs de la modernité, ainsi que l'aspect *organisationnel* qui permet l'organisation de la vie en société et

notamment celle de la production. Cette sélection nous permet d'observer la décroissance à l'œuvre selon trois approches différentes offrant ainsi un portrait un peu plus étoffé des diverses manières de *pratiquer* la décroissance dans la vie réelle et matérielle. Bien entendu, il existe des dizaines et même des centaines d'autres pratiques que nous aurions pu choisir, il ne s'agit donc pas d'une liste exhaustive, mais bien d'un échantillon de pratiques existantes afin de démontrer comment opérationnaliser notre grille d'analyse de l'imaginaire effectif.

Un peu comme au chapitre précédent, nous procéderons en deux temps. D'abord, nous évaluons l'autonomie et le potentiel de *création* de chaque pratique, entre *hétéronomie* et *autonomie* sur l'échelle de l'*imaginaire social* (cf. Figure 1). Puis, nous utiliserons les critères d'effectivité et porterons un regard critique sur l'*effectivité* potentielle de chaque pratique de la même manière que nous l'avons accomplie au chapitre III.

LE REVENU DE BASE

Selon la recension des écrits sur la décroissance menée par Fitzpatrick, Parrique, et Cosme (2022, p. 8), le revenu de base (*basic income*) est considéré comme *la* plus ancienne proposition de la décroissance. Ces auteurs-rices observent aussi que cette politique (*policy*) revient à la première place des propositions décroissancistes les plus citées (*ibid.*, p. 10). Sans surprise, on la retrouve aussi dans Schmelzer, Vetter, et Vansintjan (2022, p. 226). Et comme on peut s'y attendre, cette proposition de revenu de base se retrouve chez les trois théoriciens de la décroissance dite économique. Parrique parle de « revenu minimum garanti » (Parrique 2022, p. 236) ainsi que de « revenu universel et de services » (Parrique et Panicha 2021, pp. 87-88). Les services universels sont des services qui sont gratuits et accessibles à tous et toutes, sans condition, pour une communauté donnée, assurant ainsi la sécurité matérielle, donc un accès aux mêmes chances, ce qui

permet une meilleure participation citoyenne.⁷⁷ De son côté, Hickel (2020) parle tant de services universels de base ou UBS (*universal basic services*) (*ibid.*, p. 229) que de revenu universel de base ou UBI (*universal basic income*) (*ibid.*, p. 240). Chez Kallis, on retrouve, en plus du UBI et du UBS, le revenu universel de soin ou UCI (*universal care income*), ce dernier se voulant une variante du UBI qui reconnaît spécifiquement *tout* le travail de soin genré et non payé, donc invisibilisé (Kallis *et al.* 2020, pp. 69-72; Kallis 2018, p. 127).

Mais de quoi parle-t-on exactement ? Et pourquoi combine-t-on le revenu de base avec d'autres mesures ? Selon Vanderborght et Parijs, le revenu de base est « [u]n revenu versé par une communauté politique à tous ses membres, sur une base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contreparties. » (2005, p. 6) Même son de cloche pour le *think tank* BIEN (Basic Income Earth Network) qui définit le revenu de base comme « a periodic cash payment unconditionally delivered to all on an individual basis, without means-test or work requirement. »⁷⁸ Dans son livre, *Le revenu de base en question*, Ambre Fourrier (2019) distingue cependant quatre approches distribuées selon deux axes dimensionnels, soit le montant en jeu de ce revenu, soit son degré d'inconditionnalité. En effet, loin de n'être qu'un seul bloc monolithique, elle subdivise le revenu de base en quatre grandes familles : « l'impôt négatif », d'un montant faible et destiné aux plus démunis ; « l'allocation universelle », faible aussi, mais distribuée à tous ; « le revenu social garanti », qui doit permettre aux plus démunis de vivre dignement et « le revenu de transition », d'un montant élevé, inconditionnel et universel » (Le Roué 2020, p. 93). Il faut donc accueillir avec précaution la proposition de politique de « revenu de base » car dépendamment de qui la propose, elle peut vouloir servir des intérêts tout autre que ceux d'une société de décroissance. En effet,

⁷⁷ Voir < <https://universalbasicservices.org/> > (consulté le 12 juin 2025).

⁷⁸ Voir < <https://basicincome.org/> > (consulté le 27 mai 2025).

Fourrier parle ainsi du fait que « le revenu de base [puisse] être aussi bien une politique émancipatrice qu'un cheval de Troie néolibéral, une voie de sortie du capitalisme qu'un piège pour nous y retenir » (Fourrier 2019, p. 148). De fait, lorsqu'on regarde qui est en faveur d'un tel revenu, on retrouve tant les milieux conservateurs et libertariens que la gauche radicale (*ibid.*, p. 9). La conclusion de Fourrier est qu'il existe plusieurs formules de revenu de base avec des intérêts sous-jacents très variés et qu'il faut bien les distinguer car ils ne sont pas équivalents et visent des objectifs complètement différents et même opposés.

Diverses études et expériences ont été menées par le passé afin d'évaluer la pertinence d'une telle mesure. L'étude de Langridge (Langridge, Buchs, et Howard 2023; Langridge 2024, p. 7) fait état de « projets pilotes » (« *pilot interventions* ») sur le revenu universel de base et conclut que la plupart de ces projets étaient limités en termes d'ampleur, de durée, et de montant transféré et ne visaient que des individus spécifiques, ou certains groupes, plutôt que des communautés entières et donc n'étaient pas alignés avec la définition du revenu universel de base du BIEN (comme nous l'avons vue ci-haut). Langridge précise aussi que ces projets pilotes étaient plutôt articulés selon des perspectives de croissance (économique) plutôt que de décroissance. Ce constat fait drôlement écho à la conclusion de Fourrier qui qualifie les tentatives existantes et passées de « très frileuses » (2019, p. 111) quant à la portée de ce que *pourrait* accomplir un « revenu de base ». Le principal reproche qu'elle fait aux autorités est celui de toujours vouloir *renforcer* le marché du travail (sans jamais l'affaiblir). Autrement dit, il ne faut pas enrayer la machine capitaliste. En effet, sa lecture est que ces tentatives soient le plus souvent des trois premiers types de revenu de base selon sa propre typologie – « l'impôt négatif », « l'allocation universelle » et « le revenu social garanti » – et même surtout des deux premiers, et il n'y a aucune expérience du dernier type – « le revenu de transition » – qui se rapproche davantage du cadre d'une économie

de post-croissance ou même de décroissance. Cette « frilosité » que perçoit Fourier semble traduire la réticence des élites à vouloir entraver le jeu capitaliste et son mécanisme de marché. Pour elle, si le désir est réellement de lutter contre la pauvreté, elle propose « l'accès gratuit aux biens et services essentiels » au lieu d'une allocation universelle (et minimale) ne permettant pas de bien vivre (*ibid.*, p. 110). Au Québec, il existe de tels services comme l'éducation pré-universitaire ou encore certains soins de santé. Cependant, les besoins « essentiels » sont toutefois bien plus grands que ces deux seuls domaines, ils pourraient s'étendre au logement, à la nourriture, au transport en commun, à l'Internet et aux communications, ou encore au domaine juridique⁷⁹. On comprend mieux maintenant pourquoi Parrique, Hickel et Kallis proposent tous de bonifier le revenu de base, qu'ils jugent insuffisant en soi, avec d'autres mesures, tels des services de base et de soin.

Pour revenir à la politique de revenu de base, l'objectif de cette mesure est de donner à tous et toutes un revenu minimum, ou plancher, afin de permettre de vivre décemment. Bien que les résultats des « projets pilotes » soient mitigés et que l'expérience n'ait pas convaincu *assez* pour devenir une politique universelle des États contemporains, il faut reconnaître que cette mesure a le mérite de s'attaquer radicalement au problème de redistribution en relevant le plancher du revenu disponible pour tous et toutes, et ce, inconditionnellement. En effet, donner à chacun les moyens d'un seuil matériel décent pour vivre devrait être l'objectif *même* de la vie en société.

Mais cette mesure soulève bien des critiques, autant de gauche, notamment celle d'une possible déresponsabilisation de l'appareil étatique vis-à-vis ses citoyens et les autres services qui pourraient pâtir de cette mesure (comme le définancement d'autres programmes) menant à une perte des acquis sociaux des dernières décennies, que de droite, comme les coûts astronomiques (diraient certains) d'une telle mesure ou la possible baisse de productivité et de quantité de travail dans la

⁷⁹ Voir, par exemple, < https://en.wikipedia.org/wiki/Universal_basic_services > (consulté le 29 mai 2025).

société dus au désengagement d'individus de leurs activités productives (ou d'une partie de leurs activités) puisqu'ils n'auraient pas besoin de dépendre autant d'un travail salarié pour subvenir à leurs besoins personnels.

Le revenu de base est essentiellement un bien monétaire provenant des coffres de l'État versé aux individus. Et comme n'importe quel argent de l'État, il provient principalement des diverses sources de revenus que sont les impôts et les taxes ainsi que, dans une moindre mesure, du financement provenant du déficit budgétaire (bons du trésor, obligations, etc.). Autrement dit, il dépend, en majeure partie, de l'activité économique, l'activité productive. Dans cette optique, le revenu de base – selon la conception dominante, comme dans l'étude de Langridge, Buchs, et Howard (2023), n'est pas suffisant pour en vivre et est plus ou moins conditionnel ou accessible, on pourrait dire un mélange des types 1 et 2 de Fourier – devient simplement un nouveau mécanisme de redistribution, mécanisme radical certes, mais, tout de même, il ne s'agit que de la redistribution. En effet, en laissant l'activité productive intacte, et en imposant une redistribution radicale et significative, il y a fort à parier que cela agira comme une entrave au capital – telle que perçue par la classe dominante (on parle ici de ce qui est perçu comme des *restrictions* telles les taxes, les normes ou les lois) – et à sa capacité réduite de générer une survalueur. Comme l'histoire l'a démontré à maintes reprises, les forces qui régissent le capital agiront de façon à « fixer » le problème en faisant tomber cette nouvelle barrière comme l'a remarqué David Harvey. Ce qui est à prévoir, si de telles mesures viennent un jour à se concrétiser (et plus particulièrement pour un revenu de base élevé), c'est un renforcement de l'antagonisme entre ceux qui détiennent les moyens de production et les travailleurs-euses, et non pas une société plus juste et égalitaire comme le veulent ceux et celles qui soutiennent cette mesure. En d'autres mots, le revenu de base sera dans la ligne de mire des puissants tout comme l'ont été les programmes sociaux et leur démantèlement depuis

les débuts du néolibéralisme à la fin des années 1970. Le revenu de base ne remet aucunement en question la production sociale, incluant les rapports de production, il demande simplement, comme n’importe quel programme social, une meilleure redistribution une fois la production complétée.

Du point de vue de l’imaginaire social, (*cf.* Figure 12) le revenu de base proposé par les théoriciens de la décroissance penche plutôt du côté de l’hétéronomie, il propose une réforme radicale de la redistribution sans changer l’imaginaire social et économique. Il est à noter que les trois auteurs de la décroissance auxquels nous référons – Parrique, Hickel et Kallis – ne spécifient pas exactement ce qu’ils ont en tête quand ils parlent de revenu de base, il est cependant raisonnable de supposer qu’il s’agisse d’un mélange des types 2 et 3, selon la typologie de Fourier, – « l’allocation universelle » et « le revenu social garanti » – qui sont à la fois universels, et donc inconditionnels, et aussi suffisants pour vivre dignement avec les besoins de base pourvus tels le logement et l’alimentation (et pas simplement de *survivre*). Autrement dit, bien que cela avantage les plus démunis en relevant le niveau de vie, le plancher, tous les autres rapports sociaux restent intouchés. De plus, cette allocation pourrait avoir l’effet d’un ralentissement économique car il pourrait inciter certains à se désengager d’une partie de leur activité productive (ce qui est bien d’un point de vue de la décroissance). Cependant, on peut déjà entrevoir les résistances des forces capitalistes à ce genre de réforme, c’est-à-dire une réponse similaire à celle de l’idéologie néolibérale face à l’État-providence et aux avancées socio-économiques de l’après-guerre. C’est en cela que nous comprenons la conclusion de Fourier qui se demande comment le revenu de base – selon le type qu’on implanterait – affecterait la sécurité sociale, « viendra[it]-t-il l’affaiblir, la renforcer, la transformer? » (Fourrier 2019, p. 149) Une question politique, somme toute.

Pour ce qui est des critères d’effectivité (*cf.* Figure 13), le revenu de base n’agit pas directement sur les *rapports de production* (critère 1) puisque que ce qui est changé, c’est l’après-production,

soit la redistribution. Il y a certes un impact sur ces rapports, mais indirect. En effet, comme la redistribution permet aux moins nantis de travailler moins (en théorie) pour subvenir à leurs besoins, il pourrait y avoir une baisse de la production. Mais il est hasardeux de s'avancer plus loin puisque cette redistribution radicale (et spécialement si elle est élevée) est une entrave au capital, d'autres effets non anticipés pourraient apparaître. Ce genre de mesure a l'avantage d'être facilement compréhensible par tous et toutes, elle recèle donc une bonne *valeur de vérité* et de *cohérence* (critère 4) même si la possibilité existe qu'elle ne soit pas universellement acceptée. Dans la « société civile » (critère 3a), cette mesure serait assez facile à mettre en place et probablement acceptée de façon générale (mis à part les critiques que nous avons formulées ci-haut). Cependant, dans la « société politique » (critère 3b), si on considère les intérêts de la classe dominante (celle qui contrôle la production) qui a un grand pouvoir d'influence sur l'arène politique, il y a fort à parier que beaucoup de résistance est à prévoir car cela plombera vraisemblablement l'équilibre actuel fondé sur la croissance économique. Donc, si le revenu de base est institué sans aucun autre changement, de culture, de fondation de l'économie, il sera impopulaire dans les classes dirigeantes et constituera une entrave au fonctionnement du capitalisme, son implantation restera, au mieux, « frileuse ». Le critère (2) de la *démocratie* n'est pas vraiment applicable puisqu'il n'influe pas vraiment sur la démocratie, il reste plutôt neutre. On pourrait néanmoins reconnaître que cette redistribution radicale aurait le bénéfice de redonner une certaine autonomie aux individus défavorisés par le système en leur donnant le choix de moins travailler, et donc peut-être de réinvestir le champ politique.

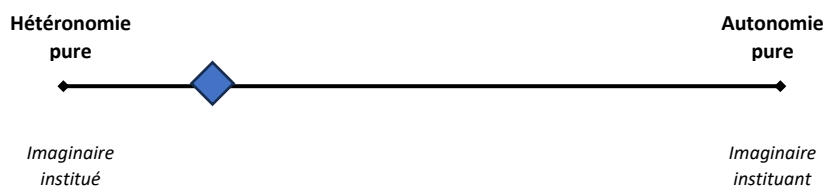


Figure 12 : L'imaginaire social du revenu de base

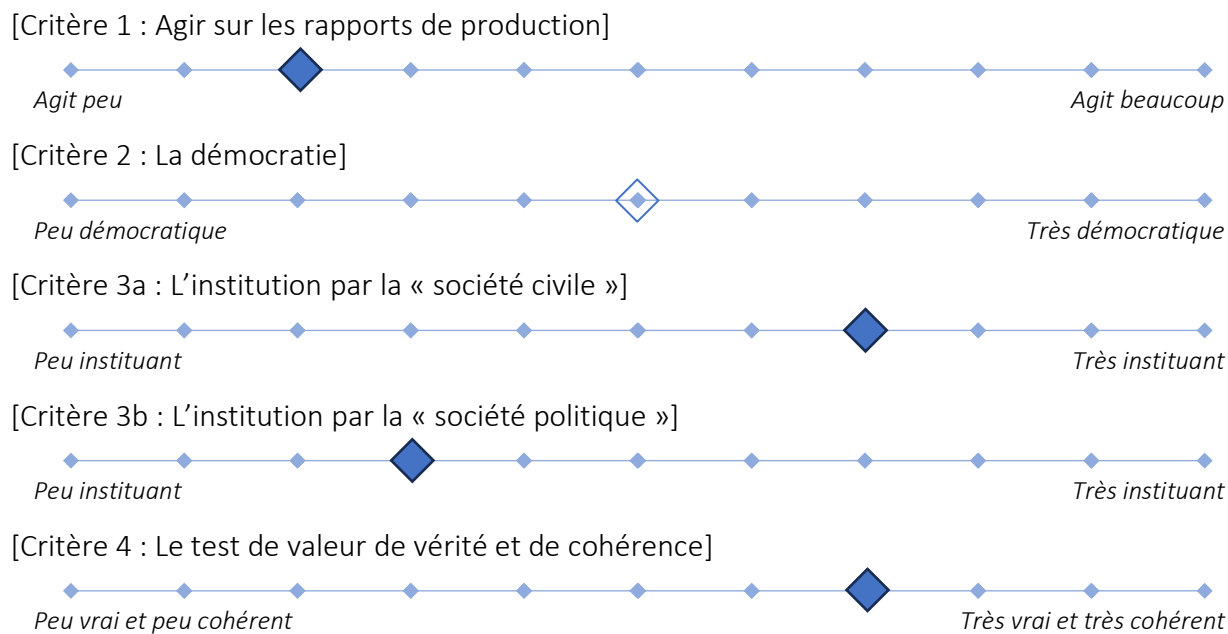


Figure 13 : Critères d'effectivité de la pratique du revenu de base

En bref, le revenu de base est un projet de réforme radicale de redistribution qui varie selon les modalités de son implémentation, soit en termes de montant transféré (émancipateur ou non), soit en termes d'inconditionnalité (facilité d'accès). Bien que son idéal – d'équité ou d'une certaine égalité des chances – doit être poursuivi comme projet de société, le moyen qu'il propose – sans changer ni la culture, ni la façon de produire – ne pourra pas, à notre avis, y parvenir. Même la combinaison du revenu de base avec d'autres politiques proposées par les trois théoriciens de la décroissance dite économique, comme les services essentiels ou de soin, ne s'activent pas autour de la production. Il n'est donc pas transformateur. L'imaginaire actuel reste le même, avec ses

rapports sociaux intacts. La proposition de Fourier (2019), soit du « revenu de transition », nous semble plus prometteuse car elle s’inscrit dans une perspective réellement émancipatrice. Elle implique carrément une sortie du capitalisme en rompant avec le salariat et donc du rapport de domination qui existe entre l’exploitant et l’exploité. Ce type de revenu vise « ce que Polanyi appellerait un « réencastrement » de l’économie » (*ibid.*, p. 77) et implique le principe de la réciprocité entre les individus de la communauté et l’institution des communs. En somme, il faut une nouvelle économie, donc un nouvel imaginaire.

LA DÉMARCHE *LOW-TECH*

Des cinq théoriciens que nous avons étudiés au chapitre précédent, seulement Parrique (2023; 2024) est un partisan déclaré des *low-techs*. Il faut aussi ajouter à cette liste Yves-Marie Abraham (2025) qui propose une politique de décroissance soutenable (ou de sobriété) en combinant quatre perspectives, soit celles de la subsistance, la *low-tech*, le communalisme et le biorégionalisme. Mais ce terme, *low-tech*, bien qu’il représente un courant spécifique aujourd’hui, peut être entendu de façon plus large en ce qui concerne la technique et la technologie. En effet, on peut penser à Ivan Illich qui en appelle à une société conviviale, c’est-à-dire une « société où l’homme contrôle l’outil »⁸⁰ (Illich 2004 p. 456, cité dans Paquot 2017, p. 176). La convivialité est un thème repris par Serge Latouche qui, lui, veut des technologies conviviales et moins complexes (Latouche 2012, cité dans Kallis 2018, p. 10)⁸¹. L’objectif de cette convivialité est un regain d’autonomie plutôt que la dépendance à ces technologies. On retrouve un propos similaire aussi chez Hickel pour qui la « technology should not be limited to complex machinery. Sometimes simpler technologies are more effective, more efficient, and more democratic » (2023, p. 49). Et pour ce dernier, « socialist

⁸⁰ Source originale : Illich, Ivan. 2004. *Œuvres complètes*, tome 1, Paris, Fayard, p. 456.

⁸¹ Source originale : Latouche, Serge. 2012. *La Sociedad de la Abundancia Frugal*. Barcelona: Icaria.

visions of technology should be empirically grounded, ecologically coherent, and socially just » (*ibid.*, p. 47). Enfin, Saito (2024b, pp. 140-141) parle plutôt de « technologies ouvertes » (« *open technologies* ») s’inspirant directement de la pensée d’André Gorz. Ces technologies « ouvertes » impliquent l’échange avec les autres, la communication et la coopération, elles sont plutôt démocratiques; tandis que les technologies dites « fermées » (« *locking technologies* ») divisent les gens, monopolisent les ressources, et ne peuvent être administrées démocratiquement car elles requièrent un contrôle centralisé (*top-down*). L’exemple typique retenu par Saito et Gorz est la centrale nucléaire, mais d’autres technologies, comme les projets de géoingénierie – soit les techniques ayant pour but de modifier à grande échelle le climat et l’environnement de la planète afin de contrer les effets néfastes des changements climatiques –, sont aussi des technologies fermées se prêtant peu au contrôle démocratique. Saito ne réfère pas explicitement aux *low-techs*, mais on comprend que les *low-techs* sont, par définition, des technologies ouvertes.

Mais qu’est-ce que la *low-tech* ou les *low-techs* ? Selon le Low-tech Lab⁸², le terme « *low-tech* » désigne des objets, systèmes, techniques, services, savoir-faire, pratiques, modes de vie et courants de pensée qui intègrent la technologie selon trois principes : l’utilité (elle répond à des besoins essentiels tant individuels que collectifs), l’accessibilité (elle est appropriable par le plus grand nombre et favorise l’autonomie) et la durabilité (elle est éco-conçue et minimise les impacts écologiques et sociétaux). En fait, on ne parle pas nécessairement de la technologie elle-même car il est difficile d’atteindre le *plus bas* niveau possible, soit l’optimum à l’intersection de ces trois principes; selon le chercheur de l’École de technologie supérieure (ÉTS) à Montréal Philippe Terrier⁸³, il s’agit plutôt d’une « démarche *low-tech* » qui est avant tout « technocritique » plutôt que

⁸² Voir < <https://lowtechlab.org/fr/la-low-tech> > (consulté le 18 mai 2025).

⁸³ Voir < <https://www.oig.qc.ca/publication/low-tech-et-ingenierie-durable/> > (consulté le 18 mai 2025).

technophobe. La *low-tech* s'oppose donc à la high-tech, mais puisqu'elle est critique, elle ne veut pas simplement s'opposer, mais bien trouver un équilibre pour subvenir aux besoins en réduisant au minimum notre empreinte écologique tout en restant accessible. Il se peut, toujours selon ce chercheur, que certaines technologies que l'on considère high-tech doivent être maintenues car elles sont jugées essentielles. Comme le dit Hickel (2020, p. 153), puisque la technologie est « liée » (« *lashed* ») à l'impératif de croissance, elle est utilisée non pas pour faire plus de choses en moins de temps, mais plutôt pour faire *plus de choses dans le même intervalle de temps*. À l'heure actuelle, la technologie est optimisée pour servir le capital – c'est-à-dire pour augmenter la productivité et les ventes – et non pas pour nous faciliter la vie, comme par exemple, en réduisant la quantité de travail nécessaire pour subvenir à nos besoins. Comme elle est complexe, elle demande une imposante infrastructure avec des experts pour la concevoir, la fabriquer et la maintenir, et tout ça derrière des murs de propriété (privée) intellectuelle. Cela va à l'encontre de nos principes de démocratie et d'autonomie. Même une économie dite « verte » voudra reproduire ce modèle exclusif. La *low-tech* permet de remettre en cause ce modèle pour plus d'autonomie et de démocratie en plus d'une réduction de l'empreinte matérielle. En somme, ce qui est demandé par la *low-tech*, par sa convivialité (Illich, Latouche), sa simplicité (Hickel) et son ouverture (Gorz, Saito), c'est une démarche critique (Terrier) appliquée à la technique, à l'outil, reprenant ainsi le projet de décroissance, soit d'une réduction des empreintes matérielles qui soit démocratique, juste et pour le bien-être.

Du point de vue de l'imaginaire social, (cf. Figure 14) la *low-tech* penche du côté de l'autonomie car par son accessibilité, elle offre un potentiel d'instituer de nouvelles formes (de nouvelles technologies) sans pour autant tout rejeter de l'ordre actuel. En effet, on part de ce qui existe déjà et on améliore selon les principes directeurs de la démarche *low-tech*.

En ce qui concerne les critères d'effectivité (*cf.* Figure 15), la *low-tech* a le potentiel d'agir (énormément) sur les *rappports de production* (critère 1), en autant que ses principes soient appliqués directement à la production elle-même et non seulement de façon marginale et périphérique. Par exemple, fabriquer un vélo, qui est considéré comme un exemple phare de la mobilité douce et compatible avec la décroissance, requiert tout de même des matériaux élaborés et des savoirs avancés qui, à l'heure actuelle, proviennent de procédés d'extraction extrêmement complexes et requièrent beaucoup d'énergies fossiles. Une démarche *low-tech* demandera à revoir l'ensemble du processus de conception, d'approvisionnement, de fabrication, de distribution, d'utilisation et de fin de vie. Comme la *low-tech* est accessible et démocratique, elle favorise ainsi l'autonomie des individus, elle a bien sûr un caractère très *démocratique* (critère 2) s'instituant facilement dans la « société civile » (critère 3a) et passant avec aisance le test de *valeur de vérité* et de *cohérence* (critère 4). Cependant, ce qui est moins sûr c'est au niveau de la « société politique » (critère 3b), comme la *low-tech* est, par définition, non-centralisée (elle est appropriable par le plus grande nombre), elle a tendance à être de nature horizontale (démocratique) et est donc difficilement appropriable dans le sens de « propriété intellectuelle privée »; il faut donc se questionner sur sa capacité à s'universaliser comme moyen de production (dans la société actuelle). Les résistances pourraient se faire sentir à ce niveau.

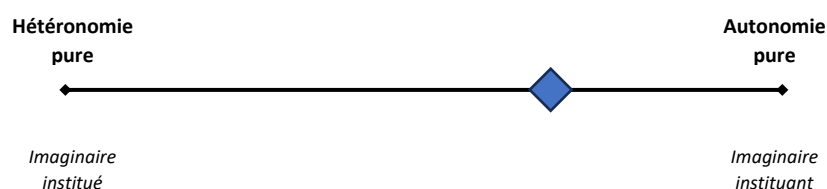


Figure 14 : L'imaginaire social de la démarche low-tech

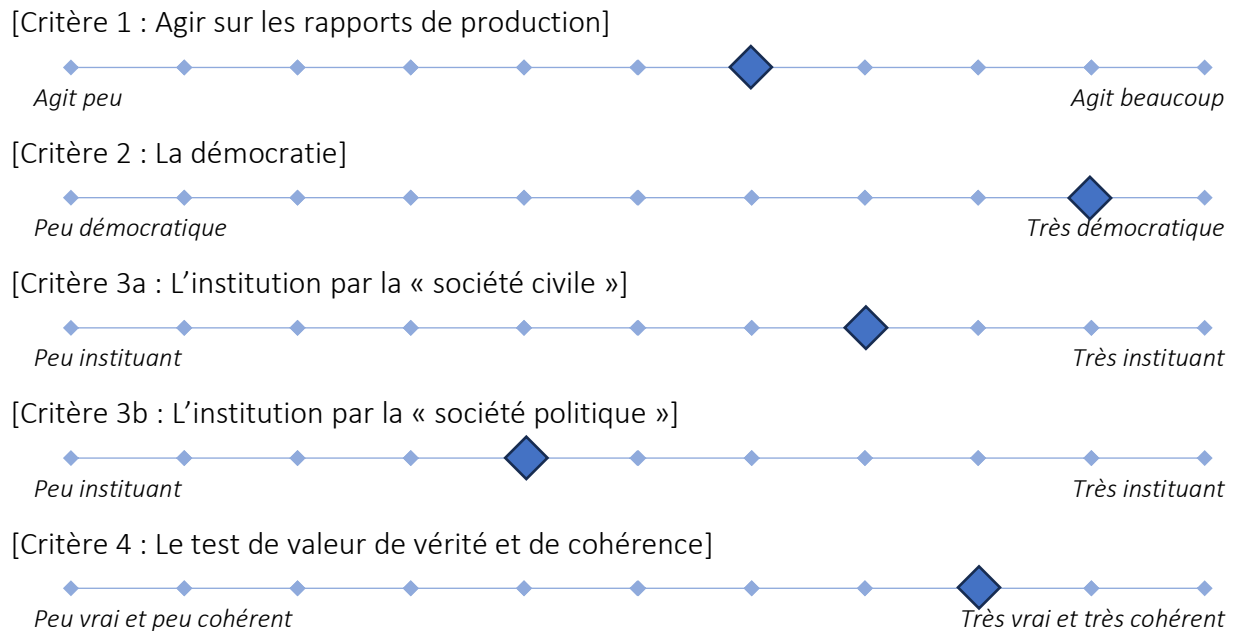


Figure 15 : Critères d'effectivité de la pratique de la démarche low-tech

En somme, la *low-tech*, ou la démarche *low-tech*, a un bon potentiel créateur et transformateur car elle fait place à un imaginaire accessible par tous et toutes, elle est démocratique et s'applique directement à la production. Cependant, elle n'est pas exclusive à la décroissance et pourrait très bien être récupérée par d'autres courants comme la croissance verte ou l'économie circulaire ou même le capitalisme, et les ressources ainsi économisées pourraient souffrir d'un « effet rebond » contribuant ainsi à exacerber, plutôt qu'à résorber, le problème auquel elle s'attaquait.

Ce que nous voulons exprimer ici c'est le fait que la démarche *low-tech* se pose d'abord comme une critique à la technique et donc est pensée face à un *autre* (dans ce cas-ci le high-tech) qui est imaginé, à l'heure actuelle, pour servir les intérêts du capital, soit d'une génération d'une surveillance. Il faudrait, à notre avis, qu'elle aille au-delà de la critique et pose explicitement tant ses objectifs (nous les avons vus ci-haut) que ce qui est exclu (la génération d'une surveillance). Dans le cas du capitalisme, la technologie et la technique ont été instrumentalisées pour servir ses intérêts,

soit de fabriquer des marchandises (*i.e.* des biens et des services). Puisque la technologie est révolutionnaire, qu'elle peut constamment se renouveler, nous pensons que c'est la raison pour laquelle elle a intégré, afin de se reproduire durablement dans le capitalisme, des caractéristiques comme sa tendance à toujours améliorer ses performances, à optimiser son volume et sa masse, mais aussi d'autres aspects comme l'obsolescence programmée assurant ainsi un flux ininterrompu de consommateurs-rices potentiel-le-s (les débouchés). En bref, la technologie n'est pas neutre et ses objectifs doivent être clairement établis pour servir l'humain et non pour l'asservir.

LE MODÈLE COOPÉRATIF

L'idée de la coopérative est probablement celle qui fait quasi-unanimité chez les principaux théoriciens de notre étude, mis à part Latouche. De plus, dans l'article de Fitzpatrick, Parrique, et Cosme (2022, p. 10), la politique de coopérative se classe à la sixième place des propositions décroissancistes les plus citées. Dans son article sur la décroissance du *Handbook of the Anthropocene*, Parrique pose la coopérative comme l'une des formes de pratiques décroissantes à combiner avec d'autres telles les *low-techs* conviviales ou encore l'agroécologie (2023, p. 1116). Parrique propose le modèle de la coopérative en lieu et place de celui de l'entreprise privée.

Appliqué à l'entreprise, l'idéal de la décroissance ressemblerait au modèle des sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic⁸⁴), des coopératives autogérées démocratiquement pour assurer la production de biens et de services qui présentent un caractère d'utilité sociale. Une économie où toutes les entreprises seraient des Scic : voilà le modèle économique de la décroissance. (Parrique et Panicha 2021, p. 88)

Kallis, de son côté, en fait l'une de ses propositions d'« utopies réelles » (« *nowtopias* »), soit de « various cooperative projects dealing with reproduction (food cooperatives; cohousing; child

⁸⁴ Parrique fait référence spécifiquement à la coopérative de production de biens ou de services de droit français. Il s'agit d'une société commerciale s'articulant obligatoirement autour d'un projet ayant des acteurs salariés, des bénéficiaires et des contributeurs pour produire des biens ou des services d'intérêt collectif. Voir < <https://www.les-scic.coop/présentation> > (consulté le 29 mai 2025). Un modèle équivalent de coopérative productive existe aussi au Québec. Voir < <https://cdrol.coop/economie-sociale/cooperatives-et-obnl/> > (consulté le 29 mai 2025).

care, education, and health cooperatives) » (Kallis et March 2015, p. 365). Il énonce même la coopérative comme l'*archétype* de l'entité productive dans ses « neuf principes d'une vision de la décroissance » dans son livre *Degrowth*. « Production would be done mostly by cooperatives and run democratically through assemblies of workers and users. » (2018, p. 122) Il en fait aussi mention dans une entrevue avec l'économiste écologiste Dan O'Neill (2021) lorsqu'il mentionne la nécessité de changer notre *culture* et nos *habitudes*, par exemple par le travail coopératif, et c'est dans ce nouvel « état d'esprit » (« *mindset* ») acquis dans la sphère de la « société civile » que l'on demandera des changements institutionnels dans la sphère de la « société politique » sur la transformation de la société. Hickel en fait une brève mention dans son livre *Less is More* où il préconise une « transition vers des structures de propriété coopérative » (« *shifting to co-operative ownership structures* ») (2020, p. 247) dans le cadre d'une économie écologique et plus démocratique. Enfin, nous retrouvons Saito qui en fait sa proposition *centrale* dans son livre *Slow Down*. « Workers' cooperatives return the means of production to the hands of the producers through solidarity between workers and thus help restore radical abundance. » (2024b, p. 164) Il ajoute que les « workers' cooperatives can become the basis by which to transform society overall » (*ibid.*, p. 166). Cette dernière phrase rappelle le changement de culture préconisé par Kallis.

En termes clairs, la coopérative est donc proposée pour remplacer le modèle de l'entreprise privée qui, elle, est typiquement organisée de façon hiérarchique et autoritaire. Ce modèle privé tend ainsi à perpétuer dans le temps la division du travail selon des lignes de classes, d'éducation, de statut social, de genre, d'origine ethnique, etc. Et comme l'entreprise privée est principalement animée par la génération d'une survaleur, le profit, toutes ses actions finissent, à la longue, par la maximisation de cette variable, souvent au détriment d'autres, comme l'écologie ou l'équité. À l'opposé, le modèle coopératif, par définition, demande une structure radicalement horizontale et

où le souci d'équité et de démocratie est constamment mis de l'avant. De plus, les coopérant-e-s, étant propriétaires de parts sociales, ont voix au chapitre selon le principe « une personne, une voix » dans la direction de la coopérative. En bref, ils-elles peuvent participer aux décisions importantes du groupe. Un des effets recherchés est celui d'une « organisation plus démocratique de l'économie » comme le mentionne Rafael Ziegler (2023), professeur à HEC Montréal et expert du mouvement coopératif et de l'économie circulaire. La coopérative propose donc de produire différemment. Toujours selon ce chercheur – qui étudie ce modèle et son application pour une économie circulaire mais qui est, néanmoins, compatible avec la décroissance dans certains cas⁸⁵ –, le modèle coopératif offre quatre arguments pour transitionner vers une économie circulaire démocratique et durable (donc aussi décroissante), soit la mutualisation des ressources, l'organisation démocratique, l'utilisation équilibrée de la technologie (comme la « *low-tech* »), ainsi que par son ancrage local (Ziegler 2023; Ziegler *et al.* 2023).

Sur l'axe de l'imaginaire social, (*cf.* Figure 16) le modèle coopératif penche fortement du côté de l'autonomie puisqu'il redéfinit, dans son fondement même, la façon de travailler. En étant radicalement horizontal, il redonne une autonomie à l'individu et donc un plus grand contrôle sur son activité. Bien entendu, l'implémentation spécifique de chaque coopérative variera, mais le principe fondamental d'une réappropriation des moyens de production combinée avec une nouvelle façon de travailler horizontale redéfinira la pratique elle-même et donc les rapports de production s'en trouveront transformés.

⁸⁵ Il est à noter que circularité et décroissance ne sont, de prime abord, pas strictement compatibles, en tous cas, pas dans la version dominante de circularité qui s'inscrit dans une « économie circulaire technocentrée » comme le souligne Yves-Marie Abraham (donc plus proche de l'économie actuelle de croissance). Cependant, Abraham reconnaît que les « stratégies circulaires » sont compatibles avec la décroissance, qu'il s'agisse « de repenser la production » par l'écoconception, par exemple, ou encore « d'optimiser l'usage de ce qui est produit » avec le réemploi, la réutilisation, la récupération ou bien la valorisation, en autant de s'accorder sur les principes fondamentaux de la décroissance, soit de « produire moins », de « partager plus » et de « décider ensemble ». (Abraham, Awashish, et Ziegler 2023, pp. 6-7)

Pour ce qui est des critères d'effectivité (cf. Figure 17), le modèle coopératif agit de manière fondamentale sur les *rapports de production* (critère 1), en autant qu'il s'applique à la production elle-même. Autrement dit, il ne doit pas rester marginal ou périphérique, mais doit investir tous les domaines productifs pour être réellement transformateur. Cette nouvelle façon de travailler, radicalement *démocratique* (critère 2), aura le potentiel de transformer la culture du travail par le simple fait que c'est une activité quotidienne, ce qui aura tendance à renforcer la *cohérence* et la *valeur de vérité* (critère 4) entourant cette pratique. Ce changement de culture se fera sentir aussi fortement dans la « société civile » (critère 3a). À première vue, on pourrait supposer que le modèle coopératif *en soi* n'affecte pas les institutions de la « société politique », en tous cas, pas directement. Saito parlait d'une hypothétique « masse critique » de 3,5 % de gens mobilisés pour faire advenir le changement. Cependant, de la recherche récente sur le modèle coopératif semble donner raison à Saito, mais pas selon une explication à partir d'une *masse critique*, mais bien selon la dynamique interne et externe que la vie en coopérative tend à former. En effet, Ziegler a remarqué « la tendance des coopératives à s'organiser en fédérations thématiques (« fédération des coopératives d'habitation », etc.) et en organisations apex régionales et nationales » (Abraham, Awashish, et Ziegler 2023, p. 4). Cela est dû, selon lui, au principe 6 du mouvement coopératif formulé par l'Alliance Coopérative Internationale (ACI)⁸⁶, soit « la coopération entre les coopératives » (Ziegler *et al.* 2023, p. 6; Abraham, Awashish, et Ziegler 2023, p. 4). Selon lui, le travail en coopérative génère des dispositions nouvelles au niveau *cognitif* qui favorisent la coopération plutôt que la

⁸⁶ Voir < <https://ica.coop/fr/coop%C3%A9ratives/identite-cooperative> > (consulté le 29 mai 2025). Il y a en tout sept principes promus par l'ACI qui ont été adoptés en 1995, « 1) L'adhésion volontaire et ouverte; 2) le contrôle démocratique exercé par les membres; 3) la participation économique des membres; 4) l'autonomie et l'indépendance (par rapport à d'autres organisations et à l'État); 5) l'éducation et la formation des membres, et l'information du grand public sur les coopératives; 6) l'intercoopération ou la coopération entre les coopératives; et 7) l'engagement envers la communauté » (Abraham, Awashish, et Ziegler 2023, pp. 3-4).

compétition comme mode opératoire, pas seulement à l'interne, mais aussi à l'externe, entre les coopératives.

A cognitive frame of cooperation rather than competition legitimizes and encourages the creation of social networks. We see in this a purpose determined by member interest rather than endogenous exchange market constraints and a commitment to cooperation as the foundation for addressing inefficiencies in market allocations resulting from distrust and incomplete information in markets [...]. (Ziegler et al. 2023, p. 6, nous soulignons)

Selon cette conclusion, il est raisonnable d'affirmer qu'un changement profond de culture s'opère à l'intérieur même de la pratique et que ses effets se font sentir au-delà de la coopérative elle-même. Comme il s'agit d'un changement de culture dans la « société civile » (critère 3a), il donne un nouveau sens commun à la production, mais ses effets se font sentir au-delà, lorsque la pratique s'étend. Il a donc le potentiel de transformer la société plus en profondeur, donc de changer les institutions à des échelons plus élevés de la « société politique » (critère 3b). L'intuition de Saito que « les coopératives de travailleurs-euses pourraient former la base d'une transformation de la société » semble fondée. Et cela rejoint aussi le changement de culture préconisé par Kallis selon la théorie gramscienne, c'est le fameux nouveau « *mindset* » (« état d'esprit ») auquel il référerait plus tôt. Le modèle coopératif reste toutefois marginal, dans le sens que la production est encore largement le fait d'entreprises privées, il est difficile de prévoir l'effet d'une généralisation du modèle coopératif, mais le potentiel transformateur semble exister.

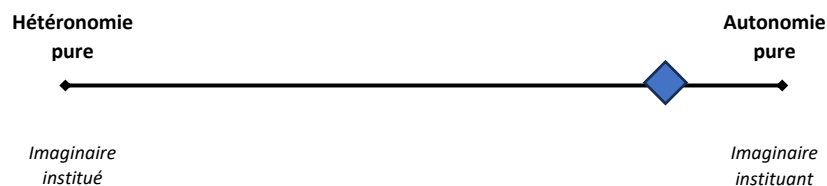


Figure 16 : L'imaginaire social du modèle coopératif

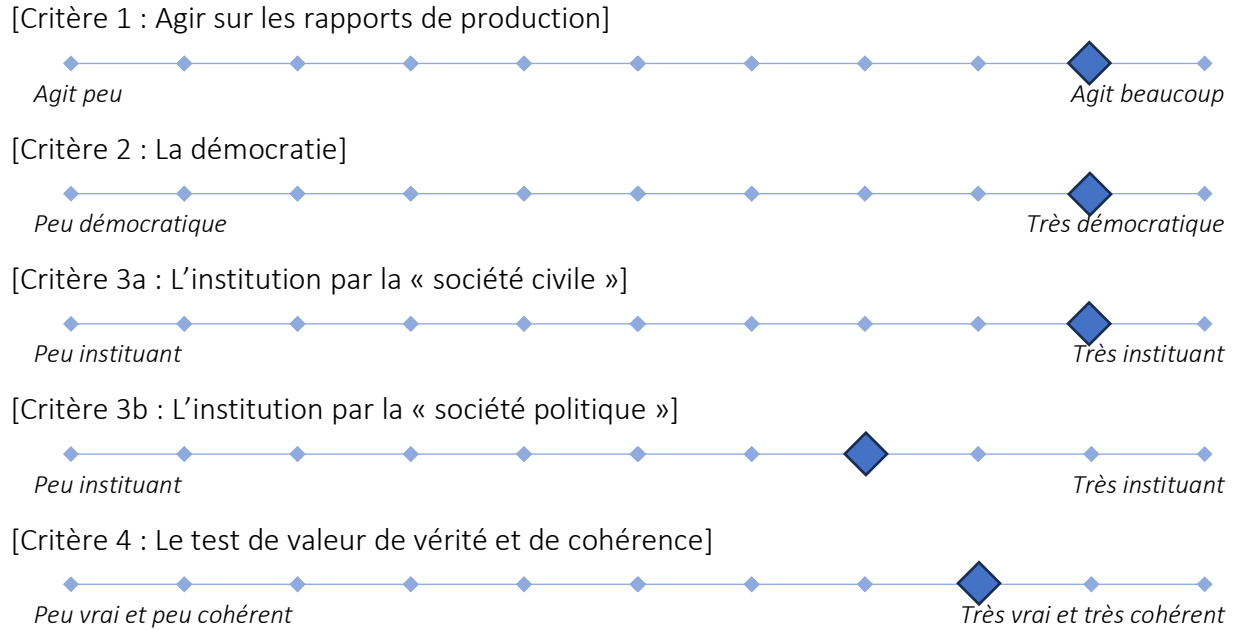


Figure 17 : Critères d'effectivité de la pratique du modèle coopératif

En bref, le modèle coopératif, en portant les valeurs et les principes de la décroissance, a un fort potentiel de transformation car sa pratique *même* participe à un changement de culture redéfinissant ainsi le sens commun associé au travail en agissant directement sur les rapports de production. Et selon la recherche en cours, cette coopération s'étend au-delà de la coopérative elle-même et a tendance à former des alliances entre les coopératives.

Des exemples, comme la ville-coopérative Mondragón dans le Pays basque en Espagne, montrent que ce modèle est possible et viable sur une longue durée. Cependant, un tel modèle, dans une mer de commerces mondialisés capitalistes formée majoritairement d'entreprises privées à but lucratif, a ses limites car il est soumis à des impératifs de croissance et de compétitivité dont il est difficile de se s'extraire. En pensant l'*imaginaire effectif*, on peut toutefois voir dans le modèle coopératif une remise en question radicale des rapports de production où le contrôle des moyens de production est remis directement entre les mains des producteurs-rices, les coopérant-e-s, et ce,

de façon démocratique et non-hiérarchique. C'est une redéfinition radicale de ce que veut dire travailler, on pourrait l'appeler simplement, *coopérer*.

CONCLUSION

Le but de ce chapitre était d'évaluer l'effectivité, à la lumière de l'imaginaire effectif, de diverses pratiques décroissancistes afin d'apprécier leur potentiel de rendre la décroissance réelle, donc transformatrice et ainsi d'avoir des effets sensibles et durables. Dans le cas du revenu de base, nous avons trouvé que puisqu'il provient des institutions en place (l'État, les taxes, etc.) il ne propose, au fond, qu'une redistribution radicale, il ne remet pas en question la production elle-même, et n'a donc pas le potentiel transformateur que certain-e-s peuvent espérer. Et c'est là tout l'intérêt de notre grille d'analyse, elle permet d'exposer les limites des diverses propositions et de nuancer leur apport réel ou potentiel au devenir de la décroissance.

De son côté, la démarche *low-tech* est accessible, démocratique et s'applique directement à la production. Cependant, il faut se rappeler, qu'en règle générale, puisqu'elle innove constamment, la technologie est révolutionnaire. La *low-tech*, comme approche technologique, est un choix délibéré qui vise à minimiser les empreintes matérielles (matières premières, énergie) tout en restant accessible pour le plus grand nombre (elle est démocratique) afin de satisfaire les besoins d'une société. Lorsqu'employée dans la production, comme moyen, ses fins sont dictées par le mode productif, elle doit donc opérer dans un cadre plus large pour servir les fins que la communauté a choisies, et ce cadre pourrait être celui de la coopérative décroissante.

En effet, le modèle coopératif nous a démontré un réel potentiel transformateur, en plus d'être structurant. Il ne propose rien de moins qu'une refonte totale de notre façon de travailler. Du point de vue de l'imaginaire, le travail coopératif est autonome car il est avant tout démocratique et collaboratif. Sa forme même change la façon dont on conçoit le travail. Du modèle vertical et

autoritaire on passe à un modèle horizontal et démocratique. La compétition fait place à la collaboration. Appliqué à la production, il redonne au travailleur et à la travailleuse l'accès aux moyens de production et en redéfinit les rapports. Et ce qui est intéressant, c'est que la pratique à l'intérieur d'une coopérative est porteuse d'un changement allant au-delà de ses propres frontières. En effet, le cadre cognitif de la coopération permet sa diffusion hors de la coopérative et donc la coopération entre coopératives au lieu de la compétition actuellement encouragée par les échanges sur le marché.

* *

Nous venons de voir la manière dont il était possible d'utiliser le cadre de l'*imaginaire effectif* par l'entremise d'une grille d'analyse afin d'appréhender l'effectivité de quelques pratiques de la décroissance. En effet, en recherchant la façon dont les rapports de production sont traités dans chaque pratique, il est possible de donner une appréciation sur l'effectivité de la pratique à transformer la société selon les principes de décroissance, donc à devenir réelle. Cette grille d'analyse nous permet une lecture renouvelée et nuancée tant des imaginaires que des pratiques de la décroissance. Mais il ne s'agit pas simplement de lire, de comprendre, il faut savoir proposer.

* *
*

Chapitre V – Une synthèse-proposition

Ce que nous voulons accomplir, à présent, c'est une synthèse-proposition de décroissance. Nous voulons proposer l'imaginaire effectif non seulement comme outil de diagnostic mais, cette fois, comme une *méthode* pour guider nos choix de décroissance afin de bien choisir des imaginaires et des pratiques qui seront effectifs. Comment créer et opérer la transformation de la décroissance ? Comment être à la fois créateur (de nouvelles formes sociales) et à la fois transformateur en agissant au cœur de la production ? L'imaginaire effectif nous propose ce cadre en alliant ces deux dimensions fondamentales.

Comme tout passe par l'imaginaire afin d'être simplement pensé, il est primordial de garder en tête que l'imaginaire social, celui qu'on partage avec nos pairs à l'aide de représentations partagées ou de significations imaginaires sociales communes, est toujours une création plus ou moins lointaine provenant de la société elle-même et que sa nature sociale-historique fait qu'il – cet imaginaire – est toujours en mouvement entre ce qui est déjà institué et l'instituant, son devenir. Cette prise de conscience lucide de cet incessant mouvement nous permet de prendre un pas de côté, et d'être critique face aux diverses formes sociales instituées, c'est le début du chemin vers l'autonomie (*cf. Figure 1 : L'axe de l'imaginaire social entre hétéronomie et autonomie*). Cette mise à distance rend possible l'apparition d'un espace dans lequel on peut créer de nouvelles formes sociales qui sont en phase avec la réalité physique et sociale du moment, mais du futur également. La croissance nous offre aussi un chemin, celui de ne jamais se poser, dans une activité incessante, aliénante et toujours croissante – son seul et unique projet. Ce chemin atteindra, hélas, un jour ses limites de multiples façons, que ce soient des limites physiques ou bien des limites sociales ou les deux simultanément. La décroissance nous offre un tout autre chemin, celui de l'autonomie, de la démocratie et de la mesure. En effet, la décroissance ne demande pas aveuglement de réduire notre

production et consommation, elle demande que ce soit fait de façon démocratique, soutenable, juste et équitable, et pour le bien-être des humains et du vivant. Ce projet d'autonomie requiert donc une reconnaissance des limites physiques (la mesure) demandant une réorganisation démocratique de la production, il faut donc transformer lucidement la façon dont nous nous organisons et nous produisons. Cette prise de conscience est un projet perpétuel de lucidité vers l'autonomie. Pour être réellement transformatrice, la décroissance, nous l'avons vu, doit *agir sur les rapports de production* (critère 1) – le site de l'effectivité – et donc remettre en cause et affecter l'imaginaire social qui permet l'organisation de la production. Cela implique, comme nous avons vu au chapitre II, de se questionner sur tout ce que la production implique : la propriété, les rapports de production et les moyens employés. Nous avons rencontré au cours de cet ouvrage plusieurs exemples d'imaginaires, d'idées, de théories et de pratiques qui affectent plus ou moins les rapports de production; cependant, nous retenons la *coopérative* comme *la* pratique qui incarne le mieux la transformation requise et proposée par la décroissance. Il est important de saisir que nous ne spécifions pas une forme précise⁸⁷ de coopérative (par ex. le modèle québécois). Nous la posons dans l'esprit des « communs » tel qu'énoncé par Yves-Marie Abraham, « c'est-à-dire des pratiques collectives visant la reproduction de nos existences, indépendamment donc de l'entreprise, mais aussi de l'État, fondées sur le partage équitable de ce qu'il nous faut pour vivre, des relations d'entraide et un mode de décision démocratique » (2019, p. 270). Le mode de production coopératif repose d'abord

⁸⁷ En effet, nous ne faisons pas une analyse détaillée du modèle coopératif, mais plutôt une évaluation conceptuelle et idéologique de ce que la coopérative représente comparée à une entreprise privée à but lucratif. La mise en place de la coopérative varie en fonction d'où elle s'implante dans le monde, même s'il existe un organe international – L'Alliance Coopérative Internationale – qui régit les principes fondamentaux de la coopérative (voir < <https://ica.coop/fr/> >, consulté le 18 juin 2025). Dans le cas du Québec, une coopérative se doit d'avoir un conseil d'administration, ce qui reproduit en quelque sorte un modèle hiérarchique d'organisation à l'intérieur même de la coopérative. Donc, on n'en est pas encore à un modèle radicalement horizontal, même si on s'en approche. C'est pour cette raison que nous ne nous attardons pas aux formes spécifiques que les coopératives prennent, mais soulignons simplement que *l'idéal* serait une coopérative radicalement horizontale à tous les niveaux.

et avant tout sur une réponse à un besoin faite à partir d'une organisation coopérative du travail et non pas pour la génération d'une survalueur de profit. Cette différence est fondamentale car le guide ultime de l'activité de la coopérative est complètement différent de celui d'une entreprise privée⁸⁸. Et qui plus est, la coopérative, puisqu'elle se concentre sur les besoins, et non sur les profits, permet *de facto* de limiter la production aux seuls besoins de la société puisqu'il n'y aurait plus de survalueur à pourvoir (*i.e.* on n'a pas à payer des profits en plus des coûts de production). On a ici un mode productif compatible avec la décroissance puisque la dimension de l'activité productive est proportionnelle aux besoins et n'a pas l'exigence d'être *surdimensionnée* pour payer la *survalueur* des profits.

De plus, l'organisation de la coopérative est réputée être horizontale suivant le principe « une personne, une voix ». Par exemple, la question du salaire, ou autre forme de rétribution, pourra être débattue ouvertement contribuant à créer des conditions matérielles plus égales avec moins de disparités que vécues actuellement dans nos organisations hiérarchiques et autoritaires. La coopérative incarne de façon magistrale le principe de *démocratie* directe ou participative (critère 2) que la décroissance promeut. Sa mise en œuvre spécifique⁸⁹ variera dans chaque coopérative, mais le fait de suivre un tel principe comme forme organisationnelle assurera une constante répétition de ces gestes démocratiques. Une répétition qui contribuera à créer un sens nouveau de ce que signifie travailler que nous pourrions simplement appeler *coopérer*.

⁸⁸ Certains pourraient s'opposer et dire que le monde du travail n'est pas constitué que d'entreprises privées et de coopératives, cela est vrai. Cependant, que ce soient les institutions gouvernementales, para-gouvernementales ou encore les OBNL, ils sont tous majoritairement organisés de manière hiérarchique et leur gestion est souvent calquée sur le modèle privé avec des cibles de performance et de productivité afin de réduire les coûts puisque tous opèrent dans le marché mondialisé et compétitif du commerce. L'exemple emblématique qui démontre le plus fortement cette tendance de calquer le privé est probablement le tristement célèbre *Department of Government Efficiency* (DOGE) aux États-Unis en 2025 avec l'objectif *déclaré* de rendre les agences gouvernementales étatsuniennes plus efficaces, plus productives et moins onéreuses.

⁸⁹ Voir la note infrapaginale #87 concernant les limites actuelles du modèle coopératif qui devront être surmontées pour s'assurer d'une organisation radicalement horizontale.

Cette nouvelle possibilité est transformatrice, produire de façon non-hiérarchique, sans génération d'une survalueur et sans aliénation, permet aux *coopérant-e-s* de développer un nouveau *sens commun* autour de ce que veut dire produire son existence pratiquement et dans l'imaginaire. De nouveaux rapports sociaux apparaissent, ce qui veut dire qu'une nouvelle culture naît avec un nouveau vocabulaire et de nouvelles valeurs. En bref, à force de coopérer, les coopérant-e-s acquerront des habiletés – c'est un lieu d'apprentissage – de cette façon innovante de faire, et coopérer deviendra la nouvelle norme pour travailler. Un mode de travail non-hiérarchique pourrait devenir la normalité, et ceux et celles qui n'auraient pas encore adopté ce mode de production pourraient bien se mettre à le revendiquer. On voit ici le réel potentiel d'institution dans la « société civile » (critère 3a) que la forme coopérative recèle en elle. La production est une activité sociale nécessaire (donc que tous et toutes doivent y participer d'une certaine façon à certains moments de leur vie) et lorsqu'organisée coopérativement, elle a le potentiel de transformer durablement les individus qui la pratiquent dans le sens désiré par la décroissance.

Cette nouvelle normalité – soit de démocratie directe ou participative et de travail coopératif – chez les coopérant-e-s (et la possibilité qu'elle s'institue chez de futur-e-s coopérant-e-s) fera qu'elle pourrait acquérir une bonne valeur de vérité et serait aussi d'une grande cohérence (critère 4). En effet, le cadre coopératif donne une nouvelle forme à l'organisation du travail (la production) : au lieu d'être hiérarchique et autoritaire, elle devient non-hiérarchique et non-autoritaire. Il se pourrait même que les nouveaux-elles coopérant-e-s puissent préférer cette forme démocratique de travailler à celle qui est actuellement hégémonique dans nos sociétés modernes et occidentales. En plus d'être très cohérente comme forme organisationnelle, la coopérative pourrait ainsi permettre l'atteinte d'un cadre motivationnel suffisant pour agir, acquérant ainsi valeur de vérité, et

donc de revendiquer ce genre d'organisation non-hiérarchique et non-autoritaire un peu partout dans la société.

Enfin, nous avons vu comment cette nouvelle façon de s'organiser en coopérant a des effets allant au-delà de la coopérative elle-même. En effet, les coopératives ont tendance à coopérer entre elles en formant des associations ou fédérations permettant une meilleure coordination locale, régionale et même au-delà. Le mot clé est encore, et toujours, celui de la *coopération*. Selon Ziegler, c'est le travail en coopérative qui permet de nouvelles dispositions cognitives de coopération et qui contribue à modifier *aussi* les relations entre les coopératives, et pas seulement entre les coopérant-e-s d'une même coopérative. Cet aspect est à ne pas négliger car il participe à l'institution dans la « société politique » (critère 3b). Cependant, il faut aussi reconnaître l'état actuel de nos sociétés organisées de façon hiérarchique où le pouvoir tend à se concentrer dans un nombre de mains toujours plus petit au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie de la société et ses diverses institutions. Comme Kallis le remarquait, cette sphère de la « société politique » (critère 3b) doit aussi être investie *spécifiquement* afin d'opérer un changement dans la société. Notre proposition est donc, en plus de promouvoir le mode coopératif comme forme productive et organisationnelle universelle, non-hiérarchique et non-autoritaire, la *nécessité* de veiller à ce que des politiques publiques, à divers paliers de gouvernance, puissent être adoptées afin de permettre la généralisation du mode coopératif à grande échelle et les valeurs qu'il porte. Kallis parlait, tout comme Saito, d'une masse critique à atteindre en citant l'exemple du modèle coopératif, d'où le besoin d'investir le champ de la société politique.

En somme, notre proposition, bien modeste, consiste à réimaginer comment organiser la production afin d'appliquer *la mesure, l'autonomie* et la *démocratie* propres au projet décroissant. La mesure, puisque notre monde n'est pas infini, il faut en prendre acte et développer un sens qui

tienne compte des limites; par exemple, en imposant des limites que nous ne devons pas franchir au risque de mettre en péril les délicats équilibres écosystémiques desquels nous dépendons tous, les êtres humains et le vivant. L'autonomie nous permet de le faire de façon consciente et non aliénée. Nous produisons pour répondre à des besoins – qui devront être examinés scrupuleusement par la société elle-même – et non pour générer une survaleur qui ne profite qu'à une minorité. Pour ce faire, on doit respecter les principes qui permettent de mieux décider ensemble comme le fait de s'inspirer, par exemple, de la démocratie directe ou participative. En ce sens, l'institution de la coopérative comme mode de production généralisé répond à tous nos critères d'un imaginaire effectif de la décroissance.

*

Bien entendu, cette transformation en société de décroissance en est une contingente qui tient compte de la réalité de nos sociétés modernes actuelles où l'organisation de la production (l'économie) est séparée du pouvoir politique institué. Notre approche se pose comme un trait d'union entre celle de Saito et celle proposée par Kallis : elle consiste à penser la transformation, tant au niveau de l'individu et de la communauté locale par la transformation de l'organisation du travail agissant au cœur de la production, que par les leviers politiques traditionnels qui existent actuellement dans nos sociétés modernes. On conjugue ici la proposition de Kallis (de coévolution entre société civile et politique) à celle de Saito (une refonte du travail) avec un accent sur l'importance de la créativité de l'imaginaire social entourant l'organisation de la production. Il faut mettre notre énergie à identifier le lieu de la production/reproduction sociale, et opérer le changement d'imaginaire à cet endroit spécifique.

L'idée de coopérative n'est pas nouvelle, le mouvement des coopératives remonte au moins au début du XIX^e siècle avec Robert Owen, et même avant si on considère les diverses formes

associatives de l'ère préindustrielle. Elle n'est donc pas strictement « décroissante ». Nous avons aussi vu que plusieurs des théoriciens de la décroissance la proposent comme mode productif alternatif. Notre proposition se distingue toutefois par la justification que nous offrons comme transformation de la société, à l'instar de Saito, mais à travers le prisme de l'imaginaire effectif. Non seulement, coopérer en tant que producteur-riche redéfinit la façon même de travailler selon un mode radicalement démocratique (horizontal, non-hiérarchique et non-autoritaire), ce mode transforme la culture du travail, une condition nécessaire à la transformation de l'imaginaire social. Et cette transformation va au-delà de la coopérative même, la coopération s'étend entre les coopératives et de là, nous pouvons espérer une transformation plus profonde de la société.

Cependant, nous ne voulons pas idéaliser ou fétichiser le modèle coopératif, il n'est pas une panacée. Notre travail ne s'était pas donné la mission d'analyser les diverses formes de coopératives qui existent de nos jours. Notre propos avait simplement comme objectif de faire valoir la pratique de travail démocratique et son potentiel transformateur. Bien entendu, diverses formes de coopératives existent, les coopératives de producteurs-rices, de consommateurs-rices, d'habitation, et donc qu'il existe un champ complet dédié à cette forme d'organisation. Un examen plus poussé permettrait d'en percevoir les subtilités et de faire une proposition plus précise le cas échéant. Nous nous en tenons donc à la pratique démocratique du travail et à son organisation horizontale. Sa mise en place devra être guidée par des principes rigoureux tels que ceux postulés, par exemples, par le mouvement de la décroissance ainsi que par l'Alliance Coopérative Internationale.

* *

*

Conclusion – Pour une décroissance effective

D'entrée de jeu, nous nous étions posé la question de recherche spécifique suivante, à savoir s'il était possible de faire une proposition qui puisse rendre la décroissance réelle, c'est-à-dire qui fasse en sorte qu'elle puisse se matérialiser et transformer la société sensiblement et durablement dans le sens désiré par la décroissance ? L'hypothèse qui a guidé nos premiers pas fut celle de se demander si nous n'étions pas face à un problème de manque d'imagination ou de mécompréhension. En effet, le courant de la décroissance a tellement à offrir avec nombre de propositions, de théories, d'idées et de pratiques, alors pourquoi ne pas faire le virage dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard ?

Pour mieux comprendre, nous nous sommes donc proposé la tâche d'étudier plus en profondeur ce que le champ de la décroissance avait à offrir afin d'en tracer les contours et nous avons relevé trois familles principales de décroissance, c'est-à-dire trois façons complémentaires de l'aborder, de l'*imaginer*. La décroissance selon une approche *économique* s'intéresse principalement à réformer notre système économique dans le sens requis par la décroissance de façon pragmatique en spécifiant des cibles de réduction de la production et la consommation afin de diminuer les empreintes écologiques sous des niveaux soutenables. Pour ce faire, elle mobilise l'imaginaire économique actuel avec ses catégories et son vocabulaire propres. La décroissance dite *culturelle*, de son côté, prend pour cible l'hégémonie de l'idée de croissance portée par le capitalisme et veut ainsi la contrer. Elle insiste sur la nécessité de se décoloniser de notre imaginaire occidental et capitaliste, et d'établir un nouveau sens commun avec une nouvelle culture, de nouvelles valeurs et un nouveau vocabulaire en accord avec les principes de la décroissance. Ce qui compte, c'est l'importance de l'*imaginaire social*. Enfin, la décroissance que nous qualifions de *matérialiste*, avec son regard porté sur le mode de production, nous fait comprendre la centralité du travail

salarié dans nos sociétés – et de son objectif premier d’une génération de survaleur – et veut, de ce fait, le révolutionner en transformant l’organisation de la production.

C’est ainsi que nous avons mis au jour, afin de rendre réelle la décroissance, l’importance de nos deux concepts majeurs, l’*imaginaire* et l’*effectivité*. L’*imaginaire* est crucial pour concevoir d’autres formes de société, mais il faut cibler le site de la production sociale pour en transformer les rapports afin d’être *effectif* dans la transformation. L’élucidation de ces concepts nous a permis de les définir plus précisément. Nous avons conclu que l’imaginaire n’est pas que du simple fantasme ou de l’irréel, mais plutôt au fondement même de notre pensée, il est créateur. C’est pourquoi nous posons l’*imaginaire* comme *création*. Il est donc à la source de toute institution sociale. Cependant, pour être *effective* – d’avoir la capacité de transformer la société –, cette création doit pouvoir s’appliquer aux rapports de production, le site de l’effectivité. Puisque ces rapports sont établis *aussi* dans notre pensée, il faut porter une attention particulière à l’imaginaire les entourant. L’*imaginaire effectif* est l’*imaginaire créateur* qui agit sur les *rapports de production*. Cette élucidation nous a aussi permis de préciser notre proposition, c’est-à-dire notre *perspective transformatrice de l’imaginaire effectif de décroissance*. De fait, pour rendre réelle la décroissance, il faut la mettre en œuvre par le prisme de l’*imaginaire effectif*, un imaginaire créateur et transformateur qui réorganise les rapports de production. On allie ainsi imaginaire (créativité) et effectivité (transformation) selon les principes de la décroissance. En d’autres mots, il faut faire travailler l’imaginaire directement sur les rapports de production.

Concrètement, cela passe d’abord par un nouveau regard autonome de toute forme sociale, une remise en question radicale afin de nous faire déplacer vers l’autonomie sur l’axe de l’imaginaire social. Mais ce regard critique doit cibler, en premier lieu, le site de la production sociale où se jouent les rapports de production afin de démarrer la transformation sociale. Nous avons établi

quatre critères à suivre pour guider le déploiement de l'imaginaire effectif de la décroissance, soit qu'elle agisse (impérativement) sur les rapports de production (1), selon des principes de démocratie radicale (2) (comme participative ou directe), elle doit pouvoir s'instituer, de prendre corps, tant dans la société civile (3a) que politique (3b), et se doit de passer le test de valeur de vérité et de cohérence (4).

Muni de cette perspective d'imaginaire effectif, nous l'avons déployée comme outil analytique pour accomplir trois tâches principales. D'abord, celle d'analyser rigoureusement des propositions théoriques de décroissance. L'objectif ici était une première tentative d'opérationnalisation de l'imaginaire effectif en analysant, selon cette perspective, les théories, les thèses, les idées des principaux théoriciens de notre étude afin d'apprécier l'effectivité de leur pensée respective. Le but n'était pas de les réfuter, mais bien de réfléchir avec eux sur ce qu'ils avaient à offrir à l'aune de l'imaginaire effectif. Par exemple, nous avons identifié que Hickel et Saito proposaient de démocratiser le cœur des rapports de production : Hickel et sa démocratisation de l'économie et Saito et sa révolution de la production par le travail coopératif. Nous avons remarqué aussi que ces pratiques de travail horizontal participaient à changer le sens commun. Ce qui est précisément la proposition de Kallis que de *performer* ce changement de *sens* dans les mouvements populaires, associatifs ou même coopératifs. Et ce nouveau sens commun contribue à créer un nouvel imaginaire social, ce qui s'accorde avec le souhait de Latouche de décoloniser notre imaginaire capitaliste et de croissance pour ainsi s'imaginer une *autre* société.

Puis, nous avons répété l'exercice d'analyse, cette fois avec des pratiques décroissancistes. L'imaginaire effectif nous a fait comprendre les limites, par exemple, du revenu de base. En effet, puisque celui-ci met la focale sur une redistribution radicale des richesses, la production n'est pas remise en cause (ou pas directement) et n'a donc pas le potentiel transformateur qu'on lui

souhaiterait. À l’opposé, la démarche *low-tech* a un bon potentiel de transformation, en autant qu’elle s’applique directement à la production. Elle est en plus accessible et démocratique, donc autonome. L’analyse nous a aussi confirmé le potentiel transformateur du modèle coopératif. En effet, celui-ci refonde notre façon de travailler en agissant au cœur des rapports de production avec un mode de travail radicalement horizontal et démocratique. Cette nouvelle façon de faire, celle de *coopérer*, crée un sens commun nouveau autour du travail et ce que signifie produire, et redéfinit ainsi la culture, soit l’imaginaire social. Et ce mode opératoire a le potentiel de s’étendre au-delà de la coopérative elle-même pouvant ainsi contribuer à transformer la société plus largement.

Enfin, le dernier exercice consistait à présenter notre proposition centrale de décroissance en utilisant la perspective de l’imaginaire effectif comme guide. Ce voyage au cœur de la décroissance nous a permis d’identifier les idées au meilleur potentiel transformateur nous permettant ainsi d’offrir une synthèse-proposition avec les caractéristiques idéales pour opérer un virage décroissant. Cette proposition est la *coopérative* comme forme organisationnelle de la production, soit le mode de production coopératif. En effet, selon nos critères d’effectivité, le modèle coopératif réussit à faire travailler l’imaginaire au cœur des rapports de production. Cette forme organisationnelle, qui est pourtant bien connue, recèle en elle un pouvoir transformateur car si le mode est généralisé, il a le potentiel de changer, en son cœur, les rapports de production (critère 1) : de verticaux, hiérarchiques et autoritaires à horizontaux, non-hiérarchiques et non-autoritaires, puisque les coopérant-e-s, étant sur un même pied d’égalité, doivent coopérer pour produire. La coopérative incarne donc le principe de démocratie directe ou participative (critère 2) voulue par la décroissance. La répétition de ces gestes démocratiques permet de créer une nouvelle culture de ce que signifie travailler, on pourrait simplement dire *coopérer*. Le travail s’en trouve donc transformé. Un nouveau sens commun autour de la production peut émerger et s’instituer dans la

« société civile » (critère 3a). Cette nouvelle *normalité* pourrait ainsi acquérir une valeur de vérité et serait aussi d'une grande cohérence (critère 4). Et cette façon d'être et d'agir entre coopérant-e-s a la vertu aussi de se diffuser au-delà de la frontière de la coopérative elle-même puisque ce mode d'organisation promeut également la collaboration à plus grande échelle, entre les coopératives. On opère dorénavant dans un cadre cognitif de coopération et non plus de compétition. Ayant comme point de départ la société actuelle, et afin de répandre le modèle à plus grande échelle, la sphère de la « société politique » (critère 3b) doit aussi être investie afin d'opérer un changement plus important dans la société.

*

Il est à propos maintenant de parler de certaines limites de notre approche et des difficultés rencontrées au cours de la recherche. Afin d'opérationnaliser l'imaginaire effectif visant à rendre réelle la décroissance, nous avons décidé de faire ressortir une série de critères tirés de la littérature portant sur l'imaginaire social et la transformation requise par la décroissance. Cet ensemble de critères représente une première version de l'imaginaire effectif mais, il n'est pas exclu que des révisions ultérieures puissent parfaire ou parachever notre proposition afin de la rendre plus précise ou mieux définie. Un exemple qui illustre les limites de notre grille d'analyse fut celle de tomber *hors cadre* en deux occasions. La première fois, dans le cas de l'ontologie marxiste de Saito, qui ne sépare pas l'économique du politique, le critère 3b (« société politique ») ne s'appliquait pas. En effet, selon cette ontologie qui considère que la superstructure procède de l'infrastructure, une nouvelle organisation sociale (incluant la production) émanera de cette transformation sociale et rendra donc caduque le besoin de changer explicitement les institutions actuelles. La seconde occasion s'est présentée lorsque nous nous sommes rendu compte que la pratique du revenu de base restait plutôt neutre devant le critère de démocratie (critère 2) puisqu'en principe, il s'applique à

tous et toutes de façon égale. En bref, notre méthode et nos critères doivent être utilisés avec discernement puisqu'ils ne rendent pas compte de toutes les réalités de chaque proposition.

De plus, cette méthode peut, à certains égards, devenir difficile à opérer. En effet, elle nous restreint, ou plutôt, nous force à illuminer certains aspects des théories ou pratiques de la décroissance, tout en laissant d'autres de côté. La question du *care* et du travail non productif, par exemple, est complètement ignorée, et nous en sommes conscient. Notre choix s'est concentré sur la principale proposition décroissanciste, celle de réduire la production et la consommation, ce qui justifie notre insistance de porter notre regard sur la production sociale. Une société de décroissance ne pourra toutefois pas avoir comme seul objectif la réduction, mais devra aussi intégrer tous les aspects qui favorisent une vie en société pérenne et durable incluant au passage tout ce qui est non-productif. Les principes d'équité et d'égalité que nous avons mis de l'avant pourraient servir de guide à produire une société qui soit, non seulement, décroissante mais aussi égalitaire sans reproduire les biais de notre société actuelle. Un travail ultérieur pourrait s'atteler à considérer tous les aspects sociaux d'une société de décroissance, et pas seulement de la production comme nous l'avons fait ici.

Il faut dire un mot sur l'utilisation de figures pour illustrer l'imaginaire social et les critères d'effectivité. Nous avons opté pour cette astuce afin d'offrir un visuel qui donne une appréciation d'ensemble de notre analyse. Cependant, la valeur attribuée sur notre échelle graduée de chaque critère est discutable. L'objectif étant de donner une appréciation relative et de permettre de saisir les tendances de chaque proposition. Il ne faut surtout pas voir les pointages en valeur absolue comme un résultat final et définitif. Une étude plus en profondeur de chaque proposition pourrait révéler des nuances que nous n'aurions pas saisies en première lecture.

Ces limites nous font comprendre que notre cadre théorique est contingent et construit en réponse à la société actuelle et à son organisation propre. De plus, ce cadre et notre analyse reposent sur un petit échantillon de ce qui a été écrit sur l’imaginaire social et sur la décroissance. Nous sommes conscient aussi que nous n’avons aucune théoricienne dans nos auteurs principaux de la décroissance. Il ne s’agit, en aucun cas, d’un choix délibéré, mais bien du résultat de ce que la littérature nous a offert. C’est même un problème qui est discuté ouvertement dans les cercles décroissancistes. Et pourtant, les femmes sont bien présentes dans le champ de la décroissance, comme Inès Cosme qui a coécrit un article avec Fitzpatrick et Parrique, ou encore Andrea Vetter qui a coécrit un livre de référence sur la décroissance avec Schmelzer et Vansintjan. Ce ne sont là que deux exemples parmi tant d’autres. Nous ne voulons pas reproduire, dans le champ de la décroissance, les mêmes schèmes et biais existants dans nos sociétés et c’est pourquoi un effort devra être fait par le mouvement de la décroissance pour que les perspectives féministes et écoféministes, par exemples, soient reprises explicitement par le mouvement de la décroissance et que les femmes tiennent une place aussi importante que celles des hommes. C’est un appel à la vigilance.

* *

Alors, est-il possible de faire une proposition qui rende la décroissance réelle afin de transformer la société ? À cette question, nous répondons, oui ! Mais, il faut le faire avec une méthode qui apprécie l’effectivité de la démarche décroissanciste. Ce qui est important, au final, c’est d’appliquer l’idée de création par l’imaginaire au site de l’effectivité, c’est-à-dire à l’organisation de la production. Changer le narratif qui entoure cette production par l’imaginaire créateur est la proposition originale de cette recherche. Il ne s’agit pas simplement de se raconter une belle histoire, mais bien de transformer l’imaginaire qui entoure la production et donc d’affecter les rapports qui en découlent. C’est pourquoi la forme coopérative productive est un bon exemple d’imaginaire

effectif et a donc un potentiel transformateur. À noter que d'autres pratiques ou théories pourraient aussi être analysées ou développées en suivant les principes établis par l'imaginaire effectif. De son côté, le modèle coopératif implique une refonte totale de ce que signifie travailler et agit ainsi au cœur de la production. Cette forme sociale réorganise la production de façon non-hiérarchique en se centrant sur les besoins (et non la survaleur), s'accordant à merveille avec l'objectif premier de la décroissance de réduire les empreintes matérielles n'ayant pas l'obligation de surdimensionner son activité pour payer une survaleur. Afin de généraliser la pratique, il faut aussi sortir de la « société civile » et investir les institutions existantes (la « société politique ») pour guider ce virage « coopératif » avec des politiques structurantes. Comme nous avons vu au chapitre V, nous ne proposons pas une forme spécifique de coopérative – cela serait pour une autre recherche – nous nous limitons simplement à la pratique démocratique du travail et à son organisation radicalement horizontale. Travailler sans hiérarchie, bien que ce mode puisse avoir ses propres défis organisationnels, insufflé, nous semble-t-il, chez les coopérant-e-s des dispositions cognitives favorisant la coopération à tous les niveaux. Ce changement dans la façon d'organiser et de percevoir le travail semble être la clé pour opérer un changement plus profond de la société. Cela nous rappelle l'importance de l'« action préfigurative » qui consiste en la réalisation présente d'un idéal désiré. Cette préfiguration permet de tracer tant le chemin que l'horizon du changement nécessaire à apporter. La préfiguration est essentielle, il faut non seulement théoriser le changement, il faut aussi le performer puisque la pratique est un lieu d'apprentissage dans le réel, elle transforme. Quelle serait la forme de la société une fois transformée par la décroissance, nous ne le savons pas. Ce qui est certain, c'est que le virage sur le chemin de la décroissance est nécessaire *maintenant*.

*

* *

*

Épilogue

Quelques semaines plus tard, comme les patrons ne sont toujours pas revenus, les ouvrières de Brukman prennent alors conscience de l'abandon dont elles sont victimes et décident de redémarrer l'usine. Suivant les principes d'autogestion, elles s'organisent en reprenant là où elles avaient laissé au début du conflit. Le cas de Brukman s'inscrit dans un cadre plus large en Argentine d'entreprises récupérées par leurs travailleurs-euses. En effet, ce mouvement avait déjà commencé dans les années 1990, et s'est accéléré suite aux *cacerolazos* de 2001. Dans le vide créé par la crise économique, tant du côté des employeurs privés que de l'État, les travailleurs-euses ont repris contrôle de leurs moyens de production et ont créé de nouveaux rapports horizontaux. Aujourd'hui, l'Argentine compte un nombre considérable d'entreprises autogérées et de coopératives où il n'y a aucun patron.

Bibliographie

- Abraham, Yves-Marie. 2019. *Guérir du mal de l'infini: produire moins, partager plus, décider ensemble*. Polémos. Éditions Écosociété.
- Abraham, Yves-Marie. 2025. « La décroissance soutenable comme politique de sobriété ». *Lien social et Politiques*, n° 93 (janvier): 22-42. <https://doi.org/10.7202/1115786ar>.
- Abraham, Yves-Marie, Karine Awashish, et Rafael Ziegler. 2023. *Économie circulaire et coopération - exploration de trois approches connexes (coopératives, communs et l'arbre de la coopération) pour une économie juste et durable - Rapport de synthèse pour le RQREC*. Rapport de synthèse. With Emmanuel Raufflet. HEC Montréal. <https://portailcoop.hec.ca/notice?id=h%3A%3A4c09ac9c-bd6b-41f1-9a86-e19aa1108632>.
- Ahonen, Janne, et Tuulikki Pietilä. 2008. « From Imaginary Realities to Social Realities: A Conversation with Maurice Godelier ». *Suomen Antropologi : Suomen Antropologisen Seuran Julkaisu = Antropologi i Finland : Antropologiska Sällskapet i Finland* 34 (1): 62-69. <https://doi.org/10.30676/jfas.v34i1.116495>.
- Auroux, Sylvain (sous la dir. de). 1990. *Les Notions philosophiques. Dictionnaire*. PUF.
- Berger, Laurent. 2016. « L'œuvre de Maurice Godelier, au-delà du structuralisme et du marxisme, aux côtés de Claude Lévi-Strauss et de Karl Marx ». Dans *Le Monde en mélanges: Textes offerts à Maurice Godelier*, édité par Monique Jeudy-Ballini. CNRS Alpha. CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.29526>.
- Bevacqua, Emanuele, Carl-Friedrich Schleussner, et Jakob Zscheischler. 2025. « A Year above 1.5 °C Signals That Earth Is Most Probably within the 20-Year Period That Will Reach the Paris Agreement Limit ». *Nature Climate Change* 15 (3): 262-65. <https://doi.org/10.1038/s41558-025-02246-9>.
- Cassiers, Isabelle, Dominique Méda, et Kevin Maréchal. 2017. *Vers une société post-croissance: intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux*. Bibliothèque des savoirs. Éditions de l'Aube.
- Castoriadis, Cornelius. 1975. *L'institution imaginaire de la société*. 5e éd. revue et Corrigée. Collection Esprit. Seuil.
- Castoriadis, Cornelius. 1997. *Fait et à faire - Les carrefours du labyrinthe V*. La couleur des idées. Seuil.
- Castoriadis, Cornelius, et Serge Latouche. 2014. *Cornélius Castoriadis, ou, L'autonomie radicale*. Les précurseurs de la décroissance. Le Passager clandestin.
- D'Alisa, Giacomo, Federico Demaria, et Giorgos Kallis. 2015. *Degrowth: A Vocabulary for a New Era*. Routledge.
- D'Alisa, Giacomo, et Giorgos Kallis. 2020. « Degrowth and the State ». *Ecological Economics* 169: 106486-. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106486>.
- Daly, Herman E. 1991. *Steady-State Economics*. 2nd ed., with New essays. Island Press.
- Dangeville, Roger. 1967. « Lettres de Marx à Vera Zassoulitch ». *L'Homme et la société* 5 (1): 165-79. <https://doi.org/10.3406/homso.1967.3085>.
- Delcroix, Isabelle. 2006. « Agir, c'est créer. Penser la démocratie en compagnie de Hannah Arendt et Cornélius Castoriadis ». Dans *L'imaginaire selon Castoriadis: thèmes et enjeux*. Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis 109. Facultés Universitaires Saint-Louis.

- Deneault, Alain. 2024. *Faire que!* Hors collection. Lux Éditeur. <https://luxediteur.com/catalogue/faire-que/>.
- Doazan, Blandine. 2024. « Serge Latouche : « Le développement économique s’inscrit dans une démarche ethnocidaire » ». *Socialter* Hors-Série (18). <https://www.socialter.fr/article/serge-latouche-decroissance-economie-developpement-imaginaires>.
- Dortier, Jean-François. 2013. *Le dictionnaire des sciences sociales*. La Petite bibliothèque de Sciences humaines. Éditions Sciences humaines.
- Dujarier, Marie-Anne. 2019. « Rapport social et relations sociales:(social relations and social relationship – relación social y relaciones sociales) ». Dans *Dictionnaire de sociologie clinique*. Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.vande.2019.01.0522>.
- Fisher, Mark. 2009. *Capitalist Realism: Is There No Alternative?* Zero Books.
- Fitzpatrick, Nick. 2025. « From Western Marxism to Degrowth Communism: A Review of Slow down: The Degrowth Manifesto ». *Degrowth Journal* 3. <https://degrowthjournal.org/>.
- Fitzpatrick, Nick, Timothée Parrique, et Inès Cosme. 2022. « Exploring Degrowth Policy Proposals: A Systematic Mapping with Thematic Synthesis ». *Journal of Cleaner Production* 365: 132764-. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.132764>.
- Fourrier, Ambre. 2019. *Le revenu de base en question: De l’impôt négatif au revenu de transition*. Les Editions Ecosociété.
- Fressard, Olivier. 2006. « Castoriadis, le symbolique et l’imaginaire ». Dans *L’imaginaire selon Castoriadis: thèmes et enjeux*. Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis 109. Facultés Universitaires Saint-Louis.
- Georgescu-Roegen, Nicholas. 1971. *The Entropy Law and the Economic Process*. Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Georgescu-Roegen, Nicholas. 1979. *Demain la décroissance*. Collection En question. Editions P.M. Favre.
- Gibson-Graham, J. K. 2006. *A Postcapitalist Politics*. University of Minnesota Press.
- Godelier, Maurice. 1982. *La production des grands hommes: pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*. L’Espace du politique. Fayard.
- Godelier, Maurice. 1984. *L’idéal et le matériel*. Pensée, économies, sociétés. Fayard.
- Godelier, Maurice. 2015. *L’imaginé, l’imaginaire & le symbolique*. CNRS éditions.
- Gollain, Françoise. 2006. « Les débats autour du mouvement pour la décroissance ». *French politics, culture and society* 24 (2): 115-28.
- Goodall, Chris. 2009. « Croissance du PIB et émissions de CO2 sont étroitement liés ». *Techniques de l’Ingénieur*, juillet 19. <https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/croissance-du-pib-et-emissions-de-co2-sont-etroitement-lies-6590/>.
- Gregorio, Francesco. 2006. « Le germe grec dans la philosophie de Castoriadis ». Dans *L’imaginaire selon Castoriadis: thèmes et enjeux*. Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis 109. Facultés Universitaires Saint-Louis.
- Haberl, Helmut, Dominik Wiedenhofer, Doris Virág, et al. 2020. « A Systematic Review of the Evidence on Decoupling of GDP, Resource Use and GHG Emissions, Part II: Synthesizing the Insights ». *Environmental Research Letters* 15 (6): 065003. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab842a>.

- Hartzmark, Samuel M., et Kelly Shue. 2023. « Counterproductive Sustainable Investing: The Impact Elasticity of Brown and Green Firms ». *SSRN Electronic Journal*, advance online publication. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4359282>.
- Hickel, Jason. 2020. *Less Is More: How Degrowth Will Save the World*. William Heinemann.
- Hickel, Jason. 2021a. « The Anti-Colonial Politics of Degrowth ». *Political Geography* (Oxford) 88: 1-3. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2021.102404>.
- Hickel, Jason. 2021b. « What Does Degrowth Mean? A Few Points of Clarification ». *Globalizations* (Abingdon) 18 (7): 1105-11. <https://doi.org/10.1080/14747731.2020.1812222>.
- Hickel, Jason. 2023. « On Technology and Degrowth ». *Monthly Review* (New York. 1949) (New York) 75 (3): 44-50. https://doi.org/10.14452/MR-075-03-2023-07_3.
- Hickel, Jason. 2024. « Imagination ». *Aperture* (Millerton), n° 256: 92-10.
- Hickel, Jason, et Giorgos Kallis. 2020. « Is Green Growth Possible? » *New Political Economy* (Abingdon) 25 (4): 469-86. <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1598964>.
- Hickel, Jason, et Dylan Sullivan. 2024. « How Much Growth Is Required to Achieve Good Lives for All? Insights from Needs-Based Analysis ». *World Development Perspectives* 35 (septembre): 100612. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2024.100612>.
- Houdart, Sophie, Vanessa Manceron, et Sandrine Revet. 2015. « Connaître et se prémunir. La logique métrique au défi des sciences sociales ». *Ethnologie française* (Paris cedex 14) 45 (1): 11-17. <https://doi.org/10.3917/ethn.151.0011>.
- Investopedia. 2023. « What Is Economic Growth and How Is It Measured? » Investopedia, septembre 30. <https://www.investopedia.com/terms/e/economicgrowth.asp>.
- Jackson, Tim. 2009. *Prosperity without Growth: Economics for a Finite Planet*. Earthscan.
- Jarrige, François, et Hélène Tordjman. 2023. *Décroissances: regards croisés sur les urgences du temps présent*. Précurseur-ses de la décroissance. Passager clandestin.
- Kallis, Giorgos. 2017. « Radical Dematerialization and Degrowth ». *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series A: Mathematical, Physical, and Engineering Sciences* (England) 375 (2095): 20160383-20160383. <https://doi.org/10.1098/rsta.2016.0383>.
- Kallis, Giorgos. 2018. *Degrowth*. Agenda Publishing. <https://doi.org/10.2307/j.ctv5cg82g>.
- Kallis, Giorgos. 2019. « Capitalism, Socialism, Degrowth: A Rejoinder ». *Capitalism, Nature, Socialism* (Abingdon) 30 (2): 267-73. <https://doi.org/10.1080/10455752.2018.1563624>.
- Kallis, Giorgos. 2023. « La décroissance et l'École de Barcelone ». Dans *Décroissances: regards croisés sur les urgences du temps présent*. Précurseur-ses de la décroissance. Passager clandestin.
- Kallis, Giorgos, Vasilis Kostakis, Steffen Lange, Barbara Muraca, Susan Paulson, et Matthias Schmelzer. 2018. « Research On Degrowth ». *Annual Review of Environment and Resources* 43 (1): 291-316. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-102017-025941>.
- Kallis, Giorgos, et Hug March. 2015. « Imaginaries of Hope: The Utopianism of Degrowth ». *Annals of the Association of American Geographers* (Washington) 105 (2): 360-68. <https://doi.org/10.1080/00045608.2014.973803>.
- Kallis, Giorgos, Susan Paulson, Giacomo D'Alisa, et Federico Demaria. 2020. *The Case for Degrowth. The Case for Series*. Polity Press.

- Langridge, Nicholas. 2024. « Unconditional Basic Income and a Degrowth Transition: Adding Empirical Rigour to Radical Visions ». *Futures* 159 (mai): 103375. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2024.103375>.
- Langridge, Nicholas, Milena Buchs, et Neil Howard. 2023. « An Ecological Basic Income? Examining the Ecological Credentials of Basic Income Through a Review of Selected Pilot Interventions ». *Basic Income Studies* 18 (1): 47-87. <https://doi.org/10.1515/bis-2021-0044>.
- Latouche, Serge. 2007. *Petit traité de la décroissance sereine*. Petits libres ; no. 70. Mille et une nuits.
- Latouche, Serge. 2019a. *La décroissance*. Que sais-je ? : économie, n° 4134. Presses universitaires de France / Humensis.
- Latouche, Serge, guest. 2019b. *Podcasts Afrotopiques*. Episode 4, « Serge Latouche : Déconstruire le Développement », réalisé par Marie-Yemta Moussanang. Afrotopiques, juillet. 1:02:30. <https://www.r22.fr/antennes/afrotopiques/podcasts-afrotopiques/episode-4-serge-latouche>.
- Latouche, Serge, et Anselm Jappe. 2015. *Pour en finir avec l'économie. Décroissance et critique de la valeur*. Libre&Solidaire. Paris.
- Le Roué, Patrice. 2020. « Le revenu de base en question . De l'impôt négatif au revenu de transition: Ambre Fourrier // Écosociété, 2019, 152 p., 15 ». *Projet N° 374* (1): 93-93. <https://doi.org/10.3917/pro.374.0093>.
- Lepesant, Michel. 2013. *Politique(s) de la décroissance – Propositions pour Penser et Faire la Transition*. Utopia. Paris. <http://www.editions-utopia.org/portfolio-view/politiques-de-la-decroissance-propositions-pour-penser-et-faire-la-transition/>.
- Meadows, Donella H, Dennis L Meadows, Jorgen Randers, et William W Behrens III. 1972. *The Limits to Growth*. <https://www.clubofrome.org/publication/the-limits-to-growth/>.
- Muraca, Barbara. 2013. « Decroissance: A Project for a Radical Transformation of Society ». *Environmental Values* 22 (2): 147-69. <https://doi.org/10.3197/096327113X13581561725112>.
- Olk, Christopher, Colleen Schneider, et Jason Hickel. 2023. « How to pay for saving the world: Modern Monetary Theory for a degrowth transition ». *Ecological Economics* 214 (décembre): 107968. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107968>.
- O'Neill, Dan, réal. 2021. « What Is Degrowth? Interview with Giorgos Kallis ». *Dan O'Neill Ecological Economics*. YouTube Channel, juin 29. 31:21. <https://www.youtube.com/watch?v=alp2ZJnvW8>.
- Paquot, Thierry. 2017. « Ivan Illich ». Dans *Aux origines de la décroissance: cinquante penseurs*. Éditions Écosociété.
- Parrique, Timothée. 2019. « The Political Economy of Degrowth ». These de doctorat, Université Clermont Auvergne & Stockholm University. <https://www.theses.fr/2019CLFAD003>.
- Parrique, Timothée. 2022. *Ralentir ou périr: l'économie de la décroissance*. Éditions du Seuil.
- Parrique, Timothée. 2023. « Degrowth ». Dans *Handbook of the Anthropocene*, with Nathanaël Wallenhorst et Christoph Wulf. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-031-25910-4_181.
- Parrique, Timothée. 2024. « Timothée Parrique : « L'heure de la décroissance a sonné » ». *Socialter* Hors-Série (18). <https://www.socialter.fr/article/timothe-parrique-decroissance-critiques-alternative>.
- Parrique, Timothée. 2025. *Defining Degrowth*. Working Paper n°2025-1: 1-28. <https://timotheeparrique.com>.

- Parrique, Timothée, Jonathan Barth, François Briens, et al. 2019. *Decoupling Debunked: Evidence and Arguments against Green Growth as a Sole Strategy for Sustainability*. European Environmental Bureau. <https://eeb.org/library/decoupling-debunked/>.
- Parrique, Timothée, et Beya Panicha. 2021. « En réponse aux dévots de la croissance ». *Socialter* 46 (4): 86-88.
- Paulson, Lily, et Milena Büchs. 2022. « Public Acceptance of Post-Growth: Factors and Implications for Post-Growth Strategy ». *Futures* 143 (octobre): 103020. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2022.103020>.
- Percebois, Jacques, et Jacques Treiner. 2021. « À l'échelle Mondiale, Aucun Découplage à Attendre Entre PIB et Consommation d'énergie ». *The Conversation*, avril 19. <http://theconversation.com/a-lechelle-mondiale-aucun-decouplage-a-attendre-entre-pib-et-consommation-denergie-158903>.
- Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXIe siècle*. Les livres du nouveau monde. Éditions du Seuil.
- Querrien, Anne. 2023. « Timothée Parrique, Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance, Seuil, Paris, 2022 ». *Écologie & politique (Paris)* 66 (1): 179-82.
- Quiriny, Bernard. 2006. « Imaginaire, politique, démocratie ». Dans *L'imaginaire selon Castoriadis: thèmes et enjeux*. Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis 109. Facultés Universitaires Saint-Louis.
- Raworth, Kate. 2017. *Doughnut Economics: Seven Ways to Think like a 21st Century Economist*. Chelsea Green Publishing.
- Rockström, Johan, Will Steffen, Kevin Noone, et al. 2009. « A Safe Operating Space for Humanity ». *Nature* 461 (7263): 7263. <https://doi.org/10.1038/461472a>.
- Rosa, Hartmut. 2003. « Social Acceleration: Ethical and Political Consequences of a Desynchronized High-Speed Society ». *Constellations (Oxford, England)* (Oxford, UK and Boston, USA) 10 (1): 3-33. <https://doi.org/10.1111/1467-8675.00309>.
- Rosa, Hartmut. 2014. « From Work-Life to Work-Age Balance? Acceleration, Alienation, and Appropriation at the Workplace ». Dans *The Impact of ICT on Quality of Working Life*. Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-017-8854-0_4.
- Saito, Kohei. 2014. *The Emergence of Marx's Critique of Modern Agriculture: Ecological Insights from His Excerpt Notebooks*. (New York, United States) 66 (5): 25-46.
- Saito, Kohei. 2016. « Marx's Ecological Notebooks ». *Monthly Review* (New York) 67 (9): 25-42. https://doi.org/10.14452/MR-067-09-2016-02_3.
- Saito, Kohei. 2017. *Karl Marx's Ecosocialism: Capital, Nature, and the Unfinished Critique of Political Economy*. NYU Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctt1gk099m>.
- Saito, Kohei. 2020. « Marx's Theory of Metabolism in the Age of Global Ecological Crisis ». *Historical Materialism: Research in Critical Marxist Theory* (Leiden | Boston) 28 (2): 3-24. <https://doi.org/10.1163/1569206X-20202802>.
- Saito, Kohei. 2023. *Marx in the Anthropocene: Towards the Idea of Degrowth Communism*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108933544>.
- Saito, Kohei. 2024a. « Greening Marx in Japan ». *New Left Review* (London), n° 145: 43-56.
- Saito, Kohei. 2024b. *Slow down: The Degrowth Manifesto*. First edition. Astra House.

- Schmelzer, Matthias, Andrea Vetter, et Aaron Vansintjan. 2022. *The Future Is Degrowth: A Guide to a World beyond Capitalism*. Verso.
- UNEP. 2023. « Emissions Gap Report 2023 ». UNEP - UN Environment Programme, novembre 20. <https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2023>.
- UNEP. 2024. « Global Resources Outlook 2024 ». UNEP - UN Environment Programme, mars 1. https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/44902/GRO24_Summary_for_Policymakers.pdf.
- Van Eynde, Laurent. 2006. « La pensée de l'imaginaire de Castoriadis du point de vue de l'anthropologie philosophique ». Dans *L'imaginaire selon Castoriadis: thèmes et enjeux*. Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis 109. Facultés Universitaires Saint-Louis.
- Vanderborght, Yannick, et Philippe van Parijs. 2005. *L'allocation universelle*. Repères. La Découverte.
- Vanni, Michel. 2006. « Imaginaire et invention social-historique : entre autonomie et hétéronomie ». Dans *L'imaginaire selon Castoriadis: thèmes et enjeux*. Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis 109. Facultés Universitaires Saint-Louis.
- Vibert, Stéphane. 2019. « L'imaginaire et le symbolique: Castoriadis et le structuralisme de Lévi-Strauss ». *Cahiers Société*, n° 1: 35-61. <https://doi.org/10.7202/1068420ar>.
- Victor, Peter A. 2008. *Managing without Growth: Slower by Design, Not Disaster*. Advances in Ecological Economics. Edward Elgar.
- Vieillard-Baron, J.-L. 1990. « Imaginaire ». Dans *Les Notions philosophiques. Dictionnaire*. PUF.
- Watari, Takuma, Keisuke Nansai, et Kenichi Nakajima. 2021. « Major Metals Demand, Supply, and Environmental Impacts to 2100: A Critical Review ». *Resources, Conservation and Recycling* 164 (janvier): 105107. <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2020.105107>.
- Wiedenhofer, Dominik, Doris Virág, Gerald Kalt, et al. 2020. « A Systematic Review of the Evidence on Decoupling of GDP, Resource Use and GHG Emissions, Part I: Bibliometric and Conceptual Mapping ». *Environmental Research Letters* 15 (6): 063002. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab8429>.
- Ziegler, Rafael. 2023. « L'économie Circulaire Stagne. Et Si Le Modèle Coopératif Servait d'inspiration ? » *The Conversation*, juin 15. <http://theconversation.com/leconomie-circulaire-stagne-et-si-le-modele-cooperatif-servait-dinspiration-206641>.
- Ziegler, Rafael, Thomas Bauwens, Michael J. Roy, Simon Teasdale, Ambre Fourier, et Emmanuel Raufflet. 2023. « Embedding circularity: Theorizing the social economy, its potential, and its challenges ». *Ecological Economics* 214 (décembre): 107970. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107970>.